This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

L'abbé de Mazenod

NAPOLÉON III

ET

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE

ARTICLES DU JOURNAL DE PALERME

L'APE IBLEA

AUJOURD'HUI

LA SICILIA CATTOLICA

ESPIRA-DE-L'AGLY
(PYRÉNÉES-ORIENTALES)
P. JAMMET, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
Des Sociétés Catholiques

1872

NAPOLÉON III

ET

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE

NAPOLÉON III

ET

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE

SEULE TRADUCTION FRANÇAISE AUTORISÉE PAR L'AUTEUR.

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

NAPOLÉON III

ET

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE

ARTICLES DU JOURNAL DE PALERME

L'APE IBLEA

AUJOURD'HUI

LA SICILIA CATTOLICA

ESPIRA-DE-L'AGLY
(PYRÉNÉES-ORIENTALES)
P. JAMMET, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
Des Sociétés Catholiques

1872

tique fatale qui a couvert de ruines toutes les nations de l'Europe et particulièrement la France ; politique d'autant plus funeste qu'elle se continue sous tous les gouvernements révolutionnaires, en particulier sous celui de M. Thiers, qui n'est qu'un pâle plagiaire de Napoléon III. L'Empire commence par la persécution contre l'Église, et va échouer dans les orgies sanglantes et les incendies de la Commune ; le *provisoire* de M. Thiers prend les choses au rebours ; à peine installé la veille du 18 Mars, il nous apporte la *Commune*, et maintenant il semble vouloir finir par l'abandon de l'Église livrée aux insultes de ses geôliers. Des deux côtés, c'est le régime napoléonien ; c'est l'abaissement de notre infortunée patrie. On veut, dit-on, la relever, et l'on cherche son salut en dehors de la justice et de l'honneur : on ne trouvera que la honte et la mort.

L'auteur de cette brochure connaît bien notre pays, et surtout il l'aime avec ardeur. C'est le plus pur amour de la France et de l'Église qui a inspiré ces pages écrites au jour le jour et publiées d'abord dans une importante feuille catholique de Palerme, l'*Ape Iblea*, qui s'était levée pour soutenir les droits d'une cause sainte. Le vaillant publiciste apprit bientôt ce qu'il en coûtait d'aimer la France chrétienne et de témoigner au Saint-Siége un dévouement inébranlable. La persécution s'alluma contre lui. Pèlerin de Rome, intrépide champion de l'Église et de Pie IX, l'exil et la prison vinrent récompenser ses efforts en faveur de la justice et de la vérité. Mais on ne put pas l'empêcher d'écrire.

Malgré quelques répétitions inévitables dans un travail de ce genre, la Rédaction de l'*Ape Iblea*, devenue au-

L'abbé de Mazenod

NAPOLÉON III

ET

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE

ARTICLES DU JOURNAL DE PALERME

L'APE IBLEA

AUJOURD'HUI

LA SICILIA CATTOLICA

ESPIRA-DE-L'AGLY
(PYRÉNÉES-ORIENTALES)
P. JAMMET, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
Des Sociétés Catholiques

1872

NAPOLÉON III

ET

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE

su faire cet homme fatal, depuis 1859 jusqu'au 20 septembre 1870, où l'on bombarda la Ville éternelle pour la délivrer du *joug* de Pie IX.

En imprimant ce livre, nous avons cédé aux sollicitations de quelques amis et d'illustres personnages. Il ne contient que d'anciens articles publiés par l'*Ape Iblea*, sur Napoléon III et sa politique ; réunis en volume, ils paraîtront mieux liés entre eux et offriront comme un tableau vivant de toute l'histoire contemporaine. La même invitation nous est aussi venue de la France où des publicistes distingués et de savants écrivains ont loué notre travail ; nous nous rappelons encore avec quel empressement ils nous annonçaient la vive impression que ces articles produisaient chez eux.

Nous sommes loin de vouloir ici rien attribuer à notre mérite ; nous avons jugé Napoléon avec les principes du droit et de la justice, et en lui seul nous avons trouvé le secret de la politique contemporaine et de la guerre acharnée faite à l'Église et au Vicaire de Jésus-Christ. Napoléon III une fois compris, tous les grands événements de nos jours s'expliquent. Il nous était impossible de donner une suite et un ordre réguliers à nos articles que le journal publiait selon les circonstances ; on verra maintenant le nœud qui les unit, et comment tout s'enchaîne et se rattache, comme dans un centre, à la personne de cet Empereur qu'aucune main humaine n'a terrassé ; seule, la Providence en a délivré le monde.

A ne considérer que le désarroi complet où se trouve aujourd'hui plongée la politique napoléonienne, on peut aussi mieux calculer la puissance de cet homme funeste.

L'invasion de Rome et toutes les autres entreprises qui l'ont suivie ne sont que la conséquence nécessaire de cette politique néfaste.

Nous avons dit, dans un de ces articles, qu'après la chute de Napoléon, les révolutionnaires, impatients du joug qui les sauvait, seraient un instant tout-puissants pour le mal. Nous l'avons vu avec les *Communeux* de Paris : libres de tout frein, ils ont poussé jusqu'à ses limites extrêmes la politique impériale. Elle a pour dernière expression l'*Internationale* qui a mis logiquement en pratique les quatre principes du *droit nouveau*.

S'ils relisent de sang-froid notre travail, nos premiers lecteurs verront bien que nous ne nous sommes pas trompé. Nous leur avions paru peut-être un peu exagéré, tandis que Napoléon était encore dans tout l'éclat de sa grandeur et dans tout le prestige de sa gloire ; ils reconnaîtront à présent que tous nos traits ont frappé juste. On nous pardonnera de citer ici le mot d'un homme célèbre : Nous avons, disait-il, photographié Napoléon III. N'a-t-il pas, du reste, levé entièrement le masque, dans sa lettre écrite de Willemshœhe à Victor-Emmanuel ? Ne confirme-t-il pas nos jugements, lorsqu'il dit que ce qui le console surtout dans sa prison, c'est d'apprendre que Rome est envahie, que Rome est enfin la capitale du royaume italien ?

Quand Napoléon jetait ainsi un démenti sanglant à tous ses actes diplomatiques, Dieu l'aveuglait ; mais c'est là désormais un document précieux qui donne à toutes nos assertions une grande valeur. De fait, lorsqu'il parlait autrement et que Rouher, en son nom, prononçait le fameux

« Jamais », beaucoup de journaux catholiques crurent à la sincérité de cette parole ; seule peut-être, l'*Ape Iblea* l'accueillit comme un mensonge.

Malgré les changements que quelques faits ont pu subir, nous publions ces articles sans y rien modifier. Aussi, nous prions le lecteur de vouloir bien remarquer la date de leur impression ; elle se trouve indiquée en tête de chaque chapitre.

Par exemple, dans l'article : *Napoléon III et la Prusse,* nous avons montré la Prusse favorable au catholicisme, parce qu'elle l'était au moment où nous écrivions ; plus tard encore, à propos de la chute de Napoléon, Guillaume paraît, sous notre plume, soutenir les intérêts du Pape-Roi : à Versailles, en effet, il défendit cette cause, dans sa réponse aux pétitions des Évêques et des Catholiques de l'Allemagne. La même observation s'applique également aux Puissances qui, d'abord dévouées au pouvoir temporel, ont maintenant contribué à sa ruine ou l'ont laissé tomber.

Il n'y a donc pas eu d'erreur à rapporter des faits qui, vrais aujourd'hui, devenaient faux le lendemain.

On nous accordera sans doute que nous avions prévu beaucoup d'événements contemporains, particulièrement les désordres de l'Espagne et la défaite de Napoléon par la Prusse ; mais on nous objectera peut-être que nous nous sommes fourvoyé, lorsque nous avons prédit que la Révolution avait reçu un coup mortel à Sedan, et que nous allions voir bientôt le triomphe de l'Église.

Nous répondrons que, aujourd'hui encore, nos assertions restent vraies. Rien de nouveau n'est survenu qui

n'ait été préparé par Napoléon : seulement, la sanction si forte qui couvrait autrefois toutes les infamies a disparu ; l'Europe se trouve plongée dans un véritable cahos ; et c'est pourquoi la Révolution, privée du bras puissant qui la soutenait, chancelle. L'Italie révolutionnaire n'a plus son ami véritable ; elle cherche partout des alliances. Mais quel allié pourra valoir Napoléon III, décidé à se mettre en guerre avec toute l'Europe, si l'Europe s'était coalisée contre le gouvernement italien ? Et les destinées de l'Espagne, ne sont-elles pas livrées à tous les hasards ?

Ce que nous ne pouvions pas prévoir et ce que d'ailleurs personne n'a prévu, ce sont les événements de la France après le désastre de Sedan. Personne ne pouvait prévoir que, Napoléon une fois tombé et toute l'armée française prisonnière, la lutte se prolongerait tant de mois encore ; personne n'a prévu le double siége de Paris, et l'épouvantable catastrophe de la *Commune*.

Non, personne ne pouvait prévoir que Thiers, aveuglé par son ambition, comprimerait l'élan catholique, légitimiste et conservateur, que réveillèrent par toute la France les récents désordres de Paris.

En disant qu'après la chute de Napoléon, la France se mettrait à la tête du mouvement catholique pour marcher au secours de Pie IX, nous supposions que la France aurait tout de suite recouvré son légitime et stable gouvernement. Si cela ne s'est pas réalisé, il faut l'attribuer à des événements qu'on ne pouvait pressentir. Quoi qu'il en soit, nous maintenons encore aujourd'hui notre opinion, et nous sommes certain que l'heure n'est pas éloignée où la France, assez punie de ses crimes, inaugurera, sur les

NAPOLÉON III

ET

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE

NAPOLÉON III ET L'ITALIE

(Apc Ibica, mercredi 7 avril 1869, 2e année, n° 73)

Napoléon III, dans ces dernières années, a exercé en Europe une influence considérable. Presque tous les États ont subi le joug de ses caprices révolutionnaires ; la diplomatie était dans sa main, il la dirigeait à son gré. Il a fait ce qu'il a voulu.

L'Unité Italienne est son œuvre. Il l'aime et il la soutient de toutes ses forces ; jamais Cavour, jamais Garibaldi, Mazzini, Ricasoli, Ratazzi, Menabrea, Cialdini, jamais aucun italien, aucun révolutionnaire, ne l'aima aussi passionément. Il a bravé, pour faire l'Italie, les plus grands périls ; pour la défendre, il a exposé les plus graves intérêts de son trône ; et si tous les Souverains de l'Europe ont reconnu le nouveau royaume, on le doit aux efforts opiniâtres de Napoléon. Aujourd'hui encore, cette unité fondée par lui, ne dure que par lui.

Mais nous apprécierons mieux l'œuvre de Napoléon III, si nous revenons un peu en arrière et si nous montrons en un tableau

succint tout ce que l'Empereur a fait en faveur de l'Italie. Pour cela, prenons à son début la politique napoléonienne.

Ce grand ouvrage de l'unification de l'Italie commença le jour où fut conclu le mariage du prince Napoléon avec la princesse Marie-Clotilde. Ce jour-là, c'était la France impériale qui épousait la Révolution italienne.

Quand éclata la guerre contre la Russie, tout était combiné avec Palmerston, le chef des diplomates sectaires.

La puissance moscovite était redoutable, il fallait l'abattre. L'empereur Nicolas, vrai despote, du reste, et adversaire déclaré de l'Église, abhorrait la Révolution et le droit nouveau qu'on voulait implanter en Europe : il fallait l'effrayer. Ce fut le but principal de cette grande lutte. Aussi, après la mort inexpliquée de Nicolas, vit-on la paix se faire tout d'un coup; après la victoire, on n'imposa point au vaincu de lourdes conditions; et la France, qui l'aurait pu sans grand effort, n'eut aucun souci de relever en Orient son influence amoindrie. On ne songea qu'à soulever la Révolution et qu'à fonder le droit nouveau. C'est pour cela que partout les sectaires furent du côté de la France; le Piémont voulut même partager le sort de ses armes sous les murs de Sébastopol. Pour qui ne sut pas voir le but d'une telle alliance, le fait parut étrange et ridicule; il ne l'était pourtant pas.

La guerre terminée, le Congrès de Paris s'assemble. Le comte de Cavour, aidé par Napoléon, rallie à sa politique les diplomates de l'Europe. C'est alors, à la faveur des grandes puissances, que se fonda l'Unité italienne; car on laissait au ministre piémontais et à son auguste protecteur le soin de la constituer avec les théories du droit nouveau, inventé tout exprès pour obtenir cette unification et reconnu comme loi internationale. C'est alors aussi que surgit comme par enchantement ou plutôt qu'on fit naître ce qu'on appela la *question romaine*, conséquence nécessaire de l'Italie une et indivisible. En effet, jusqu'à cette époque, avait-on jamais douté du droit des Pontifes-Romains à jouir du pouvoir temporel? Aux combinaisons politiques succédèrent bientôt les événements; car on était sûr de l'Europe. Sur les instances de

l'Empereur, le roi de Prusse comprit que l'Unité italienne tournait à son avantage : il pourrait tenter en Allemagne le jeu du roi de Piémont en Italie, et il obtiendrait ainsi l'affaiblissement de l'Autriche, nécessaire d'ailleurs au triomphe de la Révolution. Quant à la Russie, après ses défaites, elle devait céder ; de plus, elle désirait voir l'humiliation de l'Autriche, qui lui avait refusé son appui durant la guerre de Crimée ; et, par-dessus tout, la crainte de perdre la Pologne que Napoléon aurait pu facilement arracher au joug moscovite, rendit le Czar docile à la volonté absolue de celui qui dictait des lois à l'Europe. Malgré le sentiment national de la France, qui réclamait l'indépendance de la Pologne, ce malheureux pays fut alors sacrifié à l'Unité italienne. Plus tard, pour prix de l'amitié ou du moins de la neutralité du Czar, le créateur de l'Italie abandonnera la Pologne, écrasée et sanglante, à la colère de son oppresseur.

Napoléon III s'était mis à la tête de la Révolution. Mais il rencontrait en France une opposition considérable : les catholiques, tous les grands diplomates, les généraux les plus dévoués, blâmaient son entreprise. L'Empereur hésitait. Les bombes d'Orsini vinrent le décider à se hâter. Et quand il parut devant les juges, Orsini le déclara franchement : il voulait tuer Napoléon III, qui, après avoir juré à la Révolution d'unifier l'Italie, reculait et cherchait à éluder ses serments. Et c'était vrai. Alors fut décidée contre l'Autriche la guerre d'Italie. Peu populaire en France, elle excitait bien des craintes. Mais Napoléon dissimula ses projets. Il rassura les catholiques, il écrivit de sa main au Pape : la guerre, disait-il, n'avait d'autre but que de mettre un frein aux exigences de l'Autriche et d'affermir les droits de l'Église.

Les traités de Zurich et de Villafranca n'étaient qu'un leurre pour les gens naïfs satisfaits ; et le principe de non-intervention, mis alors en avant, devait consolider l'Unité italienne. Tout était prévu de concert avec Cavour.

Tandis qu'on s'engageait à maintenir la confédération, le Pape perdait les Romagnes ; le Grand-Duc de Toscane, les Princes de Parme et de Modène disparaissaient. Garibaldi arrivait en Sicile ;

le Roi de Naples sentait son trône chanceler. Les Sectaires, sous la conduite de Napoléon III, obtinrent des succès inouïs. D'ailleurs, l'Empereur l'avait dit à Milan : l'Italie doit être libre des Alpes au Lilybée, et libre comme elle le fut plus tard.

Jeune et inexpérimenté, épouvanté et trahi, seul contre le Piémont, la France, l'Angleterre et la Révolution, seul devant la complicité ou l'indifférence du reste de l'Europe, le roi de Naples se retirait à Gaëte. Napoléon III eut l'air de le protéger; mais il le surveillait avec sa flotte et facilitait à l'armée piémontaise l'établissement des travaux de siége. Lorsque tout fut prêt, il l'abandonna et disparut. Il confiait en même temps à Cialdini le soin d'assassiner les zouaves à Castelfidardo, pourvu qu'il « fit vite ». Quant au rappel de l'ambassadeur de Turin, ce n'était là qu'une pure comédie.

Cavour meurt, Napoléon III reconnaît l'Italie. Bientôt après, l'Europe la reconnaît à son tour; et cela, sur les instances de l'Empereur des Français, disaient les notes diplomatiques de la Prusse et de la Russie. Mais ce n'est pas tout. Il semble que Napoléon III n'a qu'une préoccupation : le salut de l'Italie; s'il règne en France, c'est pour avoir le bonheur de faire l'Italie une.

Dans les élections des députés au Corps-Législatif, il cherche, par tous les moyens possibles, à obtenir des hommes qui veuillent travailler avec lui à l'Unité italienne; les Sénateurs, les Ministres, les hauts employés qu'il nommait, étaient tous favorables à l'Italie, et par là-même ennemis du pouvoir des Papes. Tous les journaux officieux étaient italianissimes; les feuilles, opposées à cette politique, furent ou supprimées ou soumises aux lois les plus sévères, que rendaient plus dures encore la terreur et les menaces.

Louis Veuillot, le chef de la presse catholique, ne put plus écrire; un décret lui fermait l'entrée des journaux de l'Empire.

Ainsi, l'on créait, en faveur de l'Italie-une, de nouvelles lois sur la presse, et l'on violait les lois de la liberté. « Nous sommes esclaves, disait-on un jour, avec beaucoup de finesse, à

l'Assemblée législative, nous sommes esclaves pour donner aux autres la liberté. »

Les Évêques et le clergé furent surveillés, et les communications avec Rome, sinon défendues, du moins regardées de mauvais œil.

Mais l'Italie n'est pas complète. Napoléon III harcèle l'empereur d'Autriche pour obtenir la Vénétie et le fameux quadrilatère devant lequel, après les victoires de Magenta et de Solférino, il arrêta son armée triomphante; il ne peut y réussir. Il revient à la charge, promet à Maximilien, pour prix de la Vénétie, l'Empire du Mexique, qu'il crée dans ce but avec tant de difficulté; mais tout est inutile.

Il propose encore de nouvelles compensations, mais François-Joseph est inébranlable. Alors Napoléon s'abouche avec Bismark; il l'instruit de ses desseins, ameute la Prusse contre l'Autriche et noue une alliance entre la Prusse et l'Italie. La guerre éclate. On s'efforce d'isoler l'armée autrichienne de celles de ses confédérés; et peut-être eut-on recours à la trahison.

La Prusse triomphait à Sadowa, et l'Autriche battait à Custozza les troupes italiennes; toutefois contre l'attente générale de l'Europe, et à sa grande stupeur, le vainqueur cédait la Vénétie et le quadrilatère au vaincu.

Le succès avait couronné les combinaisons de l'Empereur.

L'Italie était comme achevée. Plus tard on ne pourra pas le croire, et cependant il y a plus encore.

Dans les grands périls qui menaçaient l'Italie, Napoléon III était toujours prompt à la secourir. On se souvient du fameux Borges, qui, dans le royaume de Naples, se mit à la tête de la réaction; un instant on sembla redouter une lutte terrible. Les journaux officieux de Paris s'empressèrent d'annoncer que si la réaction, ou plutôt, selon leur langage, si les brigands venaient à tenter quelque coup de main, la France, à la faveur du principe de non-intervention, interviendrait. Et voici de quelles couleurs ils paraient cette future entreprise : le général de Goyon partirait de Rome avec une petite colonne; il pousserait jusqu'à Naples, et

soumettrait les brigands qui, du côté des frontières romaines, pouvaient compromettre la sécurité des États du Pape. Il y eut alors en France de très-vives alarmes, car on voyait éclater les véritables intentions de l'Empereur. Les journaux indépendants et catholiques réclamèrent avec force une note explicite du Gouvernement ; mais le *Moniteur* de Paris garda le silence ; il ne démentit jamais ce qu'on disait, ce qu'on écrivait publiquement. Signe certain que ces bruits etaient fondés.

Après la mort de Borges et la défaite de la réaction par les fusillades en masse et les incendies qu'allumèrent les généraux italiens, le plan combiné devint inutile, on n'en parla plus. Mais ce n'est pas tout.

Le gouvernement italien commettait souvent de très-grandes fautes ; au dedans et au dehors, il se faisait haïr de ses amis aussi bien que de ses ennemis. Napoléon III, toujours plein de tendresse pour son œuvre, défend l'Italie, excuse ses bévues, la couvre de sa protection.

Ses diplomates l'imitent : sévères contre Pie IX, coupable d'être la victime des plus lâches trahisons, ils n'ont jamais sur leurs lèvres que des compliments pour le royaume italien, ils *napoléonisaient* tous.

Lisez les notes diplomatiques et les discours de Thouvenel, de Billault, des autres ministres, et il vous sera facile de le voir. Malheur à qui aurait menacé, même de loin, le gouvernement italien d'agir comme lui ! Malheur à qui aurait voulu venir chez nous établir la confédération jurée ! Malheur à qui chercherait d'aider Pie IX !

Napoléon III serait de nouveau apparu, à la tête d'une grande armée, sur les champs de bataille de la Péninsule, pour défendre la Révolution et l'Italie des Italianissimes.

En France, les hommes politiques sont opposés à l'Unité italienne : Napoléon n'y prend pas garde. Le sentiment national est vivement surexcité contre cette unification : Napoléon fait le retors et prend un air indifférent pour mieux protéger son œuvre. Les catholiques, après les derniers événements, ne ressentent

plus, pour cette Italie-une, que de la haine et du mépris ; il reste sourd à toutes les plaintes, et fait dire qu'il n'est pour rien là-dedans. Les Évêques et le Clergé demandent qu'on en finisse une bonne fois avec cette politique de sectaire ; car elle rend le France complice des crimes et des persécutions de l'Italie contre l'Église et le Pape. Napoléon feint de se retirer un peu, se dit catholique, fils dévoué de l'Église et de Pie IX, bien affligé de tout ce qui se passe dans la Péninsule. Mais il ne recule point d'un pas sur le chemin parcouru ; il continue de s'entretenir cordialement avec Nigra, et cherche de meilleures combinaisons pour affermir l'Italie.

L'Espagne, cependant, refuse de reconnaître l'Unité italienne. Napoléon part alors de Paris, trompe la reine Isabelle et lui persuade de choisir pour ministre un sectaire ; il promet ensuite son appui à la Reine, mais en même temps il sape son trône qui ne tardera guère à crouler. Et Isabelle, de la dynastie de François II, reconnaît l'Italie au détriment du Pape et de son parent. Mais il y a encore quelque chose de plus.

Le gouvernement italien veut aller à Rome malgré la France, malgré les Catholiques du monde entier, malgré tous les Souverains de l'Europe. Napoléon, avec une habileté et une prudence inouïes, travaille « au grand dessein » et déjà il a tout combiné pour réussir. S'il n'atteignit pas son but, on le doit véritablement à l'intervention de la Toute-Puissance divine qui ne le permit pas. Les plus heureuses dispositions avaient été prises, et le succès était infaillible, comme nous le montrerons plus loin. Le traité de Septembre n'avait pas, du reste, d'autre but que de livrer Rome à la Révolution ; et si lors de la dernière invasion italianissime Napoléon intervint, ce ne fut qu'à regret. Il eut peur : son trône paraissait ébranlé, et l'épée de la Prusse se montrait menaçante sur le Rhin. Après Mentana, il y eut chez les Sectes une explosion de rage ; on alla jusqu'à menacer nos députés dans la salle des Cinq-Cents ; le créateur de l'Italie fut publiquement insulté ; les ministres italiens se signalèrent par la violence de leurs discours.

Napoléon, subitement adouci, avait l'air de ne rien comprendre. Il aimait toujours sa chère Italie. Si la Prusse s'était rendue coupable de la centième partie des insultes proférées dans toute la Péninsule contre l'Empereur, c'eût été la guerre certainement; mais on pardonne tout à l'Italie. Bien plus, Napoléon semble s'attrister sur le sort du nouveau royaume; il se plaint des étourderies et des grandes fautes que commettent les Italiens. Et ce n'est pas là chez lui de la colère ou du dédain, mais un excès de tendresse; car ces fautes mettent en péril l'Unité italienne et la font haïr. Sans ce motif, on ne le verrait pas si affligé. Nous dirons plus bas pourquoi l'Empereur aime tant l'unité de l'Italie.

Ce que nous pouvons affirmer aujourd'hui, c'est que l'Italie doit tout à Napoléon III; et, malgré les erreurs d'un gouvernement incapable, l'Unité italienne durera, tant qu'elle aura le secours de ce puissant protecteur. Elle lui coûte d'immenses sacrifices et d'incroyables sollicitudes. Il l'a aimée jusqu'à mettre en jeu sa dynastie et son empire, car il fait pour elle ce qu'il ne fera jamais pour la France. On dirait qu'un italianissime est assis aujourd'hui sur le trône de France. Avec une armée formidable et une influence prépondérante en Europe, on le voit occupé uniquement à créer et à maintenir l'Unité italienne. N'est-il donc pas étrange d'entendre nos révolutionnaires débiter contre l'Empereur tant d'orgueilleuses imprécations? Fous et ingrats! Ne savent-ils pas que s'il montrait seulement un peu d'indifférence, il n'y aurait plus bientôt de royaume d'Italie? Plus d'une fois Napoléon lui-même l'a laissé entendre.

Aussi, faut-il donner au gouvernement italien les compliments qu'il mérite. Sans doute il a toujours fait ce qu'il a pu pour détruire l'œuvre napoléonienne; mais, du moins, il a compris qu'il ne fallait pas rompre entièrement avec ce puissant allié, et jamais, du reste, il n'y a pensé sérieusement. Il s'est empressé, au contraire, dans les relations diplomatiques et dans les embarras sérieux, de suivre aveuglément les conseils et les décisions de l'Empereur. La politique de Cavour, sur ce point, s'est continuée jusqu'à nos jours.

Nous sommes donc sûrs que l'Italie sera toujours l'alliée de la France napoléonienne ; il y va de son salut. Une descente de trente mille Français en Italie, au milieu du mécontentement général, suffirait pour renverser facilement tout l'édifice. Détruit, la Prusse serait impuissante à le relever ; elle se trouverait en présence d'un fait accompli ; et rien ne pourrait plus ramener l'ancienne unité.

Du reste, la seule pensée que la France n'est plus qu'une ennemie, jetterait l'effroi parmi les Italianissimes, et nous serions les témoins d'étranges spectacles. Le gouvernement italien n'aura donc pas la folie de mécontenter l'Empereur ; il se condamnerait lui-même à la mort. Car dans l'opinion des diplomates les plus distingués, la question italienne n'est rien moins que la puissante volonté de Napoléon III.

Toutefois, nos gouvernants devraient se souvenir que les hommes ne sont pas éternels. Napoléon peut tomber ou mourir ; et en supposant qu'il lègue à son successeur ses idées et son amour pour l'Italie-une, le nouveau Prince ne mettra certainement pas au service de l'unité, les mêmes ressources et la même habileté satanique. Et, dès lors, si le gouvernement italien ne sait pas gagner l'affection du peuple, restaurer les finances, changer sa politique ; s'il reste en guerre avec le sentiment civil et religieux des Italiens ; s'il ne donne pas à l'État des fondements solides et des racines profondes ; privé de l'appui de celui qui commande à une grande nation, que deviendra-t-il ? Qu'il y songe sérieusement s'il tient à conserver l'unité de l'Italie, ou bien un jour l'histoire dira : Napoléon III, par des efforts inouïs, fonda l'Unité italienne ; les Italianissimes, par d'incroyables fautes, l'ont détruite. Et l'on verra se vérifier à la lettre cette sentence : ***Deus quos vult perdere, dementat.***

POURQUOI NAPOLÉON III AIME TANT L'UNITÉ ITALIENNE

(Ape Ibica, 25 et 26 novembre 1860, 3e année, nos 329 et 330)

Avant tout examinons pourquoi Napoléon a aimé si ardemment l'Unité italienne.

Quelques-uns ont cru qu'il n'avait jamais voulu l'unité, mais seulement la confédération de l'Italie; puis qu'entraîné par le flot révolutionnaire, il s'était mis à le seconder. Il ne nous est pas possible de pénétrer les secrètes pensées de l'Empereur, et nous voulons bien admettre un instant que le premier plan de Napoléon III ait été la confédération; toutefois, ce qui est certain et ce qu'on ne pourra jamais nier, c'est que plus tard, pensant mieux faire, il voulut et fonda l'unité politique et monarchique de notre Péninsule.

Et en vérité, ne serait-il pas étrange de supposer le contraire? Quoi! Napoléon dominait alors en Europe; pendant un grand nombre d'années il a fait ce qu'il a voulu; et un Cavour ou tout autre habile Italien aurait pu le contraindre à constituer malgré lui cette unité! Non, il n'est pas vrai que Napoléon céda à des sollicitations pressantes; car au premier danger qui eût menacé l'unité de l'Italie, il l'aurait laissé tomber pour revenir à sa première idée de la confédération.

D'ailleurs les plus célèbres diplomates de l'Europe l'admettent comme une vérité incontestable; les journaux de toute couleur, en France, en Angleterre, en Allemagne, et chez nous toute la presse sensée, l'avouent ouvertement: l'unité monarchique de l'Italie a couru des périls si grands et si nombreux, que, sans le bras tout-puissant de Napoléon III qui commande à la plus grande nation du monde, elle n'aurait jamais pu se maintenir.

Lorsque les finances italiennes étaient près de tomber dans une banqueroute irrémédiable et que toutes les Puissances refusaient leur appui au gouvernement, l'Empereur seul fit réussir un emprunt à Paris ; et il ne craignit pas alors de heurter de front le sentiment de la France qui s'obstinait à ne vouloir pas prêter au nouveau royaume. Il était prêt à tirer encore son épée pour l'Italie ; il menaçait hautement, quand on désirait, comme l'Espagne, intervenir uniquement en faveur du Pape et du Pouvoir temporel.

Il y a plus. Napoléon s'acharne à écraser l'Autriche, la seule puissance qui eût le droit de demander, les armes à la main, la complète exécution du traité de Zurich ; il oublie ses propres intérêts, et il va jusqu'à agrandir la Prusse devenue, l'avenir l'a prouvé, un danger pour la France ; il amène enfin la chute des Bourbons d'Espagne dont il redoutait l'influence comme un obstacle possible à ses desseins.

Ainsi l'Empereur, à cause de l'Italie, foule aux pieds l'opinion de la France ; il s'attire la haine de tous les catholiques du monde, inquiets des coups portés au trône du Chef auguste de l'Eglise ; il fait jouer en faveur de l'Unité italienne tous les ressorts de son influence diplomatique. Ne doit-on pas dire qu'il est véritablement l'unique soutien de cette unité ? Penser autrement, c'est nier les vérités les plus évidentes, et contredire en face le bon sens et la logique dans leur expression la plus naturelle.

Mais pourquoi donc Napoléon III a-t-il tant aimé l'Italie-une, alors même qu'il savait n'être point récompensé de ses efforts, ni par l'affection des peuples ni par la reconnaissance des révolutionnaires italiens ? Car ceux-ci, loin d'apprécier les bienfaits de l'Empereur n'ont jamais su que le haïr et désirer sa chute. C'est ce qu'il nous reste à expliquer.

Pour répondre à cette question difficile et presque insoluble, nous avons besoin de considérer comment, dans l'esprit de Napoléon III, la conception de l'Unité italienne se liait avec de vastes combinaisons.

Sans doute, la haine des Bourbons, l'alliance avec la maison

de Savoie, la seule maison royale qui ait eu des égards pour l'Empereur, le désir de renverser le pouvoir temporel des Papes pourront en partie expliquer une si vive tendresse pour le royaume d'Italie. Il y avait de plus le plaisir de se venger de la prison des Romagnes que le prince conspirateur mérita dans sa jeunesse, sous le pontificat de Grégoire XVI. Nous savons enfin que Napoléon désirait à tout prix déchirer les traités de 1815, et l'Unité italienne lui apparaissait comme devant leur servir de contre-poids. Mais toutes ces raisons sont encore insuffisantes ; elles ne permettent pas de comprendre l'amour obstiné de l'Empereur pour l'Italie. Il faut remonter plus haut.

Napoléon III voulait refaire l'œuvre de son oncle. Tous deux aspirèrent à dominer l'Europe, l'un par les armes, l'autre par la Révolution. Napoléon Ier créa, pour son profit, l'Unité italienne ; le neveu la ressuscite à son propre avantage. Napoléon III désirait commander à tout l'Occident et disposer à son gré des trônes de l'Europe ; or, pour arriver à son but, l'unité de l'Italie lui servait à merveille. Essayons de le montrer.

Le principal obstacle qu'il rencontrait à ses desseins, c'était l'Autriche, nation conservatrice, et, par son passé, ennemie de la Révolution. Eh bien ! l'unité de l'Italie affaiblissait cette puissance ; elle l'éloignait de la Péninsule où l'Autriche, maîtresse de florissantes provinces, jouissait d'une grande influence ; elle lui arrachait enfin d'imprenables forteresses qui servaient de boulevard à tout l'empire. L'abaissement de l'Autriche agrandissait par contre-coup la Prusse, et Napoléon espérait que celle-ci deviendrait, comme l'Italie, l'humble vassale de ses projets. D'après ses calculs le roi Guillaume allait jouer en Allemagne le rôle de Victor-Emmanuel en Italie, et il se ferait, sinon l'humble serviteur, du moins l'ami sincère de la France. Et peut-être, sans l'astuce de Bismark, l'Empereur eût-il réussi et eût-il bientôt exercé en Allemagne la même prépondérance qu'en Italie.

Ajoutons que l'Unité italienne donnait à la France Nice et la Savoie ; et en offrant à la Prusse la facilité d'abattre l'Autriche, Napoléon allait encore gagner les provinces rhénanes. C'était con-

venu ; mais Bismark, moins docile et moins faible que Cavour, fit tout-à-coup surgir des difficultés insurmontables ; Napoléon s'aperçut tard que ses espérances étaient déçues ; on l'avait joué. Il aurait dû alors aider l'Autriche et défaire l'Italie : mais, au lieu d'abandonner son entreprise, il aima mieux se préparer à la guerre et attendre une occasion favorable d'obtenir ce qu'il convoitait. Voilà pourquoi il conclut une alliance avec François-Joseph, et celui-ci se laissa prendre au piége. François-Joseph crut trouver un ami dans l'homme qui l'avait poussé à l'abîme, tandis que Napoléon ne cherchait que ses intérêts. Ce que voulait, en effet, l'Empereur, c'était isoler la Prusse pour s'étendre jusqu'au Rhin. Et, en cas de guerre, on l'eût vu annexer à la France les provinces prussiennes, avec peut-être la Belgique qu'il a toujours désirée.

De plus, l'Unité italienne, reconnue par toute l'Europe sur le désir de Napoléon, devenait le type et le modèle de l'Unité ibérique sous le sceptre du roi de Portugal. Qui eût pu empêcher en Espagne ce que l'Espagne avait approuvé en Italie ? L'Espagne-une se serait nécessairement rangée comme l'Italie, sous l'autorité toute puissante de Napoléon ; et Napoléon eût pu alors, sans coup férir, dominer de toute sa hauteur, la France agrandie, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Par nécessité autant que par reconnaissance, le gouvernement italien subissait l'influence française ; il en aurait été ainsi pour l'Espagne et l'Allemagne. Que la Russie eût osé alors descendre en Orient, Napoléon, pour l'arrêter, lui opposait la ligue de trois empires qui devaient à Bonaparte le bienfait de leur existence. Et en tout les cas, l'agrandissement de la Russie n'aurait jamais pu inquiéter sérieusement Napoléon, puisqu'il restait le seul vrai empereur d'Occident.

Quand l'Autriche dominait en Italie, elle avait une grande prépondérance dans toute la Péninsule ; ainsi, Napoléon, vrai créateur, sur le continent, de trois grands empires ses vassaux, aurait pu facilement commander à toute l'Europe. L'Angleterre, maîtresse des Indes, n'aspire qu'à jouir de ses richesses. Depuis

longtemps, elle se tient à l'écart et vit tranquille; satisfaite de trouver son profit dans le triomphe de la Révolution, elle semble avoir renoncé pour elle à tout projet d'agrandissement. Seule, d'ailleurs, contre toute l'Europe, elle eût été impuissante à troubler les entreprises napoléoniennes.

A la triple et antique alliance de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie contre la Révolution, Napoléon opposait ainsi l'Unité Italienne, l'Unité Germanique et l'Unité Ibérique, filles de la Révolution; et Napoléon III devenait le vrai despote révolutionnaire de l'Europe. Cette révolution qu'il favorisait partout ailleurs, il la bridait chez lui avec un frein d'acier; et il le devait absolument pour atteindre son but. Cette force aveugle, qui allait bouleverser l'Europe entière, devait nécessairement trouver un point d'appui; ce point d'appui c'était le despotisme du gouvernement en France. La Révolution, établie au dehors comme droit international, ne pouvait que donner de la stabilité à l'œuvre de Napoléon.

Les événements dont nous avons été les témoins durant ces dernières années, prouvent surabondamment, ce que nous venons d'exposer; il n'y a pas d'autre explication de la tendresse de Napoléon III pour l'Italie-une. Sans doute, tout n'est pas arrivé d'après les plans conçus. Au-dessus des projets de l'homme, il y a l'intervention de Dieu, qui n'est point soumis aux lois humaines; la Révolution ne saurait non plus rien édifier puisqu'elle n'existe que pour détruire; et enfin le droit et la justice l'emportent toujours sur la force brutale et l'iniquité. Écrasés un instant, ils ne tardent pas à se relever dans toute leur vigueur. Toutefois, à ne considérer que les calculs humains et la puissance de l'homme, Napoléon a su merveilleusement combiner et, en grande partie, accomplir ses funestes desseins.

Ces considérations pourraient paraître suffisantes; mais qu'on nous permette encore quelques réflexions.

Napoléon III voulait affermir sa dynastie en établissant en Europe un autre droit public; et il inventait le droit nouveau, formulé dans ces quatre principes : le *suffrage universel*, les *nationalités*, la *non-intervention* et les *faits accomplis*, principes qu'il devait

plus tard appliquer selon les circonstances. Eh bien ! l'Unité italienne n'est qu'une protestation permanente contre l'ancien droit ; reconnue par l'Europe, elle devenait une démonstration vivante de ces quatre principes auxquels elle doit tout. Si l'Italie tombait, on les verrait tomber avec elle. Supposons, en effet, la chute de l'Italie-une : aussitôt la Révolution chancelle en Autriche, l'Espagne révolutionnaire est ébranlée et la politique de l'Empereur reçoit un coup terrible. Comment donc Napoléon pourrait-il permettre une seule attaque contre ce qui lui a coûté tant de peines et de sollicitudes, tant de sang versé, et un si grand déploiement de forces que l'Europe trembla ? La chute de l'Unité italienne entraînerait la chute de Napoléon III : peut-il la vouloir ? Et n'est-ce pas ce qui explique pourquoi l'Empereur a souffert en silence les outrages et les ignominies dont les Italianissimes l'ont récompensé?

L'Unité italienne n'est pas seulement l'œuvre de l'Empereur, œuvre de tant d'efforts douloureux ; elle est aussi la manifestation de ses idées, de sa politique ; elle est la vie de ces principes qu'il a proclamés et soutenus avec tant d'ardeur.

La chute de l'Unité italienne serait certes pour Napoléon III la plus amère des humiliations, mais de plus elle anéantirait d'un seul coup toute sa politique et ce *droit nouveau*, au service duquel il a mis, pendant plus de dix années, le prestige de son épée et l'habileté de sa diplomatie ; elle donnerait pour ainsi dire le coup de grâce à la puissance napoléonienne.

Si nous voulions encore pénétrer plus avant dans la pensée intime de l'Empereur, voici ce que nous dirions : Napoléon III, qui est pour nous, ainsi que nous le montrerons plus loin, le vrai génie de la Révolution, ne pouvait choisir, pour l'asseoir parmi nous, un sol plus docile que l'Italie. Là le terrain était prêt ; depuis longues années, les Sectes l'avaient travaillé dans ce but. De fait, l'influence impériale fut comme une étincelle qui allume subitement un grand incendie ; à peine l'Empereur soutient-il chez nous la Révolution, qu'on la voit aussitôt prendre des proportions gigantesques et menacer d'un seul coup tous les trônes de l'Europe. La révolution italienne devint, d'ailleurs,

le type et le modèle de toutes les révolutions qui ont bouleversé les autres États ; et celles-là tomberont quand l'Unité de l'Italie croulera. Ainsi tout nous explique pourquoi et comment Napoléon III a voulu l'unification de la Péninsule au prix d'innombrables sacrifices et malgré des difficultés qui paraissaient insurmontables.

L'Empereur espérait que cette révolution qu'il a déchaînée partout, le laisserait tranquille en France, et en partie du moins il a obtenu son but. Mais toujours elle finit par tuer ses protecteurs ; et déjà elle est assez forte pour se retourner contre lui. Napoléon avait compté sans l'intervention divine qui se rit des folies humaines et déconcerte les combinaisons les mieux conçues. Dieu se sert aujourd'hui de la Révolution comme d'un fléau terrible pour châtier les nations et purifier l'Église. Mais quand l'heure sera venue, il peut, avec la même Révolution, sauver les rois et les peuples, et alors on la verra se détruire de ses propres mains. Déjà même Dieu intervient.

Tandis que le colosse napoléonien tremble sur ses bases et que la Révolution attend le moment favorable pour le terrasser, le Concile se prépare à sauver le monde. La Révolution, la plus cruelle ennemie de la Société et de l'Église, va accomplissant son œuvre destructive ; Dieu a déjà affaibli physiquement et moralement le plus redoutable adversaire de l'Église et de la Société.

Ce sont là les grand miracles et le grand triomphe de notre époque ! L'Europe elle-même, agitée par d'effroyables tempêtes, se retourne avec stupeur pour contempler le grand événement du dix-neuvième siècle, le concile du Vatican. Et l'on peut dire que Pie IX est le seul puissant souverain qui ne meurt jamais, parce qu'il est le successeur infaillible de Pierre.

Dans leur rage satanique, les impies qui pressentent l'heure de leur défaite, s'efforcent d'empêcher ce triomphe ; ils ne le rendront que plus glorieux. Ils ont beau annoncer des congrès ; ils ne feront que donner à l'Église de nouvelles victoires, et montreront une fois de plus qu'il y a un abîme infini entre la

vérité et l'erreur, entre l'Église de Jésus-Christ et la franc-maçonnerie furibonde, entre Dieu et Satan.

POURQUOI LES RÉVOLUTIONNAIRES ITALIENS N'AIMENT PAS NAPOLÉON III

(Ape Iblea, 11 et 13 janvier 1870, 3e année, nos 7 et 8)

Napoléon III a tout fait pour le triomphe de la Révolution en Italie. L'Unité italienne est exclusivement son œuvre, et son œuvre de prédilection; il a consacré à la soutenir toutes ses forces, tout son génie, toute la puissance de ses armes. Et cependant, tout le monde le sait, les révolutionnaires italiens n'aiment point Napoléon III; bien plus, ils le détestent. Ils ne lui tiennent aucun compte des sacrifices immenses que cette unité lui a coûtés, ni des grandes victoires de Magenta et de Solférino, ni de sa sollicitude diplomatique pour obtenir de l'Europe la reconnaissance de l'Italie, ni de la cession de la Vénétie et du quadrilatère que l'on doit à son entente avec la Prusse, ni de l'emprunt de Paris qui sauva les finances italiennes, ni des secours de toute espèce qu'il a prodigués au nouveau royaume; et pourtant, sans l'appui de l'Empereur, l'Italie-une n'aurait jamais existé, et maintenant qu'elle est faite, on la verrait se dissoudre bien vite.

Les révolutionnaires italiens, les unitaires les plus passionnés, les sectaires de toute couleur et même, parmi ceux-ci, les plus modérés, feignent d'ignorer qu'ils doivent tout à Napoléon III, et que, sans lui, ils n'auraient pu rien faire. Jamais, dans leurs journaux, une louange pour cet illustre allié; jamais une parole de gratitude, jamais un sentiment de confiance dans leur impérial

protecteur. Et cela, certes, semble incompréhensible, quand il suffirait à l'Empereur d'un mot pour détruire ce qu'il a établi; car pas une puissance de l'Europe ne bougerait pour maintenir l'ordre actuel fondé dans notre péninsule.

Ce n'est pas tout. L'Italie n'est pas encore si bien assise à l'intérieur qu'elle puisse se passer de tout appui étranger. Les finances sont en désarroi : l'énormité des impôts engendre la misère ; le gouvernement n'est pas solide ; partout règne l'incertitude et l'hésitation : déchirée par les partis, elle est de plus menacée par de puissants ennemis qu'elle nourrit dans son sein. Et cependant les italianissimes n'aiment pas Napoléon III, le seul qui les aime passionnément et qui fait pour eux ce qu'il n'a jamais fait pour les autres États et pour la France elle-même! Quelle peut donc être la cause de ce fait étrange? La réponse, à première vue, paraît difficile ; mais si, à l'aide des principes du droit et de la justice, on scrute un peu la politique napoléonienne, tout s'éclaircit facilement. Essayons de résoudre cet obscur problème.

Aveuglés par la passion d'entasser des ruines, les Italianissimes se sont vus assez forts pour tout entreprendre; et pendant dix ans ils ont fait de grandes choses. Or, il est très-naturel à l'homme, devenu puissant, d'oublier sa première origine et de s'attribuer l'influence qui lui est venue d'ailleurs. C'est ainsi que les révolutionnaires oublient les bienfaits reçus; séduits par l'orgueil, ils se figurent ne devoir rien qu'à leurs propres forces. Fascinés par le nom d'une grande nation, craints et respectés des autres puissances de l'Europe, il leur est, certes, facile de s'imaginer qu'ils imposent eux-mêmes ce respect, et que la crainte qu'ils inspirent n'est point l'effet de l'appui étranger d'un million de baïonnettes. Mais, en bonne foi, si la France venait à se tourner contre eux ou simplement à les délaisser, supposent-ils donc qu'ils feraient peur à l'Autriche, à la Prusse et aux autres nations? Pour croire une pareille chose, il faudrait avoir perdu le sens commun.

Si l'on eût osé seulement molester l'Unité italienne, c'était la

guerre avec la France. Les Italianissimes tiennent donc toute leur grandeur de l'Empereur des français. Ils l'oublient; mais cet oubli leur sera fatal; ils devraient, en effet, penser aujourd'hui à ce qui peut arriver demain et chercher à l'intérieur un point d'appui solide qui deviendrait pour eux une planche de salut, dans le cas où le secours étranger viendrait à faire défaut.

Et puis, est-il vrai que nos révolutionnaires aiment sincèrement l'*Unité italienne?* Nous en doutons; nous pouvons même ajouter que nous ne le croyons pas. Ce que nous voyons tous les jours, nous fait supposer qu'ils ne cherchent dans l'unité de l'Italie que leur propre intérêt et l'assouvissement de leurs passions. Veulent-ils, par exemple, la richesse du peuple? Non certes, puisqu'ils ont cherché tous les moyens d'appauvrir le peuple et de l'affamer. Recherchent-ils son bien moral? Non plus, car ils s'efforcent de le démoraliser et de l'affranchir de tout lien religieux. Leur acharnement contre le clergé et l'Église de Jésus-Christ le prouve assez. Veulent-ils son honneur et sa gloire? Nullement; l'Italie n'offre plus aux yeux de l'Europe que le spectacle de toutes les hontes et de toutes les misères. Réclament-ils donc sa liberté? Pour eux-mêmes, oui, toute licence; mais pour le peuple, l'esclavage. Il faut que tout le monde pense, veuille, parle, écrive comme eux; et dès qu'ils arrivent au pouvoir, ce ne sont plus que des despotes et des tyrans. Ce qu'ils veulent, c'est s'enrichir eux-mêmes, c'est donner un libre cours à leurs instincts pervers et à leur haine contre l'Église. Et cela, ils l'ont obtenu et l'obtiennent chaque jour.

Aussi à quoi bon s'occuper de Napoléon III et de sa politique? Il les a protégés, c'est vrai; c'est à lui qu'ils doivent tout. Mais pourquoi songer à l'avenir? Notre nid est fait, dit-on vulgairement, et nos passions satisfaites; à Dieu le reste. Semblables aux Épicuriens, les Italianissimes profitent du temps qui leur est laissé pour donner carrière aux plus révoltants désirs de leur cœur, sans souci du lendemain; *cras enim moriemur.* Parfois, cependant, l'avenir se présente à leurs yeux comme un fantôme

terrible devant l'homme prévaricateur ; mais le présent dont ils jouissent, les console et les rassure.

Le caractère même de la Révolution nous fournit encore une explication plus claire du problème que nous cherchons à résoudre.

Qu'est-ce que la Révolution ? C'est l'œuvre satanique de la destruction ; toute-puissante pour détruire, absolument incapable d'édifier. Quand le célèbre Scovazzi fit entendre, en plein sénat de Turin, ces nobles et courageuses paroles : « Jusqu'ici nous n'avons rien fait que détruire, et nous avons réussi à merveille ; il est temps de bâtir le grand édifice national ; » il fut accueilli par des sourires de dédain. Instinctivement les révolutionnaires comprenaient leur mission : ils riaient des paroles de ce sage, et ils avaient raison. Demander à la Révolution et aux révolutionnaires l'établissement d'une œuvre importante et utile à tous, c'est vouloir une chose contre nature. La Révolution *bâtisseuse* serait sa propre négation.

Et de fait, dites-le-moi, la Révolution qu'a-t-elle jamais créé ? Dieu seul édifie depuis que les hommes détruisent ; seul il rend meilleure la société ; les ignorants croient que c'est là le fait de la Révolution ; mais il n'y a que l'intervention divine qui relève l'humanité déchue. Quand la France révolutionnaire amoncela ruines sur ruines, Napoléon Ier, pour l'abattre, demanda l'aide de l'Église, et l'Église sauva la France. Ce serait une folie de supposer que des brigands qui viennent de démolir un palais, en sont les restaurateurs, parce que le propriétaire l'a rebâti sur de plus belles dimensions. Le sénateur de Turin ne comprit pas cette grande vérité, et il désirait naïvement que les révolutionnaires, aidés des principes de la Révolution, missent enfin la main à une œuvre vraiment nationale. Mais il n'y a là rien de surprenant : Scovazzi était infecté de la maladie du libéralisme et il ne pouvait pas voir une vérité aussi éclatante.

Les révolutionnaires Italiens voudraient marcher toujours en avant ; plus sage, Napoléon essaie de refréner leur ardeur. Car la Révolution, qui marque toutes ses étapes par une ruine, se tour-

nerait bientôt contre elle-même. *Indè iræ.* Les révolutionnaires italiens aspirent à se jeter sur Rome; Napoléon comprend (et comment ne pas le voir?) que c'est là un pas très-difficile à franchir, que l'heure n'est pas encore venue. Et aller à Rome avant le temps, alors que tout n'est pas prêt pour cette grande entreprise, c'est gravement compromettre et ruiner même l'Unité italienne. Nos sectaires n'entendent rien à toutes ces choses; de là cette haine acharnée contre Napoléon III. Comme s'il ne désirait pas, bien plus fortement qu'eux, les mener à Rome! Si, jusqu'à l'heure, il ne leur a pas livré la ville sainte, c'est qu'il ne l'a pas pu, mais mille fois il a laissé percer ses intentions; il a tout combiné pour réussir et les circonstances seules l'arrêtent. Mais eux ne le comprennent point; la chute même de l'Unité italienne les alarmerait peu, pourvu qu'ils pussent, ne fût-ce qu'un jour, déchaîner leur rage contre le Vicaire de Jésus-Christ, inonder Rome de sang, et saccager, comme les anciens Vandales, la ville éternelle. Tel est le véritable et principal motif qui les empêche d'aimer Napoléon III. Ils voudraient que l'Empereur exposât encore davantage son trône et sa dynastie pour contenter leur brutal désir.

Ajoutons qu'un grand nombre de nos révolutionnaires sont démocrates et républicains. Or, ils le sentent, le jour où la Révolution n'aura plus rien à renverser, elle mourra. Et c'est pourquoi, après avoir fait disparaître les principautés italiennes, elle désire enlever à la monarchie encore debout tout appui, et l'abattre. Malheureusement Napoléon III, quoique révolutionnaire, ne veut pas la République; ce serait sa ruine. Il est révolutionnaire chez les autres, parce qu'il sait bien qu'un prince révolutionnaire chez lui a toujours la vie courte. Aussi essaie-t-il de maîtriser la révolution italienne, de la soumettre à sa volonté; et par-dessus tout il la veut monarchique jusqu'à un certain point. C'est ce qui excite la colère de nos Italianissimes, impatients de ce joug qui les sauve pourtant!

Naguère, lors des élections, ils furent dans l'allégresse à la nouvelle des troubles qui agitaient Paris et le reste de la France. Et aujourd'hui leur joie est plus grande encore; car ils compren-

nent que le second Empire touche à sa fin. Le gouvernement personnel a disparu ; la Révolution est fière et menaçante de l'autre côté des Alpes ; le despote révolutionnaire, frappé d'infirmités graves, voit en même temps s'en aller son empire et sa vie. Or, avec la chute physique et morale de l'Empereur, ils espèrent pouvoir exécuter tous leurs desseins, aller à Rome et proclamer la république en Italie. S'ils désiraient tant l'Unité italienne, ce n'était que comme une étape vers la république et pour arriver, de destruction en destruction, au socialisme et au communisme le plus dévergondé. C'est ce qu'explique du reste l'accord passé, en 1860, entre Mazzini et Garibaldi et regardé comme un pacte transitoire entre la république et la monarchie. Ainsi la haine implacable des Italianissimes contre Napoléon III vient de ce qu'il s'oppose à leurs projets.

Lorsque par la bouche de Billault, il annonça que sa mission était de propager, de soutenir et de modérer la Révolution, l'Empereur exprima parfaitement sa politique, mais il dit une grande erreur, parce que la Révolution n'admet aucun frein et ne se laisse pas modérer. Et, en effet, n'est-ce pas la Révolution qui l'a obligé de céder le gouvernement personnel et d'accorder à ses ennemis de nouvelles libertés qui ébranleront son trône? Aujourd'hui, on peut le dire, la Révolution, qu'il a favorisée, se prépare à lui porter le coup fatal ; et peut-être le verrons-nous tomber, avant qu'il ne perde son dernier reste de vie.

Si les Italianissimes révolutionnaires avaient aimé véritablement l'unité de l'Italie, ils auraient dû, dans toutes les villes de la Péninsule, élever à leur bienfaiteur un monument grandiose avec cette inscription : *A Napoléon III créateur et protecteur de l'Unité italienne, la patrie reconnaissante.* Chaque fois qu'il arrive de France des nouvelles sinistres, ils devraient trembler et faire des vœux pour la vie et la prospérité de l'Empereur. Agir autrement, c'est avouer qu'ils ne veulent ni de la monarchie, ni de l'unité monarchique. Ils l'ont prônée tant qu'elle les favorisait, ils la rejettent depuis qu'elle entrave leurs combinaisons.

D'ailleurs, il est impossible qu'il n'en soit pas ainsi ; la nature

même des choses l'exige. Supposez une bande de brigands qui, sous la conduite d'un chef habile, font merveille. Tant qu'ils sentent le besoin d'avoir quelqu'un pour les modérer, ils se montrent respectueux et obéissants, ne serait-ce que dans leur propre intérêt; mais, plus sage qu'eux, veut-il réprimer leurs désirs insatiables et les détourner d'un projet imprudent? Ils le haïssent et cherchent à se défaire de lui. Tout d'abord, sans doute, ils se croient sans chef, plus libres pour le mal; mais ils s'aperçoivent tard, et quand il n'y a plus remède, que cette liberté leur est fatale; ils sentent leur faiblesse, bientôt ils se détesteront et se feront la guerre entre eux; la justice humaine, instrument de la justice divine, ne tardera pas à les découvrir, et ils seront punis sans pitié. Ainsi en sera-t-il de nos sectaires, s'ils ne changent pas; car ils n'ont pas su profiter des circonstances favorables. Leur œuvre et leur grandeur n'ont commencé que par la Révolution; ils auraient dû ensuite se faire peu à peu conservateurs pour ne pas détruire ce qui a coûté tant de larmes et tant de sang.

Mais si la Révolution ne peut rien édifier, si elle est la personnification même de l'orgueil qui ne supporte aucun frein, comment pourrait-elle se soumettre à un chef et se rappeler avec reconnaissance les bienfaits reçus? Elle vit de haine, comment peut-elle aimer? Aussi les révolutionnaires dont la cause fait chaque jour quelque sinistre progrès, sont-ils de perpétuels révoltés et de perpétuels ingrats. Ils repoussent la main qui les sauverait; et parce qu'on veut les arracher à leurs propres fureurs dont ils seront les premières victimes, ils s'indignent et se fâchent. Mais tant de haine contre le despote révolutionnaire prouve que, sans le savoir, ils hâtent eux-mêmes leur ruine, et que l'heure de Dieu est proche. Les graves infirmités de Napoléon III et l'acharnement de ses ennemis à saper l'Empire annoncent le triomphe de l'Église.

Et l'empereur des Français, qu'a-t-il gagné à soutenir la Révolution? Rien. Mais sa dynastie est perdue; il a fourni à ses adversaires des armes contre lui, et plus puissants même que la

Prusse et Bismark, ils vont le détrôner. Pour tous les services que Napoléon leur a rendus, nos révolutionnaires l'abhorrent; et ils attendent sa chute, sans même soupçonner qu'ils tomberont inexorablement, sinon avec lui, du moins avec sa politique. L'on voit ainsi se vérifier une fois de plus cette profonde parole : *Per quæ peccaverit, per hæc et punietur.* Le second Empire cherchait à se maintenir par le *droit nouveau* et par la faveur qu'il donnait à la Révolution; les révolutionnaires l'ont déjà ébranlé et ils sont prêts à l'abattre. Mais en tombant, ils les écrasera de tout son poids.

NAPOLÉON III ET PIE IX

(Apo Iblea, 21, 23 et 24 avril 1869, 2e année, nos 86, 87, 88)

L'histoire contemporaine nous offre un spectacle sublime. En plein dix-neuvième siècle, l'Église de Jésus-Christ se trouve exposée aux fureurs d'une persécution acharnée; on veut l'anéantir. Les puissants conspirent et tournent leurs coups contre la Papauté, principe et centre de la vie divine de l'Église. L'hypocrisie la plus raffinée a soulevé la guerre; les sectes, la révolution, le libéralisme ont entrepris cette œuvre satanique, mais sous la direction de celui qui a su se faire leur guide et leur maître suprême. Dans cette grande lutte deux hommes sont en présence. L'un représente l'Église; c'est le successeur de Pierre, le Vicaire de Jésus-Christ, l'immortel Pie IX, dont les vertus surhumaines ravissent l'admiration et l'amour du monde civilisé; vers lui se tournent avec anxiété les regards surpris de tous les Princes et de tous les peuples de la terre. L'autre est à la tête de toutes les nations de l'Europe; habile politique, monarque tout-puissant,

versé dans toutes les ruses, il sait prendre, nouveau Protée, toutes les formes; il a fixé des lois à la diplomatie et à la Révolution, ses humbles servantes; il a changé le droit public et renversé les dynasties avec une incroyable facilité; il a presque toujours réussi dans ce qu'il a voulu; en peu d'années, il a su faire ce qui eût coûté tout un siècle aux efforts impuissants des plus habiles souverains: c'est Napoléon III. Dieu se sert de lui comme d'un instrument de colère pour châtier les peuples et les rois et préparer à l'Église de nouveaux triomphes. Par lui, l'Italie, l'Espagne et même l'Autriche ont fait la guerre à Dieu et aux représentants de Dieu ici-bas. Par lui, Pie IX a perdu la plus grande partie de son domaine; s'il reste encore au Pape un lambeau de terre, il faut l'attribuer à un miracle de Celui qui dirige les événements de ce monde.

Le véritable ennemi de l'Église et de Pie IX n'a point été Cavour; ce n'est pas non plus Ratazzi, ni Menabrea, ni Garibaldi, ni aucun de ceux qui ont voulu porter les armes sur elle; c'est Napoléon III. L'Église a déjà commencé à le vaincre, elle achèvera glorieusement sa victoire. Qu'on nous permette de résumer ici la politique napoléonienne contre Pie IX.

Dans le fatal congrès de Paris, où s'inaugurèrent toutes les scélératesses qui depuis ont désolé l'Europe sous la haute main de Napoléon III, on fit entendre contre l'auguste Chef de l'Église les paroles les plus sévères; tout fut combiné pour porter au Saint-Siége des coups terribles et décisifs.

Bientôt, en effet, éclata la guerre d'Italie. Le prince Napoléon poussait une pointe dans les Romagnes, forçait les Autrichiens à se retirer, et le Pape perdait cette province.

Napoléon III, encore jeune et exilé, avait trouvé dans les Etats-Pontificaux un accueil plein de sympathie On sait comment il récompensa la généreuse hospitalité de Grégoire XVI; il s'insurgea contre son bienfaiteur. Après la répression de l'émeute, ce fut l'archevêque Mastaï Ferretti qui, par ses prières et ses larmes, sauva le prince du bagne qui l'attendait. Plus tard, l'archevêque Ferretti s'appelait Pie IX, Louis-Napoléon était devenu empereur

des Français ; et pour témoigner au doux et clément Pontife sa reconnaissance, Napoléon III lui ravissait les Romagnes, qu'il n'avait pu séparer des États de Grégoire XVI. Le cousin impérial mit la main à cette entreprise ; la vengeance était complète.

Cependant un livre impie, œuvre d'une astuce que Satan pourrait envier, jeta l'alarme dans le monde catholique. Ce livre était dû à la plume de M. de la Guéronnière, napoléoniste enragé ; mais les pages les plus importantes avaient été écrites par son auguste maître. A Paris, on eût su mettre le doigt sur les passages de chaque collaborateur. Composée avec une hypocrisie diabolique, cette brochure n'était qu'un tissu de mensonges inouïs jusqu'alors dans l'histoire de la perfidie humaine. C'était, en politique, le livre de Renan en théologie. Tandis qu'il exalte Jésus-Christ, Renan nie sa divinité, et le fait ainsi descendre de l'autel qu'ont entouré d'hommages dix-neuf siècles chrétiens. Napoléon couvre sa victime d'encens et la traîne au Calvaire ; selon les vœux de tous les ennemis du Saint-Siége, il s'applique à dépouiller le Pape du domaine temporel afin de lui ravir, si c'est possible, le pouvoir spirituel.

Dès que ce livre parut, le *Times* annonça que le Pape venait de perdre ses États ; et il dit vrai. Un rédacteur distingué de la *Civiltà Cattolica* écrivit que l'auteur ressemblait à ce juif qui dépouillait Jésus-Christ de sa robe sans couture ; le scélérat insultait le Sauveur et le raillait burlesquement ; il mettait dans sa main un sceptre de roseau, il voilait sa face auguste et disait : Prophétise qui t'a frappé. *Prophetiza quis te percussit.* Pie IX connut l'auteur de l'infâme brochure, et le 1er janvier 1860, il dit à l'ambassadeur français qu'il priait Dieu d'éclairer l'Empereur et de lui faire connaître la fausseté de certains principes. Le Pape flétrit en même temps cet écrit sacrilége qui devint le signal de la lutte contre le Chef de l'Église.

Plus tard, Napoléon III conseillait à Cialdini le massacre de Castelfidardo. Lamoricière avait la parole de l'ambassadeur français, et il se croyait assuré que la France s'opposerait à l'invasion de l'armée piémontaise. Surpris cependant, à l'improviste, le général,

avec une poignée de héros, soutint vigoureusement le choc de l'ennemi ; mais il dut céder à des forces dix fois supérieures. La France fut alors remplie d'indignation ; et les solennelles funérailles, célébrées dans toutes les églises, montrèrent bien à Napoléon III qu'on avait tout compris. Quand parut l'armée italienne, Lamoricière fit présenter à Cialdini la dépêche de l'ambassadeur français ; mais il obtint cette réponse ; « Cette lettre vient de Rome, et moi de Chambéry. » De fait, à Chambéry, le général piémontais avait eu avec l'Empereur un entretien secret. Et après le massacre, partout, en France, on donnait comme authentiques ces paroles de Napoléon à Cialdini touchant les soldats Pontificaux : « Pouvez-vous les égorger ? Faites vite. »

Cependant Castelfidardo inquiétait Napoléon. Il voulut s'assurer de l'esprit de l'armée et réunit en conseil ses plus fidèles généraux. Pélissier, avec sa rude franchise accoutumée, prononça quelques mots sanglants. — Comment va-t-on ? demanda l'Empereur. — Très-mal, Sire, répondit le vainqueur de Sébastopol ; laisser assassiner une armée d'élite formée pour la plus sainte des causes, c'est une indignité! — Ce fut un coup de foudre ; le conseil fut aussitôt levé. Quelque temps après, dans une revue militaire, Napoléon ne fut pas reçu avec les acclamations d'usage, et il se plaignait au général Mac-Mahon, le héros de Magenta. Le général lui riposta sèchement que les soldats n'étaient pas des machines, mais qu'ils comprenaient et qu'ils sentaient.

Bientôt arriva l'ouverture des Chambres. Dans les travaux préparatoires de la session, le Maréchal Pélissier trouva l'occasion de lancer une verte réprimande au Prince-Cousin, qui parlait peu respectueusement de Pie IX, et il ajouta qu'il combattrait au Sénat la politique déloyale entreprise contre le Saint-Siège. La situation devenait scabreuse ; l'Empereur éloigna le général des Assemblées, en le nommant Gouverneur de l'Algérie.

Dans les Chambres, les avocats-ministres de Napoléon III s'appliquaient toujours à louer la politique de leur maître ; ils blâmaient adroitement Pie IX, obstinément sourd aux sages conseils de celui qui n'aspirait qu'au titre de Protecteur de l'Église.

Tous les ministres, tous les journaux officieux ne cessèrent, pendant plusieurs années, d'exalter l'Unité italienne, tandis que, sous des dehors respectueux, ils glissaient des reproches sévères à l'adresse du Souverain-Pontife qui refusait de se réconcilier avec la Révolution et de suivre la politique napoléonienne.

Les Italianissimes voyaient avec rage l'occupation de Rome par l'armée française. Ils n'avaient pas su comprendre que cette armée soutenait plutôt Victor-Emmanuel que Pie IX ; les feuilles officieuses ne manquaient pas pourtant de les rassurer. En effet, sous prétexte de protéger le Saint-Père, les troupes françaises avaient pour but d'empêcher l'Autriche ou toute autre Puissance de venir au secours du Pape et de détruire l'unité de l'Italie déjà faite. Certes, une grande armée pour défendre Pie IX n'était point nécessaire ; si Napoléon avait voulu réellement le soutenir, une parole suffisait. Et, comme le disait avec raison Mgr Dupanloup, le seul drapeau de la France, planté sur les frontières des États-Pontificaux, eût contenu les Piémontais. Le Gouvernement de Florence ne serait certainement pas entré dans Rome malgré Napoléon III ; il n'aurait jamais osé entreprendre une guerre contre la France. Si l'Empereur permit à l'Italie de Victor-Emmanuel d'envahir les États de l'Église, c'est qu'il le voulait bien ; et le Piémont ne s'est point jeté sur le domaine du Pape, sans une permission expresse. Quand on commande à un million de baïonnettes, on ne se laisse pas intimider par les menaces des Italianissimes ; et puis, l'Empereur n'aurait-il pas pu leur répondre sans danger ? « La France ne le veut pas, et je ne puis aller ni contre le sentiment national, ni contre les traditions de mon règne ; je ne puis mentir à mes promesses, outrager mon honneur, et tourner contre moi les catholiques du monde entier ? »

En trahissant Pie IX, Napoléon III voulut rejeter son crime sur autrui ; il fit semblant de n'être pour rien dans cette trahison. Mais l'Évêque de Poitiers, dans une célèbre Lettre-Pastorale, dévoila cette tactique ; il comparait l'Empereur à Pilate qui lave ses mains en signe d'innocence, tandis qu'il livre Jésus-Christ aux bourreaux pour le crucifier. L'Archevêque de Tours deman-

dait aussi pardon à Pie IX au nom des catholiques, parce que les coups dirigés contre l'Église partaient de la France.

Il serait trop long d'énumérer ici les livres et les brochures qui parurent, surtout en France, en faveur du pouvoir temporel des Papes. Il était clair que Napoléon III travaillait à le renverser; aussi les hommes les plus remarquables par leur talent et leur piété publièrent, pour le défendre, d'importants ouvrages; et ils empruntaient tour à tour leurs arguments à l'histoire, à la politique, à la religion. On considéra sous tous les points de vue ce pouvoir temporel qui intéressait au plus haut degré la Foi, les catholiques et le droit public de l'Europe. Cette question domina bientôt toutes les autres, avec lesquelles, du reste, elle avait d'étroits rapports. Mais dans les Assemblées françaises, les Napoléoniens s'acharnaient à défendre la politique impériale; Thiers, Keller, Kolb-Bernard, et les autres défenseurs des droits de Pie IX, ne purent jamais obtenir du Gouvernement une parole franche et nette, qui tranquillisât les consciences catholiques.

Toutefois, Napoléon sentait que le sol était brûlant; il rencontrait une opposition puissante dans le sentiment catholique de la France, dans les traditions nationales, surtout dans l'amour immense que tout l'Univers, et spécialement le peuple français, portaient à Pie IX. Lorsque Garibaldi voulut aller à Rome, on croyait généralement, de l'autre côté des Alpes, qu'il avait le consentement tacite de Napoléon III. Ce fut alors que ses plus illustres généraux firent comprendre à l'Empereur que le jour où l'on verrait Pie IX errer en exil, le trône impérial courrait aussi de grands dangers; et aussitôt partit un *non* tranchant qui obligea le Gouvernement italien, complice du lâche attentat de Garibaldi, d'arrêter le ridicule aventurier. — On sait que le héros des deux mondes fut vaincu et blessé à Aspromonte.

Pie IX, privé de presque tous ses biens, n'aurait jamais pu se maintenir à Rome sans les offrandes des fidèles. Aussi, tout d'abord, l'Empereur témoigna-t-il du mécontentement pour ce genre d'aumônes; il essaya même, dans son empire, d'arrêter cet élan de la charité catholique ou au moins de le troubler. Mais il

s'aperçut que c'était impossible ; il était même dangereux de se montrer hostile à cette œuvre chrétienne ; et il feignit de tout ignorer. Mais si alors Pie IX a pu gouverner Rome et si le pouvoir temporel n'est pas tombé, ce n'est pas la faute de Napoléon. Le denier de Saint-Pierre déjoua tous les plans de l'Empereur, il put suffire à tous les besoins et Pie IX continua de régner.

Napoléon comptait sur la mort du Souverain-Pontife ; il se figurait qu'avec un autre Pape moins populaire, il pourrait plus facilement exécuter ses projets. Mais il semble que la divine Providence intervienne encore ici ; malgré les amertumes d'une vie traversée par d'incroyables tortures, Pie IX continue de vivre, et ses jours se prolongent à la grande joie de tous les cœurs chrétiens.

Enfin le traité de Septembre fut conclu. Personne ne s'y trompa ; on ouvrait aux Italianissimes les portes de Rome. Il y eut en France une grande agitation : les Évêques publièrent, pour combattre ce pacte odieux, d'éloquentes Lettres-Pastorales ; de remarquables brochures montrèrent l'injustice de ce traité qui ruinait les intérêts catholiques. Ces cris d'alarme effrayèrent Napoléon III ; il se vit contraint de déclarer que la convention garantissait les droits de Pie IX. Nous en sommes certains ; si, après le départ des Français, les troupes italiennes avaient brusquement franchi la frontière romaine pour monter au Capitole, la dynastie napoléonienne eût été exposée aux plus graves périls, tant l'on était indigné en France de cette politique mensongère et à double face. Napoléon fut donc obligé une fois de plus de défendre sévèrement l'entrée de Rome aux Piémontais, au moins pour quelque temps. Toutefois, il n'abandonna point ses projets, mais il chercha d'autres expédients.

En effet, il essaie d'isoler Pie IX et d'empêcher l'Europe de venir à son secours. Après Sadowa, l'empereur d'Autriche se fait l'allié de la France ; il *napoléonise*, et, par un coup de baguette napoléonienne, François-Joseph devient *italianissime*. C'est pour cela qu'il abandonne le Pape et rompt le Concordat qu'il avait juré. L'Espagne voudrait aider Pie IX, même par les armes ;

Napoléon adresse aussitôt une note diplomatique à la reine Isabelle et lui dit que cela n'est pas nécessaire ; il saura, lui, défendre le Saint-Siége. D'ailleurs, il regarderait une descente en Italie comme la violation du principe de la *non-intervention*. On le voit, c'eût été un *casus belli*. On était sûr de rencontrer la France hostile, si l'on osait marcher à la défense de Pie IX. — Voilà donc jusqu'à quel point l'Empereur trahit et outrage l'auguste Chef de l'Église : il le livre à ses ennemis et il ne veut pas qu'on le secoure !

Cependant, Napoléon III constate l'inutilité de ces efforts ; il combine un autre plan. Mais la fête des Martyrs Japonais et plus encore le Centenaire de saint Pierre qui devinrent de grandes et solennelles démonstrations en faveur de Pie IX, le firent échouer. La France exige absolument le maintien du pouvoir temporel ; elle veut que le Chef de l'Église soit respecté dans tous ses droits. Après la victoire de Sadowa, la Prusse se garde bien aussi de mécontenter les catholiques ; elle ne laissera pas attaquer impunément leur Pontife suprême. Si la France l'abandonne, elle est prête à prendre la défense de Pie IX ; la Prusse, du reste, aurait ainsi l'avantage, en cas de guerre sur le Rhin, d'avoir rendu Napoléon plus odieux encore aux Français. Quant à l'Angleterre, elle reste sans doute indifférente à la Question romaine ; mais, pour grandir son influence en Europe et abaisser le prestige de la France, elle s'empresserait d'offrir un asile à Pie IX. Il semblait, dès lors, qu'une invasion des États-Pontificaux fût impossible. Toutefois, on cherche encore un moyen facile de donner Rome aux Italianissimes ; on fait jouer tous les ressorts d'une habileté satanique, et bientôt ce moyen est trouvé. Le voici :

Le droit nouveau était fondé ; les Puissances et la diplomatie l'avaient plus ou moins reconnu ; il n'y avait qu'à obtenir un soulèvement des États du Pape, et l'annexion devenait un fait accompli. Pendant plusieurs années, on n'eut plus que ce but ; des comités de tout genre se formèrent ; des sommes considérables furent distribuées ; parfois même on s'efforça de répandre la terreur dans Rome à l'aide de moyens violents. Mais tout fut inutile.

On essaya de corrompre l'armée du Pape, d'empêcher les enrôlements; mais les soldats restèrent fidèles, et chaque jour les volontaires accouraient de toutes parts. On employa les menaces et le poignard; peine perdue. Les Romains, par de continuelles démonstrations et dans les fêtes les plus solennelles, témoignaient qu'ils ne voulaient point changer de roi : ils admiraient Pie IX et ils l'aimaient ardemment. Il fallut donc faire venir les insurgés du dehors, et leur donner le rôle de révoltés indigènes.

On arme, sous les yeux du Gouvernement piémontais qui applaudit, ce qu'on appelait les volontaires garibaldiens. Sous la conduite de Garibaldi, ils passent la frontière; dans leurs rangs accourent des soldats et des officiers italiens travestis qui dirigent leurs opérations. Déjà, dans les États-Romains, ils saccagent les villes, coupables de fidélité à Pie IX. Les soldats du Pape font des prodiges; et dans toutes les rencontres, ils battent un ennemi supérieur en nombre; mais à la longue, ils ne pourront pas résister à des hordes qui partent de l'Italie et grossissent sans cesse. Rome est dégarnie de troupes. Les envahisseurs ont le projet de l'inonder de sang; et, après trois ou quatre jours de pillage et de fureur exterminatrice, les Romains et Pie IX lui-même seront contraints d'appeler au secours les troupes régulières de l'armée italienne. Ainsi c'est Pie IX, ce sont les Romains qui finiront par reconnaître le royaume d'Italie. Le plan ne pouvait pas être mieux conçu. A Paris, le *Moniteur* qualifie d'insurgés ceux qui portaient les armes contre Pie IX; et Napoléon, dans cette crise redoutable, abandonne le Saint-Père.

Mais la France est plongée tout entière dans la plus profonde anxiété. Les feuilles catholiques ont des accents d'indignation; elles font comprendre que la nation catholique ne supportera pas cette lâche trahison. Pie IX n'est pas Maximilien. Cela fut dit et imprimé. Napoléon reste sourd. La presse libérale elle-même, et la presse napoléonienne n'approuvent pas l'abandon de Rome. Les Évêques, dans leurs Lettres-Pastorales, élèvent fortement la voix; dans toutes les églises, on prie avec une ferveur extraordinaire, et Napoléon fait semblant de ne rien savoir. On recueille de nom-

breuses aumônes ; de toutes parts on court à la défense du Saint-Père ; les jeunes gens des plus nobles familles partent au milieu d'un peuple en délire et qui les accompagne aux cris de : Vive Pie IX ! Jamais la France ne montra tant d'ardeur et d'élan pour le Pontife Romain si perfidement trahi. En province, les Préfets télégraphient à Paris qu'ils ne sauraient garantir l'ordre public, si l'on ne se hâte pas de courir au secours de Pie IX. Pour toute réponse, Napoléon III expédie les troupes de Lyon vers Toulon ; il leur donne l'ordre de partir, et puis il le retire. Cependant Rome est en danger ; une seule parole pouvait empêcher la consommation du crime, et cette parole ne fut pas dite. A Paris même, dans des groupes nombreux, on blâmait hautement et avec amertume le gouvernement indécis : « L'Empereur trahit l'Église, l'Empereur trahit Pie IX », disait-on ; et Napoléon se tait. Sans la connivence de l'Empereur, Ratazzi n'eut jamais hasardé l'invasion. Comment croire qu'il osât aller à Rome, malgré celui qui d'un geste pouvait briser l'Unité italienne. Ratazzi n'est pas un homme sans valeur ; il savait ce qu'il voulait. Enfin arrive l'instant fatal ; une dépêche annonce à M. de Moustier que les Garibaldiens sont aux portes de Rome. Le ministre, malgré la nuit, vole aussitôt au palais des Tuileries ; il voit l'Empereur, lui fait lire le télégramme ; il lui découvre l'agitation immense de la France et le péril qui menace l'Empire au dedans et au dehors. Napoléon hésite ; mais une main invisible lui fait signer l'ordre d'intervenir. Miracle, dirons-nous, de la Toute-Puissance de Dieu qui domine les hommes et les événements ; miracle dont, peu d'heures avant, Pie IX parlait à la députation qui lui exposait la malheureuse condition de Rome ; miracle de la Vierge-Immaculée en faveur de son bien-aimé Pontife ! Dieu voulait que Napoléon III se vit contraint de défendre par les armes la Victime auguste qu'il désirait sacrifier à la Révolution.

La nouvelle de la victoire de Mentana excita des transports de joie et d'enthousiasme dans toutes les nations du monde. Non-seulement les catholiques, mais encore tous les hommes d'honneur parmi les protestants, prirent part à l'allégresse universelle. En

France, ce fut une fête et une réjouissance extraordinaires ; les principales villes furent illuminées. Toutefois, dans cet événement, on vit plutôt la main de Dieu que celle de l'homme. Napoléon s'émut, et c'est alors que son premier ministre vint, devant toute la France encore palpitante d'effroi et de bonheur, prononcer le fameux *Jamais*. « Jamais les Italiens n'entreront dans Rome ». N'était-ce pas Dieu qui forçait l'Empereur de parler ainsi et de mentir à sa politique ? Si les circonstances lui avaient permis d'accomplir ses desseins, il aurait inspiré à Rouher un tout autre langage ; et l'obéissant ministre qui défendit à la tribune l'intervention française, aurait soutenu avec la même éloquence la tactique contraire de Napoléon. Oh ! comme la Providence se joue des complots humains ! L'Empereur, malgré toute l'énergie de sa volonté, malgré son prestige et toute la pénétration d'un esprit fécond en ressources, s'est trouvé faible et impuissant en face de Pie IX ! Plusieurs années d'un travail sans relâche demeurent en grande partie inutiles ! Napoléon sait fort bien que l'Unité de l'Italie sans Rome manquera toujours de force et de durée ; il a tout fait pour livrer aux Italianissimes la Ville Éternelle, et ses efforts échouent toujours. Il a isolé Pie IX, et les catholiques du monde viennent au secours du Pape. Il a su englober le petit territoire de Saint-Pierre au milieu d'une nation ennemie de l'Église et de la Papauté, et cette nation n'ose pas envahir ce territoire ; par lui Pie IX est devenu pauvre ; il ne pourra pas longtemps soutenir la dignité de roi : et voilà que de toutes les parties de l'univers on vient déposer à ses pieds les plus riches offrandes.

Napoléon désire la chute du pouvoir temporel des Papes ; et ce pouvoir est aujourd'hui reconnu nécessaire et indispensable à la liberté de l'Église, à l'équilibre européen. Les souverains hétérodoxes sont eux-mêmes obligés de le respecter ; et si on osait le détruire, on les verrait prêts à le rétablir. On attend la mort de Pie IX ; et Pie IX vit toujours, plein de force et de santé, appuyé sur le bras du Tout-Puissant. Les complots, les trahisons, les parjures et les infamies de toute sorte, tout conspire contre lui avec une fureur diabolique. Rien ne réussit.

Pie IX et la Révolution patronnée par Napoléon III sont en présence ; la lutte est ardente. Et Pie IX, sous les menaces et la terreur, abandonné des Souverains catholiques, seul absolument, triomphe de tout ; il gouverne l'Église, il devient le centre et même l'objet de l'admiration et des sympathies du monde civilisé ; il est l'effroi de ses ennemis. Et pourtant c'est encore la lutte ! Que sera-ce au jour du triomphe ! Les illusions commencent à tomber ; la France désabusée sait maintenant quel est le véritable ennemi de Pie IX, le puissant agitateur des peuples, le perturbateur de la paix européenne, le bras formidable de la Révolution. La Prusse, instrument de la justice divine, sera peut-être chargée d'abattre le colosse, et, sans le savoir, elle vengera les larmes et les amertumes du Vicaire de Jésus-Christ. Nous verrons de grands événements. Le triomphe de l'Église n'est peut-être pas éloigné. Dieu changera-t-il le cœur de Julien l'apostat, et aurons-nous un Charlemagne ? Dieu le peut. Nous le désirons, mais nous n'osons pas l'espérer. Cependant le génie de la Révolution tombera ; le jour où Napoléon disparaîtra et emportera dans sa chute sa politique néfaste, la face de l'Europe sera changée ; Pie IX et l'Église triompheront. Mais quand viendra ce jour ? Et comment ? — Attendons avec respect l'heure choisie par Dieu ; prions, et nous verrons bientôt s'ouvrir une des époques les plus glorieuses de l'Église. Dieu est plus puissant que Napoléon III ; il dirige à son gré les événements de ce monde. Dieu brisera la verge de sa fureur ; seul il est vainqueur, il règne, il commande.

LE DERNIER DISCOURS DU MINISTRE DE LA VALETTE OU DE NAPOLÉON III

(*Ape Ibica*, 18, 19, 20 mai 1860, 2e année, nos 108, 109, 110)

Nous avons paru peut-être un peu trop sévère à quelques-uns, lorsque nous avons apprécié la politique de Napoléon III à l'égard du Souverain-Pontife. Eh bien ! le discours de M. de la Valette vient pleinement confirmer notre jugement ; il nous apporte la preuve évidente que nous ne nous étions pas trompé. L'*Ape Ibica* a su peindre exactement l'Italianissime Empereur des Français, le véritable et le plus terrible ennemi de l'Église et de Pie IX.

En France, aujourd'hui, les ministres ne sont pas responsables. La harangue de M. de la Valette n'est ainsi que l'expression des pensées et des sentiments de l'Empereur ; et nous pouvons ajouter qu'elle porte tous les caractères de la malice et de la perfidie napoléoniennes. C'est le langage d'un homme qui cherche à cacher son jeu sous l'ambiguité des paroles, mais qui bientôt se trahit forcément dans la conduite. L'esprit de ténèbres ne parlerait pas mieux pour séduire les peuples. Ce discours a tout ce qu'il faut pour tromper les lecteurs superficiels; mais pour qui a su le deviner, Napoléon se dévoile là tout entier. Malheureusement, par le temps qui court, peu d'hommes l'ont connu à fond. Je ne sais quel esprit de vertige s'est emparé des foules ; si l'Europe et surtout la France avaient connu Napoléon III, nous ne serions pas aujourd'hui dans les conditions malheureuses que nous déplorons. Plus tard, quand se fera la lumière on restera stupéfait qu'un homme ait pu ainsi se jouer impunément des peuples et des rois.

Entrons en matière. Nous laisserons de côté les points peu importants du discours pour nous attacher aux passages où se montre la politique napoléonienne.

Tout d'abord, M. de la Valette vient encore nous parler de conciliation entre Rome et l'Italie. Il la croit possible; bien plus, la repousser, c'est vouloir le malheur des deux pays. Il est dificile de réunir en si peu de mots tant d'erreurs grossières, tant d'absurdes contradictions, tant d'axiômes impies. On ne réussirait jamais à couvrir de paroles plus mielleuses la plus noire des trahisons. Mais sous ce ton calme et tranquille, on devine toute l'astuce politique de l'Empereur.

Avant tout, Napoléon désire la réconciliation entre Rome et l'Italie. C'est le comble de l'art de n'avoir pas même nommé Pie IX. Mais voyons le but de l'hypocrite impérial. Pie IX doit se réconcilier avec l'Italie. Cette expression seule laisse supposer que Pie IX est en guerre avec l'Italie; c'est pourtant un fait reconnu de tout le monde, même de la France, surtout de Napoléon qui a trop de flair pour l'ignorer, la véritable Italie, la grande majorité des Italiens est avec Pie IX, avec Pie IX Pontife et Roi. Les sentiments de l'Italie ont éclaté de mille façons; et naguère, le 11 avril, les ennemis les plus acharnés de l'Auguste Pontife n'ont pas pu s'empêcher de le reconnaître. De plus, le peuple italien est fatigué des maux qu'il souffre depuis si longtemps, et, certes, il ne songe point à les accroître en voulant que la Révolution trône au Capitole. Quand il a fallu payer le dernier impôt sur la mouture, les Italiens n'ont obéi que devant les balles et la mitraille; et, pour Pie IX, ils ont su trouver des sommes considérables qu'ils ont volontairement déposées à ses pieds: véritable témoignage qu'ils aiment le Pape. Ils l'aident à supporter les charges de sa couronne amoindrie, pour qu'il ne tombe pas aux mains des harpies insatiables qui de Rome chercheraient à épuiser encore davantage l'infortunée nation. Il faut donc retourner la phrase napoléonienne; ou plutôt montrons ici tout le fond de la pensée impériale.

Ce que veut Napoléon, c'est la réconciliation de Pie IX avec

l'Italie sectaire, avec la révolution italienne, avec les ennemis de Jésus-Christ et du Saint-Siége, avec l'Italie de Ratazzi, de Garibaldi, de Ricasoli, de Cialdini, l'Italie composée d'une poignée d'hommes qui ont à leur service un million de baïonnettes françaises, et qui peuvent ainsi impunément et cruellement persécuter l'Église de Dieu. Il faut que le spolié s'accorde avec le spoliateur, la victime avec le bourreau; il faut que le Pape pactise avec celui qui a proclamé sur tous les tons ne vouloir pas d'accords avec le Pontife-Roi, tant que celui-ci ne cédera pas Rome et le domaine de ses États. N'est-ce pas là une conciliation ridicule et impossible? Ridicule, car on ne peut pas appeler conciliation le fait d'un homme qui renonce à ses droits; impossible, puisque Pie IX a mille fois protesté que sur ce point il ne cèdera jamais. D'ailleurs, il ne le peut pas, Rome n'est pas à lui, mais à l'Église; et il a solennellement juré de ne jamais livrer les États-Pontificaux. De plus, tous les évêques du monde, c'est-à-dire l'Église, ont affirmé avec Pie IX que le pouvoir temporel est nécessaire à la liberté et à l'indépendance du Pontife-Romain. La Révolution installée à Rome serait, en effet, un malheur immense pour la Société et pour tous les catholiques répandus dans le monde entier. Aussi, la conciliation n'est-elle pas possible.

Napoléon III le sait : il sait parfaitement que de ce côté-là il n'obtiendra jamais de concession, et que Pie IX ne se réconciliera pas et ne pourra jamais se réconcilier avec la Révolution et les Sectes. Si donc il parle de conciliation, ce n'est pas qu'il l'espère; il montrerait une ignorance profonde des choses, et il a trop de coup d'œil pour ne savoir pas apprécier les situations. Si ses paroles ont un sens, le voici : ou Pie IX pactisera avec la Révolution, ou celle-ci, sinon maintenant, du moins à la mort du Pape, triomphera à Rome. C'est là, du reste, l'unique objet des désirs et des espérances de l'Empereur. Après avoir plus ou moins trompé et trahi tous les Souverains et tous les peuples de la terre, il voudrait encore trahir et tromper le Chef de l'Église. Après avoir perverti les princes qui affichaient des sentiments catholiques, il veut pervertir les Pontifes-Romains; après avoir implanté le *droit*

nouveau et les principes de 89 presque dans toutes les nations de l'Europe, il voudrait les implanter à Rome ; il voudrait que l'Église se fît l'humble servante des théories napoléoniennes et des erreurs qu'elle a solennellement condamnées. Il voudrait enfin que le catholicisme et l'Église devinssent révolutionnaires. C'est là sa mission, et il lui consacre toutes ses veilles, tous ses travaux ; et, si Jésus-Christ n'était pas avec Pie IX et avec l'Église, peut-être eût-il réussi.

Pour qu'il y ait accord entre l'Italie sectaire et le Chef de l'Église, ou bien il faut que cette Italie se convertisse, et alors elle ne peut plus demander Rome ; car un converti ne cherche pas à commettre un aussi grand crime que celui de combattre le Souverain-Pontife et ses droits inaliénables. Ou bien le Pape doit se rallier à l'Italie sectaire, c'est-à-dire à la Révolution ; il doit approuver les principes de la Révolution, ses tendances, ses iniquités infinies ; et, ce qu'il y a de plus étrange, lui, le Pasteur suprême de l'Église, le dépositaire de ses droits et de ses sublimes vérités, approuvera la persécution contre l'Église. Dans le premier cas, on suppose que la Révolution se sanctifie ou bien que *l'Italie sectaire*, une fois convertie, continue la guerre contre Rome ; dans le second cas, Pie IX, le Maître Infaillible de la vérité, fait un pacte avec l'erreur et le mensonge, il trahit sa plus haute dignité de Vicaire de Jésus-Christ, il force Dieu même de mentir à ses plus solennelles promesses. Mais ne sont-ce pas là des étrangetés et des impossibilités qu'on a même de la peine à concevoir ?

Si donc l'Empereur réclame à tout prix la conciliation, ou il est niais ; et il ne l'est pas ; ou il veut absolument que le Gouvernement italien dès que les circonstances le permettront, s'établisse au Capitole. Il n'y a pas de moyen terme possible.

Napoléon ajoute que « ne vouloir pas la conciliation entre Rome et l'Italie, c'est désirer le malheur des deux pays. » Il n'est pas facile de bien saisir toute la malice de ces paroles ; et le voile mystérieux qui les couvre montre que l'Esprit infernal a pu seul les inspirer. Essayons, autant qu'il est possible, d'ôter ce voile

[illegible] malignité de cette phrase. Ce [illegible] moins malaisé, maintenant que nous savons [illegible] conciliation entre Rome et l'Italie est possible. Si l'Italie ne se concilie pas avec Rome de la façon déjà indiquée, l'Italie et Rome seront malheureuses; c'est-à-dire que l'Italie, privée de sa capitale naturelle, ne verra jamais s'affermir son unité et sera ainsi malheureuse; et comme Napoléon aime passionnément l'Unité italienne, on peut croire qu'il ne voudra point qu'elle reste toujours dans l'infortune; il travaillera sans relâche à lui donner Rome. Rome, non réconciliée avec l'Italie, c'est-à-dire Rome soumise au Vicaire de Jésus-Christ est malheureuse et se trouve dans la plus cruelle des positions; aussi, d'après l'Empereur, faut-il qu'elle soit tôt ou tard *Italianissime*, et celui qui ne le veut pas, désire par là même le malheur de Rome. C'est donc un malheur qu'il y ait un pouvoir temporel des Papes, un malheur que le Chef de l'Église soit indépendant dans l'exercice de ses droits; un malheur que l'Église catholique soit libre; un malheur que Pie IX soit Roi et que les Romains lui obéissent, un malheur que les Italianissimes ne siégent pas au Capitole, et que la Secte et la Révolution ne trônent pas là-même où Jésus-Christ a placé son Vicaire pour instruire toutes les nations; un malheur que sur la cité de Dieu règne celui qui le représente, au lieu des suppôts de Satan et des ennemis de l'Église. Mais afin que ce malheur ne se perpétue pas, Napoléon ne s'épargne aucune peine; il le dit clairement. Pour faire cesser ce triste état des choses, « il faut sans relâche chercher une mode de conciliation entre Rome et l'Italie (c'est-à-dire entre la Révolution et l'Église), *le chercher, par tous les moyens et toujours, patiemment et résolument*, sans tenir compte des *interprétations injustes* qu'on peut donner à notre conduite. » Quelle perfidie dans ces deux lignes! Expliquons-les :

Ainsi, même après Mentana, après que l'Église, les Catholiques, et tous les souverains ont maintenant exprimé le désir que Rome reste aux Papes; après dix années d'inutiles efforts et de tentatives combinées avec la plus rare habileté; après que la France a hau-

tement désapprouvé l'abandon de Rome ; après le 11 avril et les grandes fêtes de tout l'univers chrétien, après que l'Italie n'offre plus, aux yeux de l'Europe, que le spectacle de toutes les misères et de toutes les iniquités, même après tant de cruelles leçons reçues, Napoléon III assure qu'il ne renonce pas à ses projets désormais connus, et il ne néglige rien pour les réaliser.

Pour donner Rome aux Italianissimes, il faut donc tenter *tous les moyens*, même les plus horribles et les plus infâmes, même ceux que l'enfer seul peut inspirer, ceux qui surpasseront encore en malice l'inqualifiable et dernier attentat contre les États-Pontificaux. Et *ces moyens*, il faut les chercher toujours sans jamais reculer, sans jamais se rebuter, sans désespérer jamais; même malgré l'Europe, malgré la France, malgré Dieu ; lutter toujours, avancer toujours, agir toujours.

Et *patiemment*, dit-il. Non, point de découragement, bien que le succès ne réponde pas à tant d'efforts continus. L'entreprise est si difficile qu'elle eût effrayé les plus grands génies ; seul, il n'a pu trembler, le Génie de la Révolution, ce Génie représenté par Napoléon III, le plus puissant et le plus redoutable ennemi qu'ait eu l'Église, pendant dix-huit siècles.

La patience ne suffit pas, il faut aussi de la *résolution* : une résolution ferme, constante, héroïque, hardie. Qu'on ne calcule pas les suites ; advienne que pourra. Faut-il trahir ? Trahissons. Mentir ? Mentons. Répandre du sang ? Versons du sang. Dévaster une ville, un État ? Allez, ne craignez point. Faut-il exposer l'Empire et la dynastie ? Exposons-les, pourvu que l'Italie soit complète, que le Gouvernement italien siége au Capitole, et que le Vicaire de Jésus-Christ soit ou martyr, ou exilé, ou, ce qui est pire, l'esclave des Italianissimes. Et si cette politique infernale est *injustement* interprétée, qu'on n'y prenne pas garde. Qu'est-ce que cela fait ? Napoléon III portera le nom de Pilate, de Julien l'apostat, de suppôt de Satan, de précurseur de l'Antechrist ; on dira qu'il troubla la paix du monde, qu'il conspira contre toutes les nations catholiques, qu'il fut l'ennemi de tous les trônes de la terre, même du plus auguste de tous les trônes ;

on l'accusera de perfidie, de déloyauté ; qu'importe? Pourvu qu'il arrive à son but par *tous les moyens possibles* et *quand même*, il ne faut point tenir compte des *injustes* interprétations qui peuvent flétrir sa conduite. *L'Ape Iblea* ne méritera pas cependant le titre d'injuste, parce qu'elle a su, à l'aide des principes et des faits, apprécier exactement la ténébreuse et mensongère politique de l'Empereur.

M. de la Valette affirme que « *le Pape hésite*, » sans dire sur quoi. Mais, après ce qui précède, ces mots n'ont pas de sens. Ainsi, le Pape *hésite* à se réconcilier, l'erreur ici est trop évidente et sent trop le ridicule, pour qu'elle vienne de Napoléon. Non, le Pape n'a jamais hésité ; si, par impossible, il avait montré de l'hésitation, c'eût été d'abord, et non pas maintenant qu'il a pour lui le monde entier ; maintenant que le royaume d'Italie est devenu odieux à l'Europe, que Pie IX est l'objet de l'amour et de l'admiration universels, et que les fêtes du 11 avril ont eu partout un si grand retentissement. Il y a une certaine malice dans ces trois mots, mais peu d'habileté ; et nous les attribuons à M. de la Valette plutôt qu'à Napoléon III.

L'Empereur fait appeler *déplorable* l'affaire de Mentana. On ne parle pas de victoire, c'eût été imprudent. Cette fois, l'expression est bien de lui. Il est certain, en effet, que le succès de l'armée française, causa un vif déplaisir à Napoléon III. Après avoir tout combiné avec une prévision inouïe dans l'histoire des scélératesses humaines, après avoir trouvé un nouveau genre *d'insurgés*, voir tout d'un coup, par un miracle de la Providence, échouer le plan le mieux conçu, et le plus habilement conduit! Certes, la bataille et surtout la victoire de Mentana ne pouvait être que *déplorable*. Et ce qu'il y a encore de plus amer pour l'Empereur, n'était-ce pas d'être contraint à défendre de ses propres armes la Victime qu'il avait déjà livrée à la Révolution ? Mais la Providence se joue des calculs humains. *Ludit in orbe terrarum.*

Napoléon ressentit une profonde douleur de cet échec. Et au milieu de l'enthousiasme que réveilla partout, en France et ailleurs, le triomphe de l'Église et la victoire de la justice sur la plus

infâme barbarie, seul il resta triste. Pour mieux cacher son dépit, il se vit même obligé de prononcer par la bouche de Rouher son fameux « jamais ». Il se réservait, du reste, d'effacer plus tard cette parole par d'autres expressions plus *conciliantes* et de la violer, sans avoir l'air de le faire.

La victoire de Mentana fut donc pour l'Empereur véritablement déplorable, et M. de la Valette l'a su bien dire. Il condamne même cette affaire; car elle était en contradiction flagrante avec l'astucieuse politique suivie pendant neuf ans. Toutefois, que Napoléon III se console; en général, on ne s'y trompa point. L'intervention n'était pas volontaire, il n'y eût pas de sa faute. L'intervention fut nécessaire; sans elle, disaient les plus habiles diplomates, on eût vu crouler à la fois l'Unité italienne et le second Empire. Non, l'Empereur n'a pas varié dans sa politique, il n'a pas été déloyal; il n'abandonna pas et ne trahit point la Secte. Les plus avisés des Italianissimes ne s'y laissèrent pas prendre et n'eurent point envie de se plaindre. Napoléon III n'a jamais changé; ce qu'il était avant Mentana, il l'est encore au moment où ses soldats gagnent cette victoire. Il est toujours le véritable ennemi de Pie IX et de ses droits, l'auteur de la brochure *le Pape et le Congrès;* c'est lui, toujours lui, qui ordonna le massacre de Castelfidardo, qui fit perdre au Pape les Romagnes, les Marches et l'Ombrie, qui conclut le traité de Septembre pour livrer la victime à la fureur de la Révolution; lui, qui inspira les perfides paroles que Thouvenel et Billault jetèrent comme une insulte à la face de Pie IX. Il restait encore l'ami de Cavour et de Nigra; et, dans les moments difficiles, c'était avec eux qu'il cherchait à adoucir l'amertume des regrets communs. Il était enfin l'ami passionné des Italianissimes et de l'Unité italienne; et dans son discours adressé aux Chambres, après le *déplorable* événement de Mentana, il n'oublia pas de rappeler que l'intervention française n'était point dirigée contre le Gouvernement et l'Unité de l'Italie.

M. de la Valette trouve le moyen d'adresser un compliment au Gouvernement italien, et il assure que « le ministère ne put pas

faire respecter la parole donnée par le traité du 15 septembre. » De cette façon, Ratazzi se trouve justifié, ce n'est plus lui qui lança les *insurgés* sur le territoire pontifical, machina l'odieuse trahison, enrôla les Garibaldiens et les soldats travestis, fournit l'argent, les armes et les munitions, appela Garibaldi, feignit ensuite de l'arrêter, et enfin le fit s'évader d'Alexandrie. Ce n'est plus lui qui plaça sur la frontière une armée italienne, prête à aider les *insurgés* et à pénétrer, au premier signal, dans les États-Pontificaux. Cette armée de secours ne tarda pas, en effet, d'envahir la province de Frosinone. Tout le monde sait que Ratazzi fut l'organisateur de cet infâme attentat; mais Napoléon excuse ces criminelles manœuvres, et il affirme que « le Gouvernement italien n'a pas pu assurer l'exécution du traité. »

Une pareille apologie, après les paroles déjà oubliées que Rouher prononça du haut de la tribune française, prouve évidemment que la politique napoléonienne est toujours la même. Non, l'inspirateur du guet-apens de Castelfidardo n'avait point changé, lorsque, contraint par la Providence, il vengeait de ses propres mains, sur les collines de Mentana, le sang de tant de héros assassinés.

D'après Napoléon, « le traité de Septembre est une des conditions de la sécurité du Saint-Père. » Ce sont les termes mêmes de M. de la Valette. Ce traité touche aux plus graves intérêts du Saint-Siége, et il a été conclu sans que Pie IX en sut rien ; d'après ce traité, la France quitte Rome et laisse la ville à la garde d'un État ennemi qui n'a cessé de proclamer ses aspirations vers Rome Capitale ; cette convention, aux yeux de toute l'Europe, attaque les droits du Saint-Père ; elle maintient le Gouvernement pontifical dans un état de continuelle agitation ; elle n'a pour but que de faire monter au Capitole le Gouvernement italien... Et Napoléon certifie, même après l'invasion de 1867, que ce traité est « une condition de sécurité pour le Saint-Père. » Cette invasion, M. de la Valette l'appelle *malheureuse*. Il a laissé échapper ce mot, qui le trahit. Oui, il a raison, cette invasion fut malheureuse, car Napoléon désirait qu'elle réussît, il attendait un fait accompli. Mais Dieu fit tout échouer et confondit l'Empereur. La victoire de

Mentana fut plutôt une défaite de la politique napoléonienne qu'un triomphe de l'armée française.

M. de la Valette ajoute : « l'Italie exécute les clauses du traité, veille sur les frontières de l'État-Pontifical, fait d'heureux et sincères efforts pour se mettre à même de maintenir les garanties stipulées par la Convention. »

C'est là un pur mensonge. La France le sait, l'Italie le sait, l'Europe entière et Napoléon le savent; le Gouvernement italien ne veille point à faire respecter les États du Pape. S'il ne les envahit pas, c'est que cela ne lui est pas encore permis; ou plutôt, pour le moment, Napoléon ne peut pas les lui livrer. Rien de plus ridicule, du reste, que ce billet de satisfaction donné à l'Italie-une. La révolution italienne n'a jamais renoncé à Rome. Les Chambres, le Ministère, la Secte l'ont répété sur tous les tons; il faut que tôt ou tard l'Italie s'achève. Plus d'une fois aussi, et en diverses circonstances, même après le traité de Septembre, les discours de la Couronne ont exprimé ce vœu. Et ce qu'il y a de plus étrange, tandis que M. de la Valette complimente l'Italie de son désintéressement, Napoléon étudie les moyens de faire tomber Rome au pouvoir des Italianissimes. Que le roi de Prusse, après une convention où il s'engage de ne jamais toucher à l'Alsace, vienne, avec ses Chambres, et ses Ministres, proclamer hautement que tôt ou tard cette province française doit passer sous le joug de l'Allemagne : Napoléon III dira-t-il que la Prusse veut observer le traité? Ne regarderait-il pas une pareille audace comme un sanglant affront? Et ne serait-il pas obligé de déclarer la guerre à son rival, si le roi ne renonçait pas solennellement et pour toujours à toute idée d'agrandissement du côté de la France? Eh bien! le gouvernement d'Italie, qui a signé le traité du 15 septembre, l'a déjà violé; loin de renoncer à Rome, il parle sans cesse d'y transporter sa capitale. Et Napoléon a l'air de croire que ce gouvernement veut à tout prix « *maintenir les garanties stipulées par la Convention.* »

Ce qui nous fait encore mieux pénétrer les desseins de l'Empereur, c'est l'expression dont il s'est servi en parlant de Pie IX. En

effet, il n'entend pas défendre absolument les États du Pape, mais « *il veille*, dit-il, *à sa sécurité.* » En d'autres termes, il protégera bien la personne sacrée du Saint-Père contre un attentat dont la rage impie des Sectaires est très-capable ; mais il ne désire point que le Pape reste roi. Aussi, un député français avait-il raison de dire : Pour que Pie IX puisse être en sûreté dans l'exercice de ses droits, il faut qu'on lui restitue ses États; il faut qu'on déclare hautement que toute offense envers le Chef de l'Église, toute tentative d'invasion sera regardée comme une insulte faite à la France.

M. de la Valette affirme que l'armée pontificale est en mesure de repousser toute attaque hostile. Sans doute, elle pourrait lutter contre une poignée de sectaires et contre des *insurgés* garibaldiens; mais elle serait incapable de résister à une armée régulière. Comme à Castelfidardo, elle risquerait d'être écrasée. C'est pour cela que la Question romaine, ou plutôt la question napoléonienne n'est pas encore résolue ; et sans un miracle, elle ne le sera point tant que vivra celui qui fit naître cette *prétendue question romaine.*

M. de la Valette nous dit que le temps n'est pas encore venu de retirer les troupes de Rome. Nous le savions. Napoléon ne peut pas rappeler cette armée, parce que la France veut à tout prix que Pie IX règne à Rome ; l'Europe non plus, en ce moment, ne souffrirait pas que le Pape fût livré à la Révolution. Il convient aussi, à la veille d'une grande guerre avec la Prusse, que l'Empereur maintienne ses soldats en Italie, pour empêcher l'ennemi de détruire l'Unité italienne. Enfin l'heure ne paraît pas favorable à l'éxécution du projet sacrilége.

Concluons : Napoléon III est certainement le plus grand ennemi qu'ait aujourd'hui l'Église ; à côté de lui, les autres ne sont que des pygmées et d'indignes instruments. Non-seulement il n'a pas renoncé à son exécrable dessein de livrer Rome à la Révolution, mais il s'acharne à obtenir ce but. Si Dieu permet que l'Empereur arrive au terme de ses désirs, nous serons encore les témoins de machinations diaboliques et de crimes monstrueux.

On n'aura jamais rien vu de semblable en fait d'hypocrisie et de scélératesse. Toutefois, le triomphe de l'iniquité sera court, il appellera une prompte intervention de ce Dieu qui est toujours avec l'Eglise et qui confond toutes les folies humaines.

Dans les dernières élections, l'Empereur a tout fait pour avoir des députés selon son cœur et aveuglément attachés à sa politique. Une grande agitation régnait alors dans toute la France, inquiète de l'avenir. Les catholiques se coalisèrent pour choisir des hommes sincèrement attachés à la cause de Pie IX et de l'Église; de leur côté, les démagogues et les républicains, impatients du joug du despote révolutionnaire, s'unirent contre le Gouvernement. Mais Napoléon, qui usait de tous les moyens avec une merveilleuse habileté, pesa de toute son influence sur ces élections. La lutte fut terrible, et des symtômes alarmants firent prévoir des scènes sanglantes.

Napoléon voulait tenir dans sa main l'autorité prépondérante de la France; il désirait une Chambre qui fût entièrement à lui et qui pût, au besoin, lui suggérer de livrer Rome et Pie IX aux Italianissimes, afin de pouvoir dire au monde : Ce n'est pas moi, c'est la France qui le veut.

Nous croyons cependant que la victoire de l'Église est proche. Elle sera d'autant plus éclatante que le combat a été plus rude, que le Génie du mal s'est montré plus audacieux et sa puissance plus considérable. Entre l'Église et Napoléon III, c'est-à-dire entre Dieu et Napoléon III, le dénouement ne peut être douteux. Attendons, et nous verrons en plein dix-neuvième siècle, l'un des spectacles les plus glorieux que l'histoire puisse nous offrir.

NAPOLÉON III ET L'AUTRICHE

(Ape Ibica, 4 et 5 mai 1860, 2e année, nos 97 , 98)

Un des principaux obstacles que rencontrait en Europe la Révolution, c'était la politique traditionnelle de l'Autriche. Cette puissance conservatrice fut toujours comme le boulevard des monarchies européennes. De là, les fureurs des démagogues contre elle ; de là, le nom d'autrichien et de rétrogade infligé à celui qui osait afficher des principes contraires à ceux de la Révolution.

Il était difficile, en effet, avec une Autriche puissante et opposée d'intérêts au libéralisme impie, de faire accepter les théories modernes comme l'expression du droit public de l'Europe. Mais à l'aide d'une politique révolutionnaire, on pourrait battre en brèche les principes qui forment la base de cette nation catholique, et l'Autriche, tombée dans le gouffre, verrait alors son existence menacée.

D'un caractère noble, franc et loyal, François-Joseph arriva jeune sur le trône ; il trouva l'Europe agitée et Napoléon occupé à changer d'un seul coup la face du monde civilisé. Or, ce que Napoléon chercha bien vite, ce fut l'abaissement de l'Autriche. Il s'efforça de l'entourer d'ennemis, de l'affaiblir, de la faire entrer dans ses desseins, et, chose plus difficile encore, de la rendre révolutionnaire. Et ce que les sectes ne purent jamais obtenir, malgré les efforts les plus opiniâtres, ce qu'on eût même regardé comme une folie d'espérer, un homme a su le réaliser en quelques jours ; mais cet homme s'appelle Napoléon III.

De plus, fasciné par lui, François-Joseph est déchu de sa grandeur. Il a renié les traditions conservatrices de sa famille ; il a

exposé aux plus graves périls la durée de sa dynastie ; il a perdu les sympathies de son peuple ; il a grandi la puissance de ses ennemis ; il s'est montré l'adversaire de l'Église ; et puis, il est devenu encore l'ami de celui qui l'a plongé dans cet abîme de maux ; il s'est fait l'allié de ce rival. C'est étrange, inconcevable ; et c'est un fait. Napoléon a obtenu ce résultat presque en se jouant. Essayons de montrer quelle a été la politique napoléonienne à l'égard de l'Autriche, et voyons comment, attaquée dans ses intérêts, l'Autriche, de faute en faute, a pu tomber si bas.

Dans la guerre de Crimée, François-Joseph voulait, pour de graves motifs, s'allier à la Russie contre la France. Napoléon le dissuade et lui promet au besoin tout son appui ; mais, après la victoire, il l'abandonne aux coups de la Révolution. De son côté, la Russie cherche une occasion de se venger de la neutralité et de l'ingratitude de l'Autriche ; car, en 1848, l'empereur Nicolas sauva cette nation menacée des plus grands périls. Lorsque plus tard elle eut besoin de secours, le Czar fut tout heureux de la voir seule et délaissée. Quant à Napoléon III, il ne cessait de conspirer avec les ennemis de cet empire pour l'écraser.

L'Autriche manquait d'habiles diplomates. Tout, chez elle, fut incertitude et confusion, tandis que dans les cabinets de l'Europe, que dominait Napoléon III, on complotait sa ruine. C'est au congrès de Paris qu'on prépara les piéges où elle devait périr. C'est là qu'on jeta les bases d'une politique qui la fera déchoir de son rang. Il ne lui restait que la force des armes. Mais, au jour du combat, soit accident imprévu, soit incapacité militaire, elle lui fait défaut. Ici commence pour l'Autriche une série de fautes plus graves les unes que les autres. Nous allons les énumérer historiquement.

Dans la guerre d'Italie, les généraux français avouèrent que les plans stratégiques de l'Autriche furent mal combinés. Avant tout, elle ne devait pas, la première, attaquer le Piémont pour ne pas fournir à la France le prétexte d'une descente en Italie ; si elle voulait commencer les hostilités, elle ne devait pas laisser aux

Français le temps d'arriver et de prendre les meilleures positions. L'armée autrichienne, fortement retranchée près de Turin, eût fait courir à l'ennemi les plus graves dangers.

Après les défaites de Magenta et de Solférino, tandis que les Français allaient se heurter contre le quadrilatère, François-Joseph aurait dû continuer la lutte. S'il ne s'était pas fié aux trompeuses promesses de Napoléon qui le séduisit, tout aurait pu changer de face. Mais battu sur les champs de bataille, il se laissa battre encore politiquement; l'échec était plus grave et devint la cause des plus grandes erreurs. Ainsi en ont jugé les plus célèbres diplomates de l'Europe.

On foule aux pieds les conventions de Zurich et de Villafranca, et l'Autriche ne s'émeut point; elle dévore humblement tous les affronts. Elle ne sut pas même simuler un désintéressement généreux; elle n'invoqua pas ce prétexte qu'elle entendait n'être point un obstacle aux aspirations des Italiens. Or, on le savait, si elle souffrait en silence les outrages, la violation des traités et la honte de terribles menaces, c'est qu'elle craignait. Une nation qui laisse ainsi tant d'insultes impunies et montre qu'elle a peur, est une nation vaincue d'avance; sa défaite décisive n'est plus qu'une question de temps. Et, de fait, il en fut ainsi.

Malgré de si beaux succès, Napoléon n'est pas content; il travaille à humilier encore l'Autriche. Et celle-ci ne sait ou ne veut jamais profiter d'une occasion favorable; elle reste dans son apathie. On ne la verra s'ébranler que pour courir à une ruine certaine.

Après Castelfidardo, Pie IX invoqua l'appui des puissances catholiques. La France était indignée contre la politique napoléonienne qui avait conseillé, ou plutôt ordonné cet infâme guet-apens. C'était le moment pour François-Joseph de dire à Napoléon: « Si vous marchez au secours de Pie IX, je vous laisserai l'honneur de le défendre; vous avez, dans le traité de Villafranca, juré de maintenir l'intégrité des États-Pontificaux. Si vous ne croyez pas devoir bouger, je descendrai en Italie, j'en ai le droit. » Napoléon III, alors, n'aurait pas pu se risquer dans une guerre

contre l'Autriche et contre Pie IX, et il eut ordonné aux Italiens de ne pas toucher aux États du Pape. Une expédition contre le Souverain-Pontife eut été, en France, on ne peut plus impopulaire; on ne l'aurait pas même tentée. Les généraux eux-mêmes auraient brisé leur épée, et l'on connaissait, sur ce point, les sentiments de Pélissier et de Mac-Mahon.

Mais bientôt de plus grands malheurs vont menacer l'Autriche. Pendant plusieurs années, elle se trouve en butte aux attaques des journaux révolutionnaires et surtout des journaux officieux de Paris; ils exaltent la Prusse et proclament qu'il faut, sous son hégémonie, fonder l'Empire germanique. L'Italie-une devait servir de modèle à l'Unité de l'Allemagne. C'était le projet fort caressé de Napoléon III; il l'avait combiné avec Bismark qui, en retour, lui cédait les provinces rhénanes. Seulement, plus tard, le rusé ministre sut habilement les refuser.

Lors de la guerre du Danemark, François-Joseph aurait pu former avec le roi de Prusse un véritable traité d'alliance, et tout le monde s'y attendait; mais il n'y pensa pas. Il aurait pu, à des conditions favorables, céder à son allié les provinces conquises; Bismark, du moins alors, n'eut pas osé montrer autant de déloyauté que Napoléon III. Mais il n'en fit rien. Toujours hésitant, il vivait dans l'indécision; incertain entre la France et la Prusse, il se mit à dos les deux puissances qui conjurèrent sa perte.

La Prusse voulait avoir les duchés conquis dans la dernière guerre; elle offrait à l'Autriche une compensation. François-Joseph aurait dû céder, lui qui cédait toujours, qui souffrait toujours tous les outrages, qui laissait déchirer sous ses yeux les traités les plus solennels. Quand il était dangereux de résister, quand la France, l'Italie et la Prusse armaient contre lui, alors seulement François-Joseph voulut faire la guerre; il tomba dans l'abîme. — Après la journée de Sadowa, il donne le quadrilatère à l'Italie, qu'il venait de battre sur terre et sur mer. Grâce aux efforts de Napoléon III, il avait perdu la prépondérance en Allemagne, il avait vu s'élever à côté de lui un puissant voisin sans avoir l'air

de s'en apercevoir. Il se lie d'amitié avec Napoléon qui le trompe; il se fie aveuglément à ses conseils qui l'ont perdu! C'est la victime qui embrasse son bourreau.

L'hypocrite politique de Napoléon amène la sanglante catastrophe du Mexique. François-Joseph s'empresse cependant d'aller rendre ses hommages à celui qui a laissé assassiner son frère Maximilien; il met sa main dans la main de son spoliateur qui lui arracha la Lombardie et la Vénétie, lui fit perdre le premier rang en Allemagne, et le jeta en proie à la fureur de la Révolution! La postérité ne voudra pas le croire.

Napoléon lui persuade de s'attacher étroitement à la Révolution, et François-Joseph obéit comme un enfant. Il abandonne Pie IX, viole le concordat qui était la sauvegarde de son empire, choisit pour ministre un protestant et un sectaire, le perfide Beust qui a déjà creusé un abîme sous le trône d'Autriche. Par les lois impies qu'il sanctionne, il s'aliène le cœur des catholiques; au dedans et au dehors, il ne rencontre que des ennemis. Non, François-Joseph n'a plus d'amis véritables; son empire, entouré de sectaires, tombe en dissolution. Pour le précipiter dans une ruine irrémédiable, un seul mot de Napoléon suffirait.

Et si la guerre éclate sur le Rhin, que fera ce malheureux prince? L'Autriche est aujourd'hui dans une situation fort périlleuse, François-Joseph se trouve au bord du précipice, il y va de sa couronne. L'Autriche n'est plus l'antique boulevard du droit et de la justice. Tous les traités qui assuraient son indépendance et son ancienne suprématie ont été déchirés; elle en a subi d'autres qui sont pour elle une perpétuelle menace. Elle a reconnu le *droit nouveau*, le droit créé par Napoléon III. Elle a reconnu les principes de 89; autrefois bâtie sur le roc, elle n'a plus aujourd'hui qu'un fondement éphémère qui laisse tout crouler. Deux puissants ennemis l'enserrent de toutes parts, la Russie et la Prusse; ils épient le moment favorable pour se jeter sur elle et l'engloutir dans la vaste étendue de leurs domaines. La Russie convoite les provinces slaves; la Prusse, les provinces germaniques. Tout repose en Autriche sur un sable mouvant; et sa

constitution est la faiblesse même. De fait, un assemblage incohérent de constitutions différentes et aussi nombreuses qu'elle compte d'États, doit nécessairement briser l'Unité et par là même la force de cette nation.

Son gouvernement est devenu hostile à l'Église. Le clergé, les catholiques, les vrais amis de la dynastie impériale sont revoltés d'une politique révolutionnaire et perverse qui froisse leur caractère, leurs habitudes et leurs antiques traditions.

On a imposé par la force la liberté des cultes, même dans les pays entièrement catholiques. Il est difficile de s'expliquer une pareille imprudence. Aussi a-t-on généralement soulevé les esprits, surtout dans le Tyrol, cette forteresse de l'Empire, où la maison régnante trouvait toujours le plus fidèle dévouement. Les lois impies et subversives édictées dans ces derniers temps, la faveur accordée aux hétérodoxes contre les catholiques, et principalement la protection donnée aux sectaires, ne peuvent que hâter la dissolution de l'Empire. Pour faire alliance avec la France et l'Italie, l'Autriche s'est enchaînée au char de la Révolution, et si la Révolution vient à tomber, l'Autriche court risque de périr. L'agitation provoquée par les élections gouvernementales, surtout en Hongrie, a accru encore ses dangers. Il ne reste plus à l'Autriche qu'une seule planche de salut, ou cette nation est condamnée à mourir.

Il faut qu'elle rompe définitivement avec Napoléon, son ennemi, et qu'elle se rapproche le mieux possible de la Prusse pour écraser le colosse Napoléonien.

Avec la guerre sur le Rhin, que la France soit vaincue ou victorieuse, l'Autriche est perdue des deux côtés. Si la victoire se déclare pour la France, la Prusse et la Russie voudront se venger ; elles saisiront le moment favorable pour se ruer ensemble sur l'Autriche ingrate, et l'anéantiront. La France, maîtresse des frontières du Rhin, verra d'un œil indifférent la Russie et la Prusse se partager la conquête des provinces allemandes et des pays slaves. Oui, il est certain que Napoléon abandonnera l'Autriche à la rapacité de ses conquérants ; depuis quelques années, il a

donné trop de preuves de sa politique déloyale, pour qu'on puisse se fier à lui ; il s'empressera de faire la paix avec le roi Guillaume, et il s'arrangera pour dominer l'Europe. De plus, la Révolution triompherait avec la France ; et la Révolution triomphante tournerait tous ses coups contre l'Empire autrichien qui la subjugua pendant près d'un siècle. Elle l'effacerait de la carte de l'Europe.

Si la France est battue, et la France le sera facilement, si la main de Dieu brise enfin le grand colosse, le grand ennemi de l'Église et de Pie IX, le terrible fléau de son courroux vengeur, il est encore évident que l'Autriche doit périr par l'épée victorieuse de la Prusse. Elle a donc tout intérêt à s'allier avec celle-ci. Alors Napoléon ne tarderait pas à tomber ; son successeur, quel qu'il fût, serait obligé, pour maintenir l'équilibre européen d'abaisser la Prusse et d'élever l'Autriche ; car la France qui entend exercer en Europe la suprématie politique, ne tolèrera jamais l'Empire allemand. Depuis Mazarin et Richelieu, toute son histoire en fait foi.

Nous ne connaissons pas les desseins de Dieu sur la dynastie des Hapsbourgs, qui furent plus d'une fois les persécuteurs de l'Église. Mais si l'alliance avec la politique frauduleuse de Napoléon les a poussés au bord de l'abîme, il ne leur reste plus, pour se sauver, qu'à rompre cette alliance. Pour nous, nous en appelons aux événements ; et, nous en sommes sûrs, ils viendront confirmer nos prévisions. Dieu punit par-delà la tombe les crimes des hommes coupables ; mais ce n'est qu'en cette vie qu'il peut châtier les royaumes et les gouvernements. La justice réclame ces châtiments, et nous savons qu'elle est inexorable.

NAPOLÉON III ET LA PRUSSE

(Ape Ibles, 2 et 3 juin 1869, 2e année, nos 119 et 120)

Deux hommes d'une pénétration d'esprit et d'une habileté remarquables, se sont trouvés en présence et ont tenu en suspens toute l'Europe. Unis et associés dans des projets pervers, leur accord n'a pas duré longtemps; rivaux de gloire et d'ambition, ils s'observent et se craignent; et leur attitude est l'effroi du monde entier. Le lecteur les a déjà nommés : ces deux hommes sont Napoléon III et Bismark.

Doués tous deux d'un talent extraordinaire, ils aspirent tous deux à dominer la politique contemporaine. Mais l'un est puissant par lui-même et doit tout à son génie; l'autre n'est grand que par l'œuvre de son rival. L'un cache mieux ses desseins et fait tout le contraire de ce qu'il semble vouloir; l'autre paraît aujourd'hui moins fourbe, moins hypocrite, il ne ment pas aussi effrontément, il a su ne pas soulever les colères et les haines du premier. Napoléon a changé la face de l'Europe; Bismark a profité des événements dans l'intérêt de ses combinaisons. L'un est devenu l'ennemi le plus acharné du Saint-Siége et de Pie IX; l'autre a l'air de favoriser l'Église et les catholiques; il leur accorde une entière liberté. Avec des dehors religieux et le titre de *fils aîné de l'Église*, le premier s'acharne contre Rome à l'heure même où il lui donne son appui; le second, incrédule et protestant, se fait, par calcul et par ruse, l'ami de Pie IX et le défenseur de ses droits. Le roi Guillaume a confié sa fortune à Bismark, et celui-ci est véritablement l'arbitre des destinées de la Prusse.

Résumons ici rapidement la politique impériale à l'égard de

cet État et voyons comment, après avoir servi les plans révolutionnaires de Napoléon, Bismark est devenu son rival et même son ennemi.

Pour commander en Europe, Nopoléon III chercha d'abord à humilier la Russie, et, par la guerre de Crimée; il obtint son but. Il voulut ensuite fonder l'Unité italienne sur l'abaissement de l'Autriche; il réussit. Les Princes de l'Italie disparurent tous, sauf Pie IX que Dieu couvrait de son bras; l'Autriche écrasée perdit la Lombardie. Et Victor-Emmanuel fut proclamé roi de toute la Péninsule. Napoléon obtint alors l'appui moral de la Prusse, qui abandonna François-Joseph. Du reste, dans les annexions piémontaises que l'Empereur combinait et approuvait, la Prusse voyait un exemple à suivre pour l'Allemagne. Elle était donc, sur ce point, parfaitement d'accord avec la France; elle reconnut le royaume d'Italie.

Un personnage célèbre a dit un jour ces terribles paroles: « La reconnaissance de l'Italie par toutes les Puissances a été le plus grand crime de ce siècle; elle sera la cause féconde de forfaits innombrables, de révoltes et de désordres sanglants; elle inspirera les plus monstrueuses scélératesses. La dernière guerre de la Prusse en a été la conséquence nécessaire; la révolution d'Espagne en découle, ainsi que la persécution contre le Saint-Siége, ainsi que l'extrême agitation de la France. » Nous serions moins sévères; mais nous pouvons affirmer que la reconnaissance du royaume italien par la Prusse répondait complétement aux intérêts et aux vues politiques du roi Guillaume.

Depuis longtemps, la Prusse ambitionne d'être la maîtresse en Allemagne. Nation naguère fort petite, et presque imperceptible au milieu des autres Etats confédérés, elle a grandi peu à peu; elle est aujourd'hui arrivée au rang de puissance de premier ordre, assez forte pour soutenir une guerre contre la France et lui inspirer des craintes. C'est pourtant la France qui a fait le royaume prussien; elle l'a élevé pour affaiblir l'empire germanique qui, pendant plusieurs siècles, tint l'Europe sous son joug.

La France voulait avoir à tout prix la prépondérance dans le

monde. Ce fut le but des fameuses guerres entre Charles V et François Ier ; c'était aussi la fin que se proposait l'astucieuse politique de Mazarin et de Richelieu. Celui-ci même, avec une habileté machiavélique, s'unit aux protestants contre l'Empereur, et plus tard *la guerre de trente ans* fut complotée avec l'accord de la France. Si le catholicisme ne triompha point en Allemagne, on le doit à cette politique odieuse qui favorisait le protestantisme, le poussait à la lutte contre les Empereurs, et fut la cause de tant d'iniquités et de ruines, de tant de pertes pour l'Église et la Société. L'orgueil français fut cependant puni, et la Prusse, sous Frédéric le Grand, devint la rivale de la France ; plus tard, alliée à la Russie, elle renversa l'Empire de Napoléon Ier, et entra en triomphe dans Paris. Agrandie maintenant par Napoléon III au détriment de l'Autriche, elle se prépare à briser celui qui regrette, mais trop tard, d'avoir fait cette nation.

Dès que l'Unité italienne fut assurée, Napoléon ne cessa de travailler avec Bismark à humilier l'Autriche ; et François-Joseph se laissa prendre au piége. Dans des entrevues célèbres, Napoléon et Bismark convinrent que la Prusse, d'accord avec l'Italie, déclarerait la guerre à l'Autriche, et qu'ensuite le roi Guillaume, au prix des frontières du Rhin cédées à la France, deviendrait Empereur d'Allemagne. Ces conventions étaient connues des deux pays. A Paris même, les journaux officieux s'étaient, longtemps à l'avance, attachés de mille manières à montrer la nécessité pour la Prusse de s'annexer toutes les provinces allemandes, depuis le nord jusqu'au sud. Napoléon le laissait aussi entrevoir dans quelques-uns de ses discours. Quant à l'Autriche, on continuait à l'accabler de mépris et d'insultes.

Toutes les dispositions avaient été fort habilement prises. Bismark *napoléonisait* et paraissait l'ami intime de Napoléon III. Ils avaient de fréquents entretiens à Vichy et à Biarritz ; et là, ils décidaient du sort de l'Allemagne et de l'Italie. François-Joseph ne prévit rien, ou plutôt il ne sut pas à temps conjurer l'orage ; il poussa même l'imprudence inqualifiable jusqu'à menacer la Prusse de l'attaquer. Il allait ainsi au devant des désirs de Bismark,

impatient d'exécuter ses projets qui étaient ceux de Napoléon III.

Une seule fois François-Joseph montra un peu de bon sens et de courage ; c'est quand il réunit à Francfort les Princes de l'Allemagne pour les attacher à sa politique et leur faire prendre les armes en cas de guerre. Cette réunion, cependant, ne fut qu'une démonstration solennelle, et rien de plus. Napoléon ne l'approuvait guère, le Roi de Prusse refusa d'y assister : toutefois elle n'était pas inutile. Mais Bismark, avec ses ruses et ses artifices, gagna plusieurs de ces Princes qui avaient juré fidélité à l'Autriche. D'autres n'osèrent pas bouger ; car ils voyaient bien que la Prusse et la France, liées ensemble, auraient facilement raison de l'inexpérience de François-Joseph. De plus, Bismark menaçait d'envahir, après la victoire, les États qui auraient prêté secours à l'Autriche. Ce qu'il fit en effet.

La fatale guerre éclata. La Prusse eut l'Italie pour alliée, mais l'union des Princes Confédérés ne dura point. L'Autriche ne put pas concentrer toutes ses forces, et ses plans de campagne échouèrent. Tandis que le Prince Albert battait l'armée italienne, la Prusse triomphait à Sadowa et François-Joseph cédait la Vénétie à l'Italie vaincue. Un succès complet couronnait les combinaisons napoléoniennes. C'était le moment pour la Prusse de remplir ses promesses et de céder les provinces rhénanes ; mais alors se dévoila toute la fourberie de Bismark. Cette cession devait se faire d'après les théories du droit nouveau, créé par Napoléon III : les provinces voteraient. Or, elles déclarèrent sur tous les tons qu'elles aimaient mieux rester prussiennes ; la presse allemande se souleva aussi contre l'annexion à la France. Bismark triomphait et Napoléon était joué.

De jour en jour, le roi Guillaume augmente ses possessions en Allemagne. Le royaume de Hanovre est incorporé à la Prusse ; la peur ou d'anciennes relations contraignent plusieurs autres Principautés de se soumettre à la puissance prussienne, qui grandit de tous les abaissements de l'Autriche. Napoléon s'est ainsi créé un ennemi redoutable, il s'est mis dans la nécessité de faire des armements considérables pour terrasser le géant, élevé par ses intrigues impériales.

La Prusse n'attaquera pas la France, mais elle achèvera tranquillement son grand ouvrage, prompte à soutenir une lutte. A quoi bon, du reste, ferait-elle la guerre à Napoléon? Celui-ci n'ose pas la déclarer, car elle pourrait lui être fatale, mais il se prépare et attend une occasion favorable. Il s'est lui-même donné ce terrible adversaire; et aujourd'hui il en a peur. La France, peut-être, désirerait la guerre pour humilier la Prusse; mais Napoléon ne veut pas exposer au hasard les destinées de son Empire. Telle est la position véritable des deux grandes nations. Qui pourrait prévoir le dénoûment?

Ce qui forme le principal mérite de Bismark, c'est de n'avoir jamais été trompé par Napoléon. Le roi Guillaume a pu ainsi garder ses États, et même leur donner plus de cohésion et d'étendue; il a su faire son profit de la politique napoléonienne, sans se laisser séduire par des théories fallacieuses, sans se mettre à la remorque du *droit nouveau*. C'est là surtout le résultat de l'habileté de Bismark. Et ici, du reste, il faut encore voir l'intervention providentielle de Dieu qui laisse éclater ses projets de miséricorde et de salut pour l'Europe. Tandis que par l'ascendant fatal de Napoléon III, les Princes Italiens disparaissent, tandis que la Reine Isabelle erre en exil et que son royaume est en proie à l'anarchie, tandis que François-Joseph, humilié et déchu, sent la couronne lui échapper, le roi de Prusse est le plus tranquille des Souverains; et il se trouve assez fort pour soutenir une guerre contre la France, c'est-à-dire contre la première nation du monde, alors même qu'elle a pour chef un Napoléon III.

Le roi Guillaume n'a pas accepté les principes de 89, ni le droit nouveau fondé si à propos par le Génie de la Révolution. Il règne, et il entend régner *par la grâce de Dieu*, comme les anciens souverains de l'Europe; par le droit divin et non pas le droit humain. Il ne reconnaît pas le suffrage ou ce qu'on appelle la volonté du peuple; il se rit même de ceux qui lui vantent ce système ridicule. Il domine l'Allemagne par le droit de conquête et par son influence morale. Le jour où il reconnaîtrait le droit nouveau et les plébiscites, sa puissance et son trône seraient brisés.

Le roi Guillaume, quoique protestant, paraît aujourd'hui plein de respect pour l'Église catholique. Non-seulement, il ne la persécute point dans ses États, mais encore il la favorise de tout son pouvoir. Il ne permet pas qu'elle soit insultée, comme en Italie, dans ses prêtres et ses ministres. Sous son règne, les catholiques ont pleine et entière liberté d'exercer tous leurs droits; il n'en est pas ainsi dans les autres pays protestants, moins encore chez les nations où la grande majorité et là presque totalité du peuple appartient à la vraie religion. Les Catholiques peuvent se réunir, former des associations, communiquer librement avec le Pape et leurs Évêques : des peines sévères seraient infligées aux journaux qui oseraient verser l'outrage sur les Chefs de l'Église. Il existe en Prusse des *Cercles Catholiques* pour la jeunesse, le Clergé, les Ouvriers, qui jouissent librement de la plénitude de leurs droits.

Ainsi, tandis que François-Joseph, Empereur catholique, cède à la funeste influence de Napoléon III et laisse impunément persécuter l'Église en Autriche; tandis qu'il subit le joug des sectaires et des libéraux, le roi de Prusse, affranchi de toute contrainte, avec une dextérité et une sagesse merveilleuses accorde aux catholiques la liberté absolue. Il permet aux Ordres religieux de se multiplier dans ses États; il leur donne la facilité d'exercer toutes les fonctions de leur ministère. Sur la question de Rome on ne voit pas qu'il se soit mis à la remorque des théories napoléoniennes.

Ce sont là autant de preuves que Napoléon III n'a pas pu s'emparer de Bismark; or, quand on connaît l'astuce et le prestige si puissant de l'Empereur, cet homme si fatal à toute l'Europe, on peut se faire une idée de l'habileté politique et du sens fin et délié du ministre prussien.

Dans la lutte formidable, qui va peut-être éclater bientôt entre la France et la Prusse, toutes les grandes Puissances prendront parti pour l'une ou pour l'autre de ces deux nations. Du côté de la Prusse, on verra certainement se ranger la Russie, l'Amérique, et peut-être même l'Angleterre; l'Autriche et l'Italie seront avec la France. Cette guerre résoudra toutes les questions qui agitent

l'Europe; mais que de sang ne fera-t-elle pas couler! Ainsi Napoléon aura mis le feu à toute l'Europe. Il avait dit un jour dans un discours fameux : « L'Empire, c'est la paix. » Non, l'Empire fut la révolution, la guerre, l'agitation des peuples, la ruine des trônes et des nations, la persécution contre l'Église et Pie IX. Et qui sait si la Prusse qui doit sa puissance et sa grandeur à Napoléon III, ne sera pas l'instrument dont Dieu se servira pour châtier l'ennemi de son Nom ?

NAPOLÉON III ET L'ESPAGNE

(Ape Ibica, 9, 10, 11 juin 1860, 2e année, nos 135, 136, 137)

Après avoir considéré la politique napoléonienne sous différents points de vue et dans ses rapports avec les principales nations de l'Europe, il nous est très-difficile de porter un jugement précis sur les relations diplomatiques de l'Empereur avec l'Espagne. Une certaine confusion dans les événements, l'absence de documents divers, les nombreuses étapes qu'a parcourues la révolution espagnole et l'obscurité profonde qui enveloppe encore ses origines, ne nous permettent pas de traiter clairement cette question. Toutefois, nous possédons assez de faits publics et assez de notions importantes pour jeter un coup-d'œil sur l'état déplorable de l'Espagne; ici encore, nous verrons les effets de la funeste influence qui a perdu l'Europe. Certes, à son dernier soupir, le despote révolutionnaire pourra répéter, en la retournant, la célèbre phrase de Thiers : « Il ne reste plus une seule nation que je n'aie abaissée et avilie, que je n'aie couverte de ruines; il n'y a plus une seule faute à commettre. »

Depuis fort longtemps, la Révolution s'est acharnée sur l'Espagne; ses progrès étaient lents, mais sûrs. Les sectes n'ont laissé

passer aucune occasion favorable de séduire cette noble nation qui eut un jour la prépondérance dans le monde. Toutefois, elles rencontrèrent sans cesse de grands obstacles ; leurs infâmes projets n'aboutissaient pas vite. L'Espagne est essentiellement catholique et monarchique. Plus encore que les français du vieux temps, les Espagnols n'eurent jamais que cette devise : **Dieu et le Roi.** Ces deux noms étaient comme le centre et le but de leurs aspirations, de tout leur amour et de toutes leurs entreprises. C'est avec ces deux noms qu'ils ont fait de si grandes choses, qu'ils ont donné à leur patrie tant de splendeur, qu'ils ont enfin commandé à l'ancien et au nouveau continent.

On se souvient de ces temps d'anarchie religieuse où l'Europe presque toute entière était en proie aux discordes civiles ; les doctrines hérétiques de Luther et de Calvin portaient la désolation dans les royaumes les plus florissants. L'Espagne alors, et une grande partie des pays qui lui étaient soumis, vivaient tranquilles dans leur puissance et leur profond attachement à la foi catholique. Philippe II, l'un des plus grands rois du monde, déploya une fermeté qui sauva l'Espagne des atteintes de l'hérésie ; il éleva sa patrie à l'apogée de la gloire et de la grandeur. Ce qui honore surtout ce prince, c'est la haine implacable dont les ennemis du trône et de l'autel l'ont sans cesse poursuivi. Malgré des fautes nombreuses et de grands défauts, malgré l'abus étrange qu'ils firent du sévère tribunal de l'Inquisition, les rois postérieurs surent conserver intact l'honneur de la noble nation espagnole.

Lors de la terrible Révolution française, l'Espagne demeura fidèle à Jésus-Christ et à ses rois ; et, sans l'ambition toute-puissante de Napoléon Ier, elle serait restée grande et honorée. L'injuste conquérant n'entra dans Madrid qu'après avoir vu ses troupes décimées et presque détruites. — Hommes et femmes, aux noms sacrés de Dieu et du Roi, firent des prodiges de valeur. Aucun pays du monde n'a jamais offert à l'admiration universelle de si beaux exemples. Mais le germe révolutionnaire pénétra dans les Espagnes, et il devait, en son temps, produire des fruits de mort.

On peut dire que, durant plusieurs années de ce siècle, les sectaires du monde entier ont pris part à l'entreprise satanique de révolutionner l'Espagne. Tous les moyens ont été employés : introduction frauduleuse de livres impies, séductions, promesses, appels, menaces, tout a été mis en œuvre.

La diplomatie ne resta pas étrangère à tant d'infamies, et l'Angleterre surtout s'efforça, dans l'intérêt de ses projets futurs, de corrompre l'Espagne. L'or ne fut pas épargné ; les loges maçoniques se propagèrent dans toutes les cités de la Péninsule. Or, tandis que toutes ces menées allaient renverser trône et autel, les chefs de l'État montraient une incurie incroyable ; trompés par la perfidie des ministres et les mensonges des courtisans, ils fermaient les yeux sur les périls de chaque jour. Les temps de Charles V et de Philippe II étaient passés.

En 1880, la révolution éclata forte, audacieuse et terrible. Elle saisit le prétexte des dissentions civiles et dynastiques pour épouser la cause de Christine, engagée dans le complot révolutionnaire. L'Espagne se vit couverte de ruines. La résistance opiniâtre qu'elle opposa aux ennemis de l'ordre, ne fit que rendre la révolte plus violénte et plus cruelle. Le sang coula à flots ; les églises et les couvents furent démolis ; les prêtres et les religieux massacrés. Il y eut cependant quelques années de trève, et la reine Isabelle put jouir de quelques jours de calme et de paix. Mais la constitution, basée sur les principes de 89, fut votée par les Cortès, et l'Espagne alors perdit l'honneur de son rang.

Cette nation subit aussi le contre-coup des événements de 1860. Napoléon III, du reste, ne pouvait pas rester indifférent aux destinées de l'Espagne. Sans doute, l'influence salutaire de l'Impératrice qui garda, sur le trône de France, les tendances catholiques et la foi d'une espagnole, retint un instant l'Empereur ; mais il lui était impossible désormais de s'arrêter au beau milieu de ses plans révolutionnaires.

De plus, Napoléon III nourrit pour les Bourbons une haine implacable ; et les motifs de cette haine sont graves et nombreux. Les Bourbons sont les souverains légitimes de la France ; ils ont,

certes, commis de grandes fautes, mais jamais ils n'ont pactisé avec la Secte, jamais ils ne se sont déclarés les adversaires de Jésus-Christ. Au moment où la persécution contre le Saint-Siége et contre la royauté du Pontife romain allait éclater, Napoléon III voyait avec dépit l'Italie méridionale obéissant à un Bourbon et l'Espagne soumise à une reine, issue de cette même famille détestée. Cela le gênait, c'était son cauchemar.

Cavour, dans une lettre fameuse, s'en était ouvert à un célèbre diplomate anglais. Publiée après la mort du ministre italien, cette lettre contenait de sinistres révélations; elle dévoilait surtout que les Bourbons étaient un obstacle considérable aux desseins de Napoléon. Aussi François II était-il chassé de Naples; mais il était plus difficile de détrôner la reine d'Espagne.

Il fallait, avant tout, entourer Isabelle de ministres perfides et corrompus; puis allumer la discorde dans les Cortès. On réussit en partie. Mais ce n'était pas assez.

Il fallait encore séduire le peuple par le vain mirage de la fortune et d'un agrandissement territorial. C'est à cela surtout que Napoléon consacra ses efforts bien connus de toute l'Europe. Dès 1860, les journaux officieux de France, et principalement ceux de Paris qui vont chaque jour chercher aux Tuileries leurs inspirations, annoncent bien haut que le temps des Bourbons est passé; cette vieille dynastie ne peut pas vivre avec le droit nouveau, elle n'a plus de raison d'être; le jour est enfin arrivé de former de grands royaumes, de grands empires; l'Unité Ibérique sous l'hégémonie du roi de Portugal peut seule donner à l'Espagne la gloire, la puissance et la grandeur de l'Italie unifiée. On ne cessait d'écrire et de répéter que le Portugal devait jouer en Espagne le rôle du Piémont en Italie. On prôna la théorie des annexions dans l'intérêt des deux péninsules; ces deux nations devaient, sous la tutelle de la France, devenir sœurs de caractère et d'aspirations, rejeter les vieilles superstitions et régner uniquement avec le *droit nouveau* et les principes de 89. C'était là le perpétuel refrain de la presse napoléonienne et des feuilles sectaires en France et en Europe.

L'*Indépendance belge*, journal officiel de la Secte, parla plus clairement ; elle assura que le projet était mûr et que Napoléon III voulait le réaliser.

Ce plan révolutionnaire renversait la dynastie des Bourbons, enlevait un appui au Pape, et créait un royaume allié de la France et de l'Italie. De là, le mariage du jeune roi de Portugal avec la princesse Maria-Pia, fille de Victor-Emmanuel ; c'était un acheminement vers l'Unité Ibérique, comme le mariage du prince Napoléon avec Marie-Clotilde avait été le premier pas vers l'Unité Italienne. Autrefois, par des alliances de famille entre les maisons royales, on affermissait les trônes ; aujourd'hui on les abat.

On se heurtait pourtant à des difficultés graves. Le roi de Portugal hésitait ; il se montrait moins résolu que d'autres rois. Il lui semblait que c'était une lâcheté de détrôner un souverain et de s'agrandir aux dépens de la victime. De plus, soit opposition naturelle aux Portugais, soit honte de passer sous le joug d'un État plus petit, le peuple espagnol n'était pas porté à ce changement ; il aurait mieux aimé s'annexer le Portugal que d'obéir au roi Louis Ier. Il faut enfin ajouter que les Espagnols tenaient beaucoup à leur reine ; et c'était là le grand obstacle à vaincre.

D'un caractère franc et généreux, Isabelle aimait ardemment son peuple ; catholique fervente, pleine d'idées saines et conservatrices, elle avait couvert l'Espagne de ses bienfaits ; elle ne se lassait pas d'augmenter la richesse et la prospérité de sa nation. Environnée d'embûches, elle ne se laissa jamais séduire par les sectaires ; et quand, un jour, l'État n'eut plus que des finances avariées, on la vit, avec un désintéressement qui n'a pas d'exemple dans l'histoire, renoncer aux droits de sa couronne. Tant de générosité montrait bien l'affection de la Reine pour son peuple, mais ne put pas conjurer la tempête ; au contraire, l'audace de ses ennemis ne fit que grandir. Dans ses voyages, elle était pourtant acclamée avec un indicible enthousiasme par la grande majorité des Espagnols ; chose rare en ces temps de révolte, on la respectait comme une reine, on l'aimait comme une mère. Il

était donc nécessaire qu'Isabelle commit quelque grande faute; et pour l'entraîner, Napoléon III veillait.

Le despote impérial mit tout en œuvre pour obtenir de la reine d'Espagne la reconnaissance du nouveau royaume italien. Car ainsi elle eût reconnu du même coup le *droit nouveau*, le *droit des annexions*, le *droit de la révolution*, principes qui amèneraient sa chute. De plus, elle s'affaiblissait et augmentait la puissance de ses ennemis; ce qui était plus grave encore, elle perdait l'affection de tous ceux qui l'aimaient, peuple et catholiques ne seraient plus pour elle. Enfin, par son alliance avec les adversaires du Saint-Siége, elle se mettait dans l'impossibilité de secourir Pie IX. Napoléon III fit donc jouer tous les ressorts de sa diplomatie, promesses, compliments, séductions, menaces même; tout fut inutile. Spectacle étrange et glorieux pour Isabelle! Tandis que les monarques les plus puissants, le Czar et le roi de Prusse s'empressent, sur un simple désir de Napoléon, de reconnaître le royaume d'Italie; alors que l'Europe entière avait cédé aux instances de l'Empereur, Isabelle seule reste inflexible. Ce fut une lutte de plusieurs années; les espérances de Napoléon étaient sans cesse déjouées, l'Espagne vivait tranquille. Mais alors l'Empereur des Français eut recours à un moyen qui a toujours eu entre ses mains l'efficacité d'un charme irrésistible. Il quitte Paris et a une entrevue avec la Reine.

Dans les entretiens privés, Napoléon III possède le secret merveilleux de fasciner son interlocuteur. C'est alors seulement qu'on peut, en face de lui, pénétrer toute l'astuce de cet homme fatal et découvrir ses artifices les plus cachés. Qu'a-t-il pu dire à Isabelle?... La reine d'Espagne est déjà vaincue, la nouvelle victime de la Révolution est déjà gagnée. Elle reconnaît l'expulsion de son parent François II, elle permet au premier aventurier venu de s'asseoir sur le trône de Naples: elle reconnaît un gouvernement ennemi de Pie IX et qui veut Rome pour capitale; elle reconnaît le droit des annexions, et, chose plus triste encore, elle s'attire le mépris de ses plus fidèles sujets. L'Espagne indignée rougit de cet acte politique, et fait voir de toutes les façons son mécontentement.

Dès que la triste nouvelle se répandit, les ennemis de la Reine poussèrent un cri de victoire, tandis que la grande majorité des Espagnols exprima hautement son désavœu. D'énergiques protestations partirent de toutes les cités. Des lettres, adressées à la Reine et portant des milliers de signatures, témoignaient de l'affliction générale. Les plus grands personnages de l'État, les Évêques, le Clergé, beaucoup de municipes, les amis les plus dévoués de la Reine laissèrent aussi éclater leur vive douleur. Un grand nombre de journaux revinrent pendant plusieurs jours sur le même sujet et ne cessèrent de multiplier les adresses couvertes d'une infinité de noms. Le cœur d'Isabelle dut se remplir d'amertume, elle s'apercevait trop tard qu'elle avait commis une grande faute. Ces protestations, calmes sans doute et pleines d'une affection respectueuse, blessaient au moins la dignité de la Reine et diminuaient le prestige de son autorité. Les catholiques du monde entier s'en affligèrent; Pie IX lui-même s'en émut et peut-être prévit-il dès lors la ruine de celle qui se laissa tromper. Les plus célèbres diplomates de l'Europe assurèrent que la chute d'Isabelle n'était plus qu'une question de temps; en reconnaissant le royaume d'Italie, la Reine avait signé sa déchéance. Les événements ne tardèrent pas à le prouver.

Le jour où l'on commença de tramer le renversement du trône d'Espagne, les partisans dévoués de la dynastie régnante s'étaient déjà singulièrement refroidis; ils voyaient avec indifférence se former les complots. Toutefois l'émeute eût été trop peu nombreuse encore et incapable de réussir. On eut alors le ministère O'Donnel; mais voué au libéralisme, plein d'incertitude, et surtout Napoléonien, comment aurait-il pu détourner l'orage qui devenait de plus en plus menaçant? — Et les Cortès?

Les Cortès étaient aussi dominées par les libéraux et les sectaires. Aujourd'hui avec le système employé dans les votes et par l'influence secrète de la Révolution, il est rare que les députés représentent le vrai peuple. Aussi, tandis que les Cortès perdent le temps en d'inutiles bavardages, le trône est sourdement miné; Prim s'opiniâtre à hâter la réalisation de son criminel dessein. —

La révolution éclata, mais elle fut énergiquement réprimée. Le peuple n'y prit point part, et c'est pourquoi les sectaires cherchèrent alors à corrompre l'armée. Dans l'avant-dernière émeute, le célèbre et fidèle ministre Narvaez, habile politique autant qu'intrépide général, lutta pendant quatre heures, à Madrid, contre les régiments rebelles et vendus à la Secte. C'était une guerre d'un nouveau genre, une révolution militaire. Le combat fut acharné. Narvaez, au milieu des balles, au cri de : Vive la Reine, blessé et sanglant, fait des prodiges de valeur ; il bat enfin ses ennemis et sauve le trône d'Isabelle. La nouvelle de cette victoire fut accueillie avec enthousiasme dans toute l'Espagne. Mais Narvaez aimé et respecté des bons, redouté des méchants, mourut bientôt après et la Reine perdit le plus influent de ses amis.

Les sectaires crurent que le peuple espagnol n'enviait pas un changement dynastique : tous les moyens pour l'entraîner dans une révolte étaient inutiles. Il ne restait plus qu'à gagner toute l'armée ; malheureusement, on réussit. En Espagne, l'armée n'était pas unie et compacte, et l'ambition des généraux a été pour ce pays la cause d'une infinité de malheurs. Isabelle ne sut jamais non plus s'attirer l'affection des soldats ; on travaillait, du reste, de toutes les façons à exciter leur mécontentement. Sous Narvaez, le but n'avait pas pu être complètement atteint, malgré tout l'or qui fut prodigué. Dans la dernière insurrection, les mesures avaient été mieux prises. Prim put impunément tout oser et se mettre à la tête de la Révolution.

Elle triompha et fut terrible. La guerre civile désola l'Espagne. Les sectaires n'eurent rien de plus pressé que de persécuter l'Église. Les Ordres religieux furent supprimés, les temples saints violés. On vit, pendant plusieurs jours, quatre mille ouvriers occupés à démolir, aux frais du gouvernement provisoire, les églises et les couvents. Il y eut des flots de sang versé, tous les partis se déchirèrent, sans prévoir un moment de calme et une lueur d'espérance.

Quelle est la part de Napoléon dans ces désordres sanglants? La situation actuelle de l'Espagne est sans aucun doute le fruit de

sa politique néfaste. Devant Dieu et devant les hommes, il est coupable de la désolation et de l'anarchie de ce royaume qui se débat, épuisé, dans les angoisses de l'agonie. Les projets révolutionnaires de l'Empereur ont certainement amené les malheurs présents de l'Espagne. Mais le dernier coup est-il parti de sa main ? Ici, nous manquons de documents sûrs ; nous ne voulons pas et nous ne pouvons pas répondre au hasard. Qu'on nous permette cependant quelques observations.

Quelques-uns ont cru que la dernière révolution espagnole est l'œuvre de la Prusse. Nous ne le pensons pas ; et rien ne nous le fait supposer. S'il fallait nous prononcer entre Bismark et Napoléon III, nous dirions que celui-ci est plus capable encore que son rival de jeter dans l'anarchie et la boue un royaume florissant. Et puis, dans quel but la Prusse aurait-elle commis un si grand crime ? — Pour enlever un allié à la France ? Mais c'est ce qu'on ne peut prouver. Est-il possible de croire que Napoléon aurait fait alliance avec une reine de la dynastie des Bourbons, avec une reine que, depuis si longtemps, il s'efforçait d'affaiblir ? Et ensuite dans une guerre avec la Prusse, aurait-il pu vraiment compter sur l'Espagne ? Minée par les sociétés secrètes, sans force et sans prestige, avec une armée de hasard et parfaitement capable de trahison, l'Espagne n'eut été pour lui d'aucun secours. Tenait-il à se servir d'elle pour la défense du Saint-Père, dans le cas où les italianissimes auraient osé marcher sur Rome ? Mais l'Italie est la véritable alliée de la France ; et l'Italie, malgré la France, n'ira certainement j'amais à Rome. De plus, j'amais Napoléon n'a témoigné au Pontife-Romain un dévouement sincère, et il est sûr désormais qu'il est seul le principal ennemi de Pie IX. Quant aux autres puissances de l'Europe, aucune n'avait intétêt au bouleversement de l'Espagne. Si la Prusse ou une autre nation étrangère avait trempé dans cette dernière révolution, on l'aurait su ; et rien n'a transpiré au dehors.

On peut dire, sans crainte d'aller trop loin, que la politique napoléonienne prépara la révolution d'Espagne ; le mouvement une fois imprimé, il fallait qu'elle éclatât. Et lorsque Napoléon lui-même eût voulu arrêter le coup suprême, c'était trop tard.

Qu'on ne vienne pas donc soutenir que Napoléon III n'est pas la cause de la dernière insurrection, parce qu'il ne voulait pas la république en Espagne. Sans doute, il ne vonlait pas la république; mais elle s'imposait comme une conséquence nécessaire de l'anarchie. Napoléon désirait avoir l'Unité Ibérique soumise à ses caprices comme l'Unité Italienne; mais il n'a pas réussi. Qui pourrait pénétrer tous les arcanes de sa politique? Il aurait certainement pu empêcher la Révolution Espagnole, et il ne le fit pas. N'a-t-on pas vu Prim à Paris et conspirer librement?

Voici deux faits bien mystérieux. Le dernier soulèvement était prêt et l'Espagne en feu; Napoléon III faisait alors mille avances au comte de Girgenti. On trouvait cela étrange. Au moment où Isabelle avait, à Saint-Sébastien, une entrevue avec l'Empereur des Français, la révolution éclatait et la Reine ne pouvait plus retourner dans sa capitale. Pourquoi faire aux Bourbons tant d'avances prévenantes, alors qu'à Madrid la dynastie était menacée? — Mystère. Pourquoi l'Empereur ne fait-il rien pour pacifier l'Espagne? — Mystère encore. Il accueillit sans doute avec tous les honneurs possibles la Reine exilée; mais cela ne prouve rien contre sa complicité antérieure.

Laissons à Dieu le jugement de ce dernier et terrible forfait de la Révolution. Un jour viendra où le mystère d'iniquité sera révélé. Ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'au nom du principe exécrable de *la non-intervention*, principe complétement napoléonien, une noble et florissante nation peut être désolée par la guerre civile et inondée de sang; pas une main compatissante ne doit lui être tendue pour la sauver. Et l'on nous parle encore de suffrage universel : mais est-ce le peuple, par hasard, qui renversa le trône d'Isabelle? On objecte le fait accompli : les nations reconnaissent-elles donc l'anarchie et la guerre civile comme le droit légitime d'un peuple?

L'Italie épuisée, l'Espagne déchirée par les partis furieux, l'Autriche tremblant sur ses bases, l'Allemagne incertaine de ses destinées, la France hésitant entre le despotisme révolutionnaire et la démagogie socialiste et sanglante, voilà le bilan de la politi-

que de Napoléon III ! Détournons nos regards épouvantés de ces scènes d'horreur, et fixons-les sur l'auguste Vieillard du Vatican. Seul il proteste, au nom de Dieu, contre cette politique infâme ; déjà, avant d'en connaître les fruits, il l'avait réprouvée et condamnée. Bafoué par les peuples en délire que l'ivresse du mal emporte, il leur prépare des jours de paix, d'ordre et de liberté; car il est la puissance de Dieu sur la terre, le représentant de sa Justice et de sa Miséricorde.

NAPOLÉON III ET LE PEUPLE FRANÇAIS

(Ape Ibica, 8, 9 et 10 juillet 1860, 2e année, nos 146, 147, 148)

Nous avons considéré jusqu'ici la politique de Napoléon III à l'égard des nations de l'Europe ; il nous reste à examiner sa conduite envers la France et ses rapports avec la Révolution.

Il est fort difficile d'embrasser d'un seul coup-d'œil toutes les phases de la politique suivie par Napoléon en France, durant les diverses années de son règne ; nous nous bornerons à quelques points principaux qui font mieux ressortir son habileté et sa puissance vraiment merveilleuses.

Jetons donc un regard sur la politique nopoléonienne par rapport au peuple français, au clergé et aux catholiques. Ces articles ont tout l'intérêt de l'actualité ; car Napoléon III représente aujourd'hui toute la politique contemporaine ; il en est la vivante explication.

Quand on n'a pas compris Napoléon III, on n'a rien compris à l'état actuel de l'Europe ; impossible de porter un jugement sur les questions qui agitent aujourd'hui le monde.

Napoléon III a été un conspirateur hors ligne. Simple particulier, il conspira contre le Pape et contre Louis-Philippe ; souverain, il

conspira contre les rois et les peuples, afin de les plonger dans le désordre et l'anarchie.

Élu Président de la République française en des temps difficiles, seul candidat de la nation dont il emporta avec beaucoup d'adresse les suffrages, il sut se montrer généreux, ami de la paix, de l'ordre et de l'Église catholique [1].

Au sortir des terribles désordres de 1848, après les barricades et les orgies sanglantes, après les violences de la démagogie socialiste la plus effrénée, Louis-Napoléon fut acclamé Président de la République par la France entière; elle était éblouie par ce nom magique qui rappelait les antiques gloires de la patrie victorieuse de toutes les nations du monde. Dans les campagnes on crut grossièrement au retour du grand Napoléon et ce nom enflammait l'enthousiasme pour le nouvel Élu de la France.

Louis-Napoléon parcourait les diverses parties de son futur Empire, accueilli partout comme le Restaurateur de l'ordre, honoré et béni du clergé et du peuple comme un sauveur venu pour arracher la nation aux périls des discordes civiles. Ses paroles calmes et éloquentes lui gagnaient toutes les sympathies, et il savait habilement multiplier ses déclarations, toujours contre-signées par des actes. Ici, il entreprenait de nouveaux travaux au profit des pauvres et des malheureux; ailleurs, il améliorait les chemins et les ateliers des travailleurs, il promettait des asiles de bienfaisance qui ne tardaient pas à s'élever. Louis-Napoléon était à la fois aimé de ses amis et redouté de ses ennemis; car merveilleusement doué, il saisissait à propos toutes les occasions favorables et ne manquait jamais de déconcerter à temps les projets de ses adversaires. Néanmoins, ce n'était pas assez pour lui d'avoir déjà tant obtenu. L'expédition de Rome

(1) L'auteur vivant hors de France et n'étant renseigné que par les journaux ou par des correspondances particulières, a pu quelquefois se méprendre sur la portée de certains actes et la valeur de certaines manifestations. D'un autre côté, placé à distance, en dehors des bruits de la lutte, il a pu mieux apprécier l'ensemble et juger avec impartialité. Sauf donc quelques réserves de détail, ses appréciations ont la valeur d'un jugement historique. *(Note de l'Éditeur).*

que lui imposa la volonté de son peuple, accrut encore le prestige de sa force ; les catholiques s'attachèrent à lui passionnément. Déjà il méditait d'arriver à l'Empire et de le constituer sur le modèle de celui du *grand Napoléon*.

Habile à se déguiser, il mena ses vastes desseins avec une prudence dont l'histoire n'offre pas d'exemple ; il les réalisa par son fameux coup d'État. Entraînée par un vertige inexplicable, la nation lui donna ses suffrages ; et il prit le nom de Napoléon III comme pour continuer la série des souverains *légitimes* de la dynastie napoléonienne.

La crainte des graves périls qui menaçaient l'État, les grandes promesses faites au clergé et au peuple, lui valurent la presque unanimité des voix.

Ses ennemis les plus acharnés furent ou jetés en prison, ou exilés, ou déportés à Cayenne ; et il triompha.

Une fois empereur, Napoléon III eut l'adroite pensée de reprendre ses voyages, proclamant partout les principes de l'ordre, de la morale, de la religion ; jamais il ne laissa rien entrevoir de ses futurs projets. Partout le clergé et le peuple l'acclamaient avec enthousiasme ; ses ennemis se voyaient réduits chaque jour à l'impuissance devant les manifestations publiques et solennelles de la nation.

Napoléon III connaissait à fond le peuple qu'il devait gouverner. Dans sa prison de Ham, il avait eu le temps de mûrir ses combinaisons et d'étudier les moyens de s'emparer de l'esprit des Français.

Le peuple Français est noble, généreux, franc, loyal. Une qualité le distingue entre tous les peuples du monde : son amour ardent et passionné pour sa patrie. Sa patrie est tout pour lui. Il l'aime d'un amour indicible. Pour lui, ce qui est français porte le type de la bonté et de la grandeur. De là, cet immense désir de gloire, cette passion de dominer le monde entier par les armes et par l'influence morale.

De fait, par ses traditions, par sa position géographique même, la France, placée au centre des nations civilisées de l'Europe, en

domine la politique. Il suffit d'être assis sur le trône de France, pour gouverner, en un sens et je dirais presque sans le vouloir, tout l'univers ; on a, du moins, la plus grande influence sur tous les événements. Cette suprématie, la France l'exerce jusque dans le nouveau continent par son ascendant moral et par la supériorité de ses flottes qui sillonnent toutes les mers. Les missionnaires français font partout connaître et révérer le nom de Jésus-Christ et celui de la France. Avec la première armée du monde, toujours victorieuse, elle peut tout et tient en respect les États les plus puissants. Que sera donc la France, si un Napoléon III y règne?

A toutes ses qualités brillantes, le peuple français joint une certaine légèreté, ou, pour mieux dire, une grande facilité à se laisser tromper et à être dupé. Il croit tout sans arrière-pensée. Ainsi s'explique comment Napoléon III a pu le séduire durant tant d'années. La France ne s'aperçut pas que son souverain se servait d'elle, de sa puissance et de son armée pour défendre la cause de la Révolution et du désordre, la cause de Cavour, de Mazzini, de Garibaldi, la cause des ennemis de Dieu et de l'Église. Quant à lui, connaissant le génie de son peuple, il se l'attacha, et le rendit complice de ses entreprises.

Avant tout Napoléon III voulut donner à la France plus de splendeur. Paris et les grandes villes s'embellirent ; les chemins de fer et d'autres grands ouvrages caressaient fort l'orgueil français. Mais ce n'était pas assez encore. Les Français aiment la guerre plus que toute autre nation ; ils sont avides de gloire militaire.

Le génie des vieux Celtes et la bouillante ardeur des Gaulois tant célébrée par César semblent avoir passé dans le cœur des Francs, renommés par la valeur des armes et la franchise du caractère. Peut-être même, ce mot « *franchise* » vient-il de *Franc*.

Aussi, dans l'exécution de ses projets, Napoléon avait-il soin de satisfaire amplement les désirs belliqueux de son peuple, et la guerre de Crimée le servit à souhait. Après la chute de Sébastopol, lorsque à la tête des troupes victorieuses qui faisaient à Paris

leur entrée triomphante, l'Empereur, escorté de ses maréchaux et de ses soldats ivres de gloire, parut au milieu des applaudissements frénétiques d'un peuple en délire, il fut dès lors le véritable arbitre de l'Europe. Il posa au congrès de Paris, les bases du *droit nouveau* qui devait, comme il osa le proclamer lui-même, changer la carte du monde. C'est alors qu'il parvint à l'apogée de sa grandeur; et tandis que tous les Rois de l'Europe tremblaient devant un avenir plein de menaces, tandis que déjà l'Auguste Pontife entrevoyait l'effroyable bourrasque, qui s'amoncelait contre les nations et l'Église, la France était tranquille; elle ne prévoyait pas la tempête; elle se fiait aux riantes, mais trompeuses promesses de son Chef, toute fière des lauriers qu'elle avait moissonnés et de la prépondérance qu'elle avait conquise. Le clergé et le peuple ne soupçonnèrent rien; bien plus, ils paraissaient unis dans les témoignages de déférence et d'amour envers leur tout-puissant Monarque.

Avant de consommer ses funestes desseins, Napoléon III avait recours à de sages lenteurs. Il ne pouvait se résoudre à se lancer dans la voie périlleuse qu'il redoutait. Il aspirait à dominer l'Europe comme Napoléon Ier; mais par la fraude et le mensonge. Napoléon Ier, médiocre diplomate, savait toujours réaliser ses plans à la pointe des baïonnettes; doué d'un génie militaire étonnant, il battait les armées les plus redoutables et ses victoires lui gagnaient toujours la diplomatie. Nul à la guerre, comme l'a prouvé Magenta, mais diplomate consommé, Napoléon III aplanissait par ses intrigues les voies à la victoire; et de 1854 à 1859, la diplomatie fut l'humble vassale de ses caprices. Il temporisait encore, lorsque les bombes d'Orsini vinrent lui donner une impulsion décisive : la guerre d'Italie éclata...

La France était opposée à cette guerre. Le peuple n'en voulait pas; il n'en saisissait pas la vraie cause. Le clergé n'en voulait pas; il prévoyait les périls qui allaient menacer l'Église et son Auguste Chef. L'armée n'en voulait pas; elle ne pouvait point en découvrir la justice, et puis elle ne se croyait pas invincible devant le Quadrilatère. Les Chambres n'en voulaient pas; elles en

pressentaient les dangers. Mais Napoléon sut, par de belles paroles, séduire tout le monde ; il fit croire que cette guerre, toute à l'avantage de l'Italie et de l'Église, était nécessaire pour maintenir l'équilibre européen. Les pauvres soldats s'imaginèrent que l'Autriche était l'ennemie du Pape en Italie ; Garibaldi leur parut être le restaurateur de l'ordre et de la morale violés dans toute la Péninsule. Les généraux rougissaient de combattre à côté de Garibaldi : on leur dit que c'était là une nécessité, et que l'honneur de la nation n'en serait point compromis.

Les victoires d'Italie firent taire toutes les craintes et tous les soupçons. L'armée qui se couvrit de gloire à Magenta et à Solférino fut acclamée par le peuple et le clergé. On s'aperçut trop tard que cette guerre, présentée comme favorable au Saint-Siége, enlevait au Pape les Romagnes, et rendait triomphante la Révolution italienne, avide de se ruer à tout prix sur Rome et d'asservir l'Église de Jésus-Christ. Napoléon III vit bien, (et comment ne pas le voir ?) que les esprits étaient fort irrités : la France paraissait couvrir de son nom les désordres de la Péninsule. Mais, en partie, il sut y remédier. Des écrits nombreux attaquèrent sa politique ; il l'a fit défendre et exalter dans des brochures qui distillaient habilement tout le venin de la fourberie napoléonienne. Le célèbre journal de Louis Veuillot, l'*Univers*, fut suprimé, toute la presse catholique resta sous le joug d'une pression implacable.

Les faveurs de Napoléon III pour la Révolution se succédèrent de jour en jour ; mais il avait déjà gagné à sa cause le parti sectaire qui désormais lui fut tout dévoué. Les feuilles les plus importantes de l'impiété devinrent napoléoniennes ; et c'était là un succès énorme ; car Napoléon était sûr que les journaux catholiques ne conspiraient pas. Il savait, d'ailleurs, avec l'hypocrisie la plus raffinée, associer aux secours donnés à la Révolution des entreprises glorieuses pour la France ; les bons, alors, oubliaient qu'ils étaient catholiques pour ne penser qu'à leur titre de Français et à la grandeur qu'ils tenaient du prestige de Napoléon III.

Oui, tout ce qu'il faisait pour la Révolution, caressait en

même temps l'orgueil national. Napoléon bat l'empereur Nicolas, le redoutable ennemi de la Révolution, la France est victorieuse à Sébastopol ; il défend en Italie la cause des sectaires et des ennemis de Pie IX, et la France triomphe à Magenta et à Solférino ; il soutient à Naples le parti du Piémont, et la France a l'honneur d'être la seule pour protéger avec sa flotte un roi prisonnier à Gaëte. Lorsque le peuple français s'émut enfin des malheurs de François II, et que les feuilles les plus impies, étonnées de tant de fermeté et de courage, payèrent à ce prince le tribut de leur admiration, Napoléon III, à l'ouverture des Chambres, en 1861, eut l'impudence de faire l'éloge de ce roi trahi. Il fut applaudi vivement, les Français le crurent sincère, et se montrèrent satisfaits.

Lors de l'affreux massacre de Castelfidardo, la France fut profondément indignée. Pas un journal, si mauvais qu'il fût, ne se rencontra pour approuver cette sauvage boucherie lâchement consommée. Mais Napoléon, qui était le véritable auteur de cet odieux guet-apens, eut la fourberie de rappeler son ambassadeur de Turin, et les esprits se calmèrent un peu.

Plus tard, vint la guerre d'Allemagne qu'il souleva ; tous les hommes politiques et la majorité de la France la désapprouvaient. Napoléon, cependant, profite des succès de la Prusse : il arrête aux portes de Vienne l'armée victorieuse, impose ses conditions au vaincu et au vainqueur. Or, en même temps, grâce à ses efforts, la révolution triomphait en Vénétie : ce double triomphe augmentait la gloire de la France qui dictait des lois à la Prusse, à l'Autriche, à l'Italie, et les Français étaient contents. — Il en fut ainsi pour l'invasion du Mexique.

La guerre du Mexique avait été entreprise contre le gré de la nation. Mais arriva la nouvelle de glorieuses victoires, et la France entière célébra ses succès. Cette expédition eut un dénouement fatal ; la mort tragique de Maximilien émut tous les cœurs. Mais la défaite morale que subissait Napoléon fut si bien déguisée par ses avocats qu'on n'en parla plus. Il eut le bon esprit de céder aux réclamations des États-Unis qui ne voulaient pas avoir pour

voisin l'Empire nouvellement fondé; il sut même garder les dehors d'une retraite honorable. Quant aux Français, ils n'y songèrent pas.

Dans l'art de tromper ses sujets, Napoléon fut toujours un vrai maître; il avait un moyen sûr, et le voici : dans l'accomplissement de ses desseins, il marchait à pas lents, cachant autant que possible le but qu'il se proposait; puis, à chaque pas, il s'arrêtait pour laisser les mauvaises impressions produites se dissiper. Quand les Français ne pensaient plus à rien il avançait encore d'un degré, mais sans aller trop loin. A force de prendre du poison, Mithridate n'en sentit plus les effets; il en est ainsi de la France; habituée à subir la pernicieuse politique du despote révolutionnaire, elle n'en reconnaît plus les fruits détestables. Sur ce point, Napoléon n'a été dépassé par personne, et l'histoire ne peut lui opposer aucun rival. Il forme lui-même ses ministres; je dirais presque qu'il sait faire passer en eux son esprit, ses tendances, et jusqu'à son langage. Pour eux, ils s'efforcent de le copier et d'atteindre autant que possible la perfection de leur modèle; auprès d'eux, Machiavel n'est qu'un enfant.

Lisez les discours des ministres et des avocats de l'Empereur aux Chambres; étudiez-les à fond; vous croirez entendre les propres discours de Napoléon III. Ministre, il n'eût pas parlé autrement. Vous trouverez les mêmes idées, les mêmes phrases, la même malice infernale. Il semble que, pour créer ses ministres, Napoléon n'a eu qu'à les marquer de l'empreinte de son merveilleux génie.

Entre tous, brillent Thouvenel, Billault et La Valette. Ils suivent les mêmes biais; ils se replient en mille façons, ils possèdent le même talent de cacher leur pensée. Ils parlent, et leurs impiétés semblent catholiques, l'idée révolutionnaire paraît conservatrice; et tandis qu'ils traitent longuement une question, on ne sait jamais ce qu'ils veulent. Parcourez leurs discours : si Dieu ne vous assiste d'une lumière spéciale, vous jugeriez que ces hommes sont vraiment sages, et qu'ils s'appuient sur le droit, la justice et la vraie liberté.

Le révolutionnarisme n'a qu'un but : détruire toute notion de justice. Mais une fois déguisé sous les artifices napoléoniens, paré de toutes les grâces de la langue française et du prestige de l'éloquence, il s'embellit à merveille ; il paraît naturel, il semble ne s'inspirer que des intérêts de la Religion et de la Patrie, des intérêts même de l'humanité tout entière. Dépouillez cette faconde de ses vains ornements, et, sous l'éclat du style, vous trouvez l'impiété la plus audacieuse, la négation de tout principe, toutes les hontes de la Révolution exaltées, toutes les lois de la logique violées. Et pourtant le charme du langage vous séduit, comme il séduisait les Français ; parfois même, des hommes, animés des meilleures intentions, ne savaient pas découvrir la ruse du serpent qui se dérobait sous ces fleurs. Dans l'art de parler beaucoup pour ne rien conclure, nul ne fut plus habile ; les sophistes les plus en renom n'atteignirent jamais tant de finesse. Et quand on voyait de braves gens applaudir à certains discours, il nous semblait, à nous qui comprenions l'Empereur, que ces louanges s'adressaient à Mazzini ou à Garibaldi, et non pas à Napoléon. De fait, s'ils avaient su, ils eussent parlé comme lui.

Citons quelques exemples : Thouvenel prône hautement les droits du Saint-Père, et sans que vous y preniez garde, il vous prouve que les États-Pontificaux appartiennent à l'Italie-une. Billault assure que la France n'a aucune ambition ; et, presque à votre insu, il vous démontre qu'elle doit dominer le monde ; et tandis qu'il prend l'attitude d'un ennemi de la Révolution, juste au moment où il vous paraît la condamner, il s'en fait le plus ardent apologiste. La Valette a l'air de défendre Pie IX, et il le frappe au visage ; vous croyez qu'il blâme le gouvernement italien, et en réalité il n'a pour lui que des compliments. C'est là le genre *napoléonien*. Ce sont là les grandes ruses de Napoléon III qui parle peu ; plus explicite, il ferait comme Thouvenel, Billault et La Valette.

C'est avec cette politique, que la France séduite s'est mise à la tête de la Révolution. Un jour, selon la magnifique expression de saint Jérôme, le monde alarmé s'étonna d'être arien ; ainsi la

France s'est trouvée, comme malgré elle, entièrement révolutionnaire. *Elle ne s'en doutait pas.* — De fait, Napoléon, dans son pays, a été le vrai ministre de l'intérieur, et des affaires Étrangères, et il l'a été dès le commencement; tous les ministres ne sont pour lui que des porte-voix ou d'habiles instruments qu'il a su former. Quand la France élevait une statue à Billault, on vit des catholiques applaudir à cette mesure; ils ne savaient pas que Billault était le Cavour français, une sorte de Garibaldi doublé de Napoléon, par conséquent un ennemi de l'Église et de la société. *Ils ne s'en doutaient pas.*

Napoléon, cependant, a su modérer les tendances des libéraux. A l'entendre, il règne de par les principes de 89 et le *droit nouveau* qu'il a fondé; mais il associe le droit divin au droit humain, et il entend régner par la grâce de Dieu et la volonté nationale. S'il gouverne au nom du droit révolutionnaire, il admet aussi la légitime succession de la dynastie napoléonienne. Les lois du second Empire ont été basées sur le libéralisme et la Révolution; le Sénat et le Corps-Législatif furent établis suivant les règles du véritable gouvernement constitutionnel, mais au fond, l'Empereur, sans en avoir l'air, a été toujours un souverain absolu, un vrai despote.

Les ministres, en France, ne furent jamais responsables; ils devaient exécuter fidèlement les volontés de Napoléon. Indociles ou incapables de le comprendre, il les changeait aussitôt; il prenait alors des hommes qui sussent parfaitement interpréter ses pensées et mener à bonne fin ses complots. Il choisit les sénateurs; et c'est pourquoi presque tous sont napoléoniens. Il n'y avait des fauteuils au Sénat que pour ses partisans. L'Assemblée législative lui a toujours été favorable, grâce à la pression considérable qu'il exerça sur les élections. Aussi a-t-il fait ce qu'il a voulu.

La presse française est soumise à de telles lois, que Napoléon, sur ce point, est sûr de ne voir jamais sa politique impunément attaquée. La Guéronnière, qui écrivait pour l'Empereur, lui a rendu, comme directeur de la presse, les plus grands services. Son journal, *La France,* peut s'intituler le journal de Napoléon III;

La Guéronnière possédait une habileté rare pour défendre la politique impériale et en couvrir les défauts. Il a l'air de blâmer les excès des Italianissimes ; mais il le fait avec tant d'art que vous finissez par les approuver ; et tout ensemble, il vous inspire un amour ardent pour l'Unité italienne qu'il aime, lui, avec autant de passion que Napoléon III ; il prône les droits du Saint-Père, mais avec une si fine malice qu'ils disparaissent tous devant ceux que croit avoir l'Italie. Tout hommage est une dérision ; tout baiser un coup de poignard plongé dans le sein de l'auguste Victime du Vatican. Il y avait, dans certains articles, tant de fourberie et d'hypocrite modération, qu'on eût pu les attribuer à la main même de Napoléon III. D'autres articles, à l'adresse des Italianissimes, étaient plus dangereux encore ; car ils laissaient voir une grande impartialité, ou bien ils cachaient de perfides desseins. Quelques membres du clergé français lisaient la *France* avec plaisir ; ils ne s'apercevaient point qu'ils avaient là le journal le plus influent de la Révolution, mille fois plus funeste que le *Siècle* et l'*Opinion nationale*. Ils ne s'en doutaient pas. Les autres journaux officieux savaient plus ou moins, sous les dehors d'une tranquille indifférence, gagner les esprits à la politique de leur souverain.

C'est à l'aide de cette constante modération que Napoléon III a pu tromper son pays. Certes, nous le félicitons hautement d'avoir su pendant plusieurs années, maîtriser en France la Révolution ; mais avec son prodigieux talent, il aurait pu la réprimer partout, et aujourd'hui on ne la verrait pas se déchaîner, toute-puissante, contre la société et contre lui-même. Lorsque Napoléon disait aux Français qu'il régnait de par les principes de 89, il admettait implicitement le *droit* de révolte ; seulement, une forte armée était là, prête à écraser toute insurrection. « Vous avez, pouvait-il dire, vous avez le droit de changer le suffrage, et de vous soulever, mais je ne tiens pas à ce que vous l'exerciez. Je donnerai aux uns des armes que les autres paieront, afin que tous vous deveniez incapables d'exercer le droit que je vous accorde et en vertu duquel je règne présentement. » Amère dérision, qui

a pourtant séduit non-seulement la noble nation Française, mais encore tous les royaumes. C'est par là, du reste, que la Providence confond l'orgueil humain : grâce à ce fameux système, la civilisation tant vantée du XIXe siècle se confond avec la niaiserie la plus stupide. L'esprit de ténèbres n'eût pas mieux été inspiré pour aveugler les peuples et les plonger dans l'avilissement.

Napoléon eut le tact de laisser en paix tous les partis qui divisent la France. Les légitimistes, les orléanistes, les républicains ont eu leurs journaux; on ne les inquiète pas pour qu'ils ne conspirent point contre l'Empire. Cette tactique, pleine de finesse et vraiment digne d'admiration, lui a procuré un règne de plusieurs années. Si les Italianissimes avaient eu le même flair, ils ne se verraient pas aujourd'hui entourés de tant de haines ; le gouvernement italien ne compterait pas, dans le pays même, d'aussi ardents ennemis, ou plutôt il n'aurait pas contre lui presque l'Italie entière.

L'Europe ne pouvait opposer aucun rival à Napoléon ; il n'y avait pas de grand homme d'État qui fût capable de balancer sa puissance. Bismark seul reçut de l'Empereur lui-même le pouvoir de lui nuire. Aussi Napoléon, par son influence et son talent, eût pu dominer pacifiquement l'Europe. Les esprits fatigués des luttes sanglantes de 1848 se seraient volontiers ralliés au second Empire. Le prestige dont jouissait alors la France au dedans et au dehors, eût été le salut de l'Europe. On crut d'abord que Napoléon serait le Charlemagne du dix-neuvième siècle ; il aurait pu l'être. Il aurait pu affaiblir la Révolution, et devenir avec Pie IX le sauveur des peuples. Mais il se fit révolutionnaire et sectaire ; il n'employa son génie qu'à bouleverser le monde. Avec les principes du *droit nouveau* qu'il établit comme le *droit public* de l'Europe, principes plus funestes encore que ceux de 89, il fortifia la Révolution ; il la disciplina et la rendit pleine d'audace. Il mit enfin à son service toutes ses ressources, la grandeur de sa nation et la plus redoutable armée du monde.

D'une main, il déchaîna fort adroitement la Révolution contre tous les trônes, trompant les diplomates, jetant la division parmi

les Rois ; de l'autre, il la réprima fortement en France. Il accomplit sa fatale mission ; Billault, un jour, avait osé l'indiquer lorsque, du haut de la tribune il prononça ces terribles paroles que ne comprirent ni la France, ni l'Europe : « La mission de Napoléon III est de propager, de défendre et de contenir la Révolution. » Dieu s'est servi de lui pour châtier les peuples et les rois; mais aujourd'hui il permet que l'œuvre napoléonienne touche à son terme. La Révolution, maintenant l'arbitre des destinées du monde, se retourne contre celui qui lui a donné tant de puissance, et Bismark devient le redoutable adversaire de Napoléon III, de celui-là même qui l'a rendu si fort. Qui sait même si Bismark ne va pas s'unir à la Révolution, et si tous deux, grandis par les intrigues napoléoniennes, ne sont pas chargés d'abattre le colosse et de venger les persécutions de l'Église et de Pie IX ? L'agitation de la France est peut-être un indice des desseins de Dieu. Napoléon parvint à l'apogée de sa gloire, lorsqu'en 1867 il réunissait à Paris tous les souverains du monde qu'à leur insu il avait plus ou moins trahis. L'Europe alors était dans la stupeur; elle voyait les victimes se prosterner devant le colosse napoléonien qui les avait déshonorées. Mais aujourd'hui, en 1869, tout est changé ; le trône de celui qui a ébranlé tous les trônes, chancelle à son tour.

A cette heure, tous les hommes d'ordre, les catholiques et le clergé sont d'accord avec le Gouvernement pour s'opposer aux menées socialistes ; mais s'ils le soutiennent, c'est plutôt par intérêt que par affection. Napoléon III n'est pas aimé en France ; s'il tombe, nul ne pleurera sa chute. Il a commis tant de forfaits, il a fait répandre tant de sang et verser tant de larmes en Europe ! Ces larmes et ce sang, ces crimes seront vengés ! Il semble que cette parole de l'Écriture va se vérifier encore d'une façon plus solennelle : *Vidi impium exaltatum, transivi et ecce non erat.*

NAPOLÉON III, LE CLERGÉ ET LES CATHOLIQUES DE FRANCE

(Ape Ibica, 28, 29, 30, 31 juillet 1869, 2e année, nos 161, 162, 164, 165)

Le sujet que nous avons à traiter maintenant est de la plus haute importance. Nous allons voir s'éclaircir quelques points obscurs de la politique napoléonienne : de beaux exemples vont être proposés à l'imitation du Clergé et des catholiques du monde entier.

Une des gloires les plus admirables de la Providence, dans les temps actuels, c'est la noble attitude du Clergé de France, vrai modèle de fermeté et de vertu sacerdotales.

Au dernier siècle, le Clergé français était en grande partie infecté de Jansénisme et de Gallicanisme. Ces deux erreurs tendaient à le détacher du centre de la vérité, c'est-à-dire du Souverain-Pontife, de qui seul découlent, dans l'Église de Jésus-Christ, la vie et l'unité ; parfois même il se trouvait en lutte avec les saines doctrines. De là, le nom injurieux d'*ultramontain* infligé à ceux qui restaient fermement dévoués au Chef de l'Unité catholique ; de là aussi l'opposition terrible faite aux principes qu'une saine tradition avait perpétués dans tout l'univers et dont la France elle-même avait goûté les fruits salutaires jusqu'à l'époque funeste où elle tenta de secouer le joug de Rome.

Le Clergé français perdit alors son prestige et sa force ; il passa au service du Palais et de la Cour, des Parlements et des Rois eux-mêmes. Grâce à lui, on s'amusait, suivant une expression fort connue, à faire « *la petite guerre* » à Rome, et l'on osait

parfois menacer d'un schisme les Pontifes-Romains qui refusaient d'accéder à de dangereux caprices. Au dix-huitième siècle, le Jansénisme et le Gallicanisme pactisèrent avec la Révolution, et celle-ci éclata terrible et implacable. Mais la Révolution, dans les mains de Dieu, est un instrument de justice et de miséricorde; aussi les nombreuses victimes que le Clergé offrit alors en expiation de ses faiblesses passées lui méritèrent l'honneur de reconquérir l'éclat de son rang et de sa dignité. Après la tourmente révolutionnaire, il se releva plus noble encore et plus influent.

Par le Concordat de 1801, Napoléon Ier restaura le Clergé français. Sans doute, il fit alors élaborer par ses légistes les funestes *lois organiques;* et malgré les graves censures dont les frappèrent les Souverains-Pontifes, elles devinrent un arsenal où l'on puisait sans cesse des armes pour asservir le Clergé et combattre l'Église. Mais le Gallicanisme avait reçu un coup mortel et le Jansénisme était aux abois. Plus tard, le célèbre La Mennais et son école réussirent à discréditer complétement ces pernicieuses doctrines qui avaient été le deshonneur de l'Église de France. Mais il restait beaucoup à faire, et le Clergé réclamait encore l'aide du ciel pour s'élever à cette hauteur où il brille aujourd'hui.

Pendant sa Présidence, Louis-Napoléon vit que, pour arriver à son but, il avait besoin du concours du Clergé français; il lui accorda des faveurs et se l'attacha. Un de ses illustres ministres, M. de Falloux, politique habile et fervent catholique, nomma aux siéges vacants, fort nombreux alors, des hommes remarquables par la science, la vertu et le courage. Napoléon parut fort satisfait de ces choix; il ne prévoyait point qu'un jour, sous l'Empire, ces hommes, marqués du sceau de Dieu, combattraient vaillamment sa politique et qu'ils exerceraient une grande influence dans les graves événements qui allaient éclater. A cette époque remonte la nomination de Mgr Dupanloup, de Mgr Pie, de Mgr de Salinis, de Mgr Gerbet et de plusieurs membres célèbres de l'Épiscopat.

Avant d'arriver à l'Empire, Napoléon choisit pour conseillers de savants et saints Prélats. Afin de se rendre les Évêques favorables, il voulait leur confier les prétendus droits de l'Université et

remettre en leurs mains le ministère de l'Enseignement. De plus, il devait encore renoncer aux fameuses *lois organiques*, cause de tant de maux pour l'Église de France. Mais d'insidieux courtisans lui firent entendre qu'il se priverait ainsi d'une arme puissante qui pourrait, au besoin, lui rendre d'immenses services; par une incroyable faiblesse, des évêques consultés ne surent pas alors comprendre la grandeur de leur mission ; il changea de sentiment.

Le Clergé français fut le grand instrument dont Napoléon se servit pour fonder l'Empire ; c'est par l'influence des prêtres qu'il obtint la majorité des suffrages. Le Clergé se trompa et son erreur a été fatale ; mais personne ne peut lui en faire un crime. Dans les années qui suivirent, quel repentir ! mais c'était trop tard. Un illustre évêque, très-attaché à Napoléon, avait puissamment travaillé à le faire élire Empereur, mais quand il vit la guerre acharnée faite en Italie, au nom du Chef de la France, à l'Église et à Pie IX, son désappointement fut immense ; nous savons qu'à son lit de mort, il fut saisi de frayeur ; il pleurait à chaudes larmes d'avoir coopéré à la création du second Empire. Sans doute, il avait été de bonne foi ; mais il avait peur de s'être montré trop facile par amitié, et il redoutait la sentence terrible du juge inexorable des vivants et des morts. Ses amis qui étaient là pour recueillir son dernier souffle, pouvaient à peine le rassurer. Tant alors, à ce moment suprême, disparaissent les illusions de la vie; tant Napoléon III paraissait déjà le grand ennemi de Jésus-Christ et de l'Église [1].

La guerre d'Italie commença de dissiper les vaines espérances du Clergé français. Mais les victoires de Magenta et de Solférino réveillèrent toutes les vieilles idées de gloire et de grandeur ; on ne prévit point les jours néfastes qui allaient se lever pour le Pape et le Saint-Siége.

Toutefois, l'acharnement des Italianissimes et des sectaires

(1) C'est ici un des faits sur lesquels l'auteur aura dû être inexactement renseigné par son correspondant. (*Note de l'Éditeur*.)

contre ce qu'il y a de plus sacré au monde, l'amour passionné de Napoléon III pour l'Unité italienne, les discours insolents de Thouvenel au Corps-Législatif et au Sénat, les notes diplomatiques, la joie bruyante des feuilles les plus impies, la conduite équivoque de La Valette à Rome, et par-dessus tout le barbare massacre de Castelfidardo, vinrent bientôt chasser tous les doutes. Malgré la perte des Romagnes pour le Pape, malgré les approches de la tempête dont le souffle devait balayer tous les trônes italiens, le le Clergé français avait chanté un *Te Deum* pour remercier Dieu des victoires de la France en Italie; mais alors il se souvint qu'avant tout il était catholique. Il eut en horreur l'infâme politique de Napoléon III, et s'attacha plus étroitement au siége de saint Pierre et de l'immortel Pie IX. Partout, dans les Églises, on célébra de solennelles funérailles pour les héros tombés près de Lorette; les Évêques publièrent d'éloquentes Lettres-Pastorales en l'honneur des victimes égorgées à Castelfidardo par la haine satanique de la Révolution et la volonté toute-puissante de l'Empereur; le Clergé français montrait bien qu'il restait entièrement dévoué à la cause du droit et de la justice. Castelfidardo devenait ainsi funeste à la politique impériale.

Le Clergé français aime Pie IX du plus tendre amour. Il aime le Vicaire de Jésus-Christ et les nobles vertus personnelles du doux Pontife persécuté; il l'aime parce qu'il voit les grandes choses que Pie IX a faites dans le monde entier pour la gloire de l'Église catholique; il l'aime, enfin, parce qu'il connaît et qu'il apprécie les grands bienfaits que la France a reçus de sa main auguste; car c'est lui, Pie IX, qui a relevé la foi et les mœurs de cette nation. De plus, le Clergé français sait que Pie IX aime la France; or cela suffit pour rendre plus vive encore l'affection que nourrissent pour le Pape les prêtres et les catholiques français.

Par son inépuisable douceur, Pie IX a détruit les derniers restes du Gallicanisme; il a rétabli dans tous les diocèses la liturgie romaine; il a béni et hautement prôné les œuvres admirables qu'à cette époque de défaillances, la France catholique a fondées en grand nombre. Un si grand bien est venu surtout des rapports

plus fréquents du Clergé français avec Pie IX. Tous les Évêques ont plusieurs fois visité Rome et ses sanctuaires; ils ont prié sur le tombeau du Prince des Apôtres et ils en ont rapporté le courage et les vertus de saint Pierre; tous ont eu plus d'une fois l'honneur de voir Pie IX, ils ont admiré de près ses qualités éminentes, et la parole du Pontife a exercé sur leurs cœurs la plus salutaire influence.

A l'occasion de la fête des Martyrs Japonais, un grand nombre d'Évêques de France se rendirent à Rome. Napoléon ne le voulait pas; et dans une lettre insidieuse que publia l'un de ses ministres, il laissait voir que ce voyage lui déplaîrait. Mais les Évêques ne cédèrent point; l'un deux, après la lecture de cette lettre, dit simplement et noblement « *J'y vais tout de même; qu'on m'arrête.* » Or, à Rome, les prélats français étaient tout joyeux d'entendre les affectueuses paroles de Pie IX; ils l'entouraient, non pas comme des frères en Jésus-Christ, mais comme des enfants entourent leur Père bien-aimé.

Les Évêques n'ont pas été les seuls pèlerins de Rome. Il n'est pas un simple prêtre, en France, qui n'ait senti le besoin de voir Pie IX, il en est qui ont voulu faire plusieurs fois ce voyage béni; pauvres, ils ne craignaient pas, pour l'entreprendre, d'implorer l'aumône du riche. Toujours, vous rencontrerez à Rome le prêtre français; il met une ardeur incroyable à visiter les sanctuaires de la cité sainte. Quand il a vu Pie IX, il est heureux; et le jour de l'audience obtenue est le plus beau de sa vie. L'auguste Pontife traverse-t-il les rues et les places de la ville, le prêtre français est le premier à l'acclamer; joyeux et fier, il l'accompagne aux cris de : Vive le Pape-Roi! La conduite et le langage du Clergé de France sont une continuelle protestation contre la politique napoléonienne.

Lors du centenaire de saint Pierre, on vit à Rome plus de dix mille prêtres français. Presque tous leurs Évêques étaient là; ceux-là seuls étaient absents qui ne pouvaient supporter les fatigues du voyage ou qui étaient impérieusement retenus à leur poste. Jamais on n'avait été le témoin d'un si beau spectacle!

L'action de la Providence éclatait en traits de feu. Et cette foi sublime, cet amour ardent pour Pie IX, le Clergé français a su le faire passer dans le cœur de son peuple.

De fait, jamais en France le sentiment catholique n'a été aussi vif qu'aujourd'hui. Jamais la France ne s'est montrée aussi attachée à la foi de Rome et au Souverain-Pontife. C'est un vrai miracle de la toute-puissance divine. Toutes nos raisons ne parviendraient pas à l'expliquer; il faut voir là le doigt de Dieu.

L'Église s'est trouvée en butte à une des persécutions les plus terribles qu'elle ait endurées durant le cours de dix-neuf siècles. Persécution d'autant plus dangereuse qu'elle se déguise habilement, elle a tous les moyens à son service : les sectes, la révolution, la diplomatie, le prestige du talent, la plus formidable armée du monde; elle cherche à séduire les simples, elle a fait des prosélytes jusque parmi les gens de bien; elle essaie d'abattre le fondement même de l'Église, c'est-à-dire le pontificat romain. Cette persécution donne à une poignée de sectaires italiens l'appui d'un million de baïonnettes; et les scélérats ont jeté dans la misère et la boue le plus beau pays du monde; en quelques années ils ont entassé plus de ruines que n'en firent durant plusieurs siècles les Huns, les Goths et les Vandales. Elle a perverti les mœurs et corrompu la morale; elle a su amener le massacre de Castelfidardo, le bombardement d'Ancône et les infamies sans nom des *Insurgés*.

Pour ouvrir la voie à l'enfer déchaîné contre Rome, on a fondé le *droit nouveau*, un nouveau *droit* international; et l'Eglise a été violemment outragée en Italie, en Espagne, en Autriche. Les amis les plus puissants du trône pontifical ont disparu l'un après l'autre, tous les rois qui refusaient de le combattre, sont tombés; ceux qui restent ont dû promettre de lui devenir hostiles. Les souverains qui règnent encore et qui s'appellent catholiques, sont bien plus ennemis de l'Église que les hétérodoxes; parmi ces derniers, il en est de plus dévoués à Pie IX que ceux qui se disent ses fils. Cette implacable persécution venait de l'homme qui tient dans ses mains les destinées de la France. Q'eût-ce été si les catholiques et le clergé de cette noble nation avaient approuvé

l'hypocrite politique de leur chef? Voilà le miracle de la Providence.

Le Gallicanisme est détruit ; le Clergé français et les Catholiques soutiennent avec un entier dévouement les droits du Pape et du Saint-Siége. Ils opposent une barrière infranchissable à la Révolution qui s'arrête en frémissant. Si Pie IX n'est pas exilé, si les Italianissimes ne souillent pas de leur présence la cité sainte, si l'Église de Jésus-Christ n'est pas redescendue dans les Catacombes, si le sang chrétien ne coule pas de nouveau, ce n'est pas que les Néron et les Domitien, les Cromwell et les Robespierre aient manqué aujourd'hui ; les modernes persécuteurs sont même plus habiles que leurs devancer s ; c'est qu'on ne voit pas trôner au Capitole la Révolution couronnée. Or si elle ne triomphe pas, c'est parce que la France ne le veut point ; et la France s'y oppose, parce que les catholiques et le clergé français forment une puissance telle que Napoléon lui-même se trouve contraint de suspendre l'exécution de ses projets impies. Il faut être aveugle pour ne pas voir là le doigt de Dieu ; il faut être fou pour attribuer à des causes humaines ce prodige vivant de notre époque. Et celui qui, devant ce spectacle sublime, ne sent pas sa foi se ranimer et grandir, est un homme abandonné de la grâce divine.

Avec la pénétration de son esprit, Napoléon III a mesuré la valeur de son adversaire ; et au lieu de heurter de front le sentiment de la France, il l'endort et le trompe avec une merveilleuse habileté. Le prince Napoléon qui a plus ou moins les idées de son auguste cousin, eût été plus prompt à consommer le dernier attentat ; Rome serait déjà aux Italianissimes et l'Église persécutée en France. Mais son règne n'aurait duré qu'un jour ; ce prince eût été chassé du trône infailliblement. Plus adroit, l'Empereur s'appuie sur le Clergé, gravit les degrés de l'Empire, et peu à peu, par les ruses les plus subtiles, il parvient au terme de ses désirs. S'il laisse percer ses desseins, ce n'est pas chez lui faute de ressources ou d'astuce ; mais il est impossible qu'il n'en soit pas ainsi.

Ceux qui ont approché l'Empereur savent qu'il est ennemi du

pouvoir temporel des Papes, et que son désir serait d'installer au Vatican le gouvernement italien ; là-dessus, personne ne peut avoir de doutes. Mais il reconnaît combien l'entreprise est difficile ; et devant les graves obstacles qu'a su lui créer le Clergé de France, il temporise et prépare tout pour un suprême effort.

Grâce à lui, Pie IX n'a plus à compter sur aucun royaume catholique ; et si Napoléon n'a pas encore osé franchir le dernier abîme, c'est qu'il ne l'a pas pu ; mais ce n'est pas chez lui défaut d'intelligence ou faiblesse de volonté. Tout le monde connaît aujourd'hui ses intrigues diplomatiques de dix années ; les discours de Thouvenel, de Billault et de La Valette sont du domaine public. A chaque pas, sans doute, il s'arrête ; il ne peut pas agir autrement ; entre le pas qui précède et celui qui doit suivre, il laisse toujours s'écouler un certain temps, afin de faire oublier le premier et de pouvoir marcher encore. Les Italianissimes qui n'ont pas le génie et l'habileté de Napoléon III, voudraient aller vite. *Indè iræ !* Mais si l'on s'était hâté, l'Italie-une ne serait déjà plus, et l'on ne verrait plus Napoléon assis sur le trône de France. Toutefois, son alliance avec le gouvernement piémontais et le gouvernement autrichien devenu aujourd'hui italianissime, devrait les rassurer. Napoléon est tout entier pour eux ; ils peuvent se fier aux moyens qu'il invente et qu'il emploie avec un talent prodigieux et une prudence plus qu'humaine. Ils n'ont pas compris l'Empereur ; sans quoi, ils l'aimeraient ardemment.

Avant tout, le Clergé français put opposer à Napoléon sa forte unité. Le Clergé de France est compacte. L'Évêque a une grande autorité dans son diocèse ; avec ses admirables séminaires, il forme les jeunes lévites à la science et à la piété, il les habitue à la lutte ; il dispose d'eux à son gré, et toutes les paroisses sont placées sous sa juridiction immédiate. La retraite annuelle où les prêtres vont se retremper dans la vertu, le serment qu'ils font tous, à la fin des exercices, d'obéir à leur Évêque, resserrent encore les liens qui les unissent à lui. Les plus revêches sont contraints de céder.

Les Évêques publient souvent des Lettres-Pastorales. A chaque

empiètement de Napoléon sur les droits de Pie IX et de l'Église, on est sûr de voir paraître aussitôt une protestation indignée; parfois même les attaques prévues sont dévoilées et flétries à l'avance. Sur ce point les Évêques sont unanimes. Ces magnifiques Lettres qui sortent de la plume savante de saints prélats, communiquent à tous les diocèses la vigueur et la vie. Imaginez-vous quatre-vingt-deux Lettres-Pastorales écrites en même temps, lues dans quarante mille paroisses de France à des foules considérables les jours de fête, répandues partout, connues de tout le monde, imprimées par toute la presse catholique et dont s'occupent eux-mêmes les journaux impies, et vous aurez une idée de l'effet produit sur les âmes qui sentent se ranimer leur courage et leur foi. Ces Lettres sont plus redoutables qu'une note diplomatique ou qu'une armée puissante. Napoléon le sait, mais il n'y peut rien. Ce n'est pas en France comme chez nous. Là, pour gouverner, il faut tenir compte de l'opinion publique; si on essayait de la combattre en face, on ne serait pas sûr d'un seul jour de règne.

Lisez les admirables Lettres-Pastorales des Évêques d'Orléans, de Poitiers, de Perpignan, de Nîmes, etc. Ces intrépides champions d'une noble cause ont valeureusement défendu les droits violés du Saint-Siége et de Pie IX; et indirectement, mais avec une étonnante habileté, ils ont flétri la politique napoléonienne; lisez les beaux écrits qu'ils ont, en outre, composés en faveur de Rome. Parcourez les pages éloquentes des autres Évêques et d'illustres catholiques qui ont réfuté toutes les erreurs modernes, démasqué les paroles hypocrites des ministres et de leur chef; et vous verrez la grande influence qu'exerce le Clergé français.

Quand Pie IX lança son fameux *Syllabus*, tous les Prélats de France publièrent leur acte d'adhésion à la parole infaillible du Vatican. Napoléon défendit aux Évêques de le promulguer solennellement; mais ceux-ci s'empressèrent de l'envoyer à tous les Curés et d'en répandre partout des copies. Le *Syllabus* fut connu dans tous les séminaires et étudié par les jeunes Lévites. Quelques

Évêques montèrent en chaire revêtus de leurs habits pontificaux, et, malgré le *veto* gouvernemental, lurent publiquement la condamnation des erreurs modernes. Lorsque Napoléon fit porter un décret d'abus contre une célèbre Lettre-Pastorale de Mgr Pie et qu'il en prohiba la vente, Mgr Pie, du haut de la tribune sacrée et avec une liberté tout apostolique, lut à son peuple enthousiasmé la lettre du Saint-Père qui lui adressait des félicitations.

Les évêques moins courageux, unis à leurs confrères, se gardent bien ainsi de reculer. Et s'il est quelque Prélat napoléonien, il faut qu'il associe sa voix à la voix commune; ou bien il serait mal vu de ses diocésains. Un Évêque, chaud impérialiste, ne put pas rester dans son diocèse; et à Paris, le Gouvernement lui conseilla de montrer plus de prudence. Cet excès de zèle nuisait plus à l'État que l'opposition de ses plus grands adversaires.

En France, le Clergé et les Catholiques sont fermement convaincus de cette importante vérité, que, dans les temps difficiles, il ne faut jamais trembler, mais agir efficacement; la peur, la lâcheté, le respect humain font triompher nos ennemis, tandis que nous nous abaissons devant Dieu et devant les hommes. Le *fatal système de ne point se compromettre* est généralement honni en France; et s'il en était autrement, on pourrait s'écrier: Malheur à la France et à l'Église! Un Évêque, un prêtre, un simple catholique qui, devant l'ennemi, tremble et recule, est indigne de ses hautes fonctions. Aussi, Napoléon III a-t-il pour le Clergé français un grand respect mêlé de crainte; on peut même dire que c'est le Clergé seul qu'il redoute. Son courage sacerdotal et sa noble fermeté le grandissent et le rendent invincible. Quand on a peur, on est vaincu d'avance.

Grâce à cette intrépidité, la France catholique a pu organiser des œuvres admirables pour secourir le Saint-Père dénué de tout. Et d'abord, l'œuvre des Zouaves-Pontificaux; il n'est presque pas un diocèse qui ne paie à ses frais l'entretien de plusieurs de ces soldats. Le denier de Saint-Pierre s'est élevé à un chiffre considérable; et quoique ces offrandes ne plaisent point au Gouvernement, on ne laisse pas de mettre la même ardeur à les ramasser.

Souvent les Evêques prêchent pour cette œuvre; et on les voit mendier eux-mêmes des aumônes pour le Pape. Quand l'invasion des *Insurgés* menaçait la cité sainte, quelques Prélats français ne se contentèrent point de publier d'éloquentes Lettres-Pastorales et d'ordonner des prières publiques: ils réunirent encore de grandes sommes d'argent. Après un sermon l'Evêque de Marseille recueillit dans sa cathédrale cinquante mille francs.

Les Catholiques de France donnent généreusement leur or pour les besoins de l'Église. Sans compter une infinité d'œuvres de tout genre, dont nous ne saurions pas aujourd'hui nous faire une idée, ils ont voulu encore témoigner leur attachement à Pie IX par des sacrifices inouïs.

Ajoutez-y le sacrifice du sang. Dès les premiers périls, une jeunesse d'élite courut à la défense du Saint-Père. Lors de la dernière invasion italianissime, on vit des jeunes gens des premières familles de la noblesse s'arracher pour Pie IX aux douceurs de la maison paternelle, quitter même leurs épouses et, au prix d'incroyables fatigues, faire l'apprentissage du pénible métier des armes. C'était un spectacle ravissant : ils accouraient de tous côtés, ils partaient au milieu des cris d'une multitude en délire qui applaudissait et pleurait devant un si beau dévouement.

Ce n'est donc pas sans raison que Pie IX aime tant la France catholique; il parle d'elle souvent, il se plaît à la nommer lorsque les ambassadeurs français voudraient plutôt qu'il félicitât et qu'il remerciât l'Empereur des services rendus au Saint-Siége. Mais ce n'est pas Napoléon, c'est la France qui a tout fait pour Rome.

Toutefois, rien n'égale le dévouement de la femme catholique pour le Souverain-Pontife. En France, les femmes *libérales*, *soi-disant catholiques*, n'existent pas; ces dames forment une triste exception dont l'Italie seule offre des exemples. La femme catholique en France est tout entière pour Pie IX; elle lui a sacrifié son or et le sang de ses fils. On a vu des mères héroïques accompagner courageusement leurs enfants qui partaient et les exhorter à ne point épargner leur vie pour le salut de l'Église et du Pape.

D'autres sont allées à Rome soigner les plaies sanglantes des blessés; et, sur ce point, la France a fait revivre sous nos yeux les traits admirables des premiers siècles du Christianisme. Oh! que la femme *libérale*, avec son zèle tout sectaire et italianissime, paraît hideuse en face d'un héroïsme si pur! Quelle touchante figure, au contraire, que cette jeune comtesse de Pimodan! Au milieu d'une foule immense et attendrie qui se pressait sous les voûtes de Notre-Dame, elle assistait, tenant dans ses bras un enfant en bas âge, au service solennel qu'on célébrait en l'honneur de son jeune époux le général de Pimodan, tombé sous le fer des lâches assassins de Castelfidardo; et elle disait : « Je suis heureuse dans ma douleur, je suis la femme d'un martyr! » Quelle sublime abnégation dans Mlle de Chevreuse. Son fiancé lui disait qu'il devait aimer avant tout l'Église et Pie IX. Et la noble jeune fille lui répondait de voler au secours du Saint-Père.

Malgré toute son astuce, Napoléon a été vaincu par la France catholique. La France supporta les hontes du Mexique et la mort si triste de Maximilien; mais elle l'a dit plus d'une fois : elle ne tolèrera jamais que Pie IX soit trahi et l'Église de Jésus-Christ abandonnée. Lors de la dernière invasion, l'Empereur le comprit bien. L'agitation de la France et les cris qui retentirent dans sa capitale, le contraignirent de céder; et un peu plus tard Rouher prononçait son fameux *Jamais. Digitus Dei est hic.*

En ces jours encore, la France a présenté à l'admiration du monde un spectacle grandiose que l'histoire enregistrera dans ses fastes les plus brillants et qui formera la plus belle gloire de cette noble et puissante nation.

Les dernières élections du Corps-Législatif furent fort travaillées. Le Clergé et avec lui tous les catholiques ne restèrent point oisifs; pour eux, la question principale n'était pas politique, mais religieuse. La grande majorité du pays voulait des députés franchement catholiques, capables de défendre à tout prix, contre les artifices et la volonté du Gouvernement, les droits du Pape et du Saint-Siége. Toute la presse religieuse fit dans ce but des efforts inouïs. L'*Univers* et l'*Union* surtout se signalèrent par leur ardeur

à soutenir les candidats fidèles aux traditions de la France et au sentiment catholique du monde entier. Afin d'obtenir les suffrages du peuple, un grand nombre de candidats du Gouvernement se virent obligés de donner des promesses catégoriques en faveur de Pie IX, Pontife et Roi. Partout on fut émerveillé de cet élan des catholiques français, vrai type de fermeté et de courage, qui s'unissaient pour le triomphe du droit et de la justice. Jamais on n'avait vu chez un peuple tant de noblesse et de dignité. Et la France triompha. Plus de cent trente candidats sincèrement catholiques furent élus ; la nation protestait ainsi contre une odieuse politique de dix années et montrait qu'elle voulait énergiquement soutenir la cause de la foi et de l'honneur. Quand on sait les difficultés presque insurmontables qu'il fallut vaincre, une pareille victoire paraît inouie. Napoléon fut battu, et la France a le droit d'enregistrer ce triomphe parmi les plus belles gloires de son passé ; aujourd'hui encore elle mérite le titre de grande nation et de fille aînée de l'Église.

Les Catholiques sont parfaitement persuadés que, dans les jours de lutte, il faut joindre l'action à la prière ; avec la prière seule, le chrétien n'accomplit pas son devoir. Suivant la belle réflexion du célèbre comte de Maistre, chacun doit concourir, dans la mesure de ses forces, au triomphe des vrais principes de la foi et de la justice ; on ne doit pas ensevelir le talent qu'on a reçu, mais le faire fructifier selon le sens de la parabole de l'Évangile. Le respect humain, la crainte, la pusillanimité ou tout autre intérêt terrestre sont indignes d'un chrétien, tandis que les ennemis de Dieu mettent tout en œuvre pour précipiter les nations dans la boue, tandis qu'ils font le sacrifice de leur or et de leur sang pour anéantir, si c'était possible, la foi des peuples, tandis qu'ils s'unissent et qu'ils serrent leurs rangs, est-ce que les catholiques seront seuls à trembler ? et par leur triste lâcheté laisseront-ils le champ libre à l'ennemi ? — Ils prieront ? Mais la prière sans la lutte et le sacrifice n'obtiendra jamais les faveurs du ciel. Que dirait-on du soldat qui, par crainte de perdre la vie, fuirait le champ de bataille et se retirerait à l'écart pour prier ?

Serait-il vainqueur, par hasard? La prière fera des miracles, si à la prière on joint le zèle et l'action ; elle nous donnera la victoire, mais il faut combattre.

Jamais, en dix-neuf siècles, la France n'a donné de telles preuves de foi et d'attachement à l'Église de Jésus-Christ ; jamais elle ne s'est montrée aussi fervente catholique. Le Jansénisme et le Gallicanisme qui énervaient sa force sont irrémédiablement tombés. Admirons la Providence qui a su opérer tant de merveilles! Que serait-il advenu de nous et de l'Église, si Napoléon III, avec sa profonde malice et sa puissance extraordinaire, avait trouvé les Catholiques et le Clergé de sa nation désunis, faibles et lâches? On eût vu le Gouvernement italien s'installer au Capitole. Nous savons bien que l'Église ne peut pas périr ; elle triomphera toujours, et s'il faut un miracle, Dieu le fera. Mais il se sert d'instruments humains ; et si les instruments qu'il choisit, se prêtent à ses vues, il se plaît à les glorifier devant le ciel et la terre. Il les associe aux plus belles œuvres de sa toute-puissance. La France a déjà été glorifiée ; elle inspire la crainte et le respect à ses ennemis, à l'Europe, au très-redoutable Empereur Napoléon III, qui se trouve arrêté dans l'accomplissement de ses projets les plus pervers.

Cette gloire, on la doit au Clergé uni et compacte, à la fermeté des Évêques, à la salutaire influence des Ordres religieux, qui se multiplient sur tous les points de la France, aux séminaires, aux colléges chrétiens, à l'éducation vraiment religieuse des filles, à l'élan sublime de la femme catholique, aux établissements nombreux de charité et de bienfaisance, au généreux sacrifice de l'or et du sang, à toute la presse religieuse qui, instruite et influente, ne recule jamais devant le péril ; on la doit enfin au zèle efficace de tous les Catholiques.

Imitons, nous aussi, de si nobles exemples. Nous aussi, nous avons la foi et le cœur des chrétiens, nous aussi nous sommes sur la brèche ; c'est du reste le moment de montrer notre courage et notre fermeté. Serrons-nous étroitement contre les ennemis qui nous entourent de toutes parts. Qu'il n'y ait pas de lâches parmi nous, Dieu nous aidera.

Le Clergé français n'a point reculé devant son adversaire ; il l'a attaqué de front et il l'a vaincu. C'est ce beau courage qui a sauvé l'Église de Jésus-Christ. Quand Rome a publié des décrets, il ne les a pas interprétés dans un sens favorable à la pusillanimité et à la peur ; mais il a obéi aveuglément, et c'est de là que sont venues sa puissance et sa grandeur. Il a sauvé l'honneur de la France, devenue sous la main redoutable de son souverain, l'instrument d'une ambition démesurée et l'auxiliaire le plus puissant de la Révolution.

Le Clergé et les Catholiques de France ont aussi sauvé l'Europe du triomphe suprême des sectaires, ils ont été le boulevard du droit et de la justice. Ils n'ont pas craint, eux, de *se compromettre;* et leur invincible fermeté a pu enchaîner les mains de cet homme fatal qui a séduit le monde. Gloire immortelle à ces nobles prêtres, à ces vaillants catholiques qui n'ont pas trahi leur mission et leur foi !

L'*Ape Iblea*, la plus humble des feuilles religieuses de l'Italie, est heureuse d'envoyer, du fond des plages les plus lointaines de l'Europe, l'expression de son enthousiasme et de son amour aux Catholiques de France. Si ces pages, toutes brûlantes encore de l'affection qui les inspira, tombent jamais sous leurs mains, qu'ils sachent que leurs vertus et leur indomptable courage nous ont soutenu, en ces jours néfastes, dans nos combats contre les ennemis de Dieu et de la société. Nous sommes entrés tard dans la lutte, mais leur exemple nous fortifie. Si nous n'avons pas fui devant nos adversaires, si nous avons méprisé la honteuse doctrine de ceux qui ont peur de *se compromettre*, si nous avons supporté en silence les persécutions des méchants et l'inqualifiable faiblesse des bons, — car pour ceux-ci nous étions fous de nous *jeter* à corps perdu, sans armes et sans moyens humains, sur un champ de bataille où de plus forts que nous avaient déjà succombé, — si, après les plus rudes épreuves, après des perquisitions odieuses, après la prison, les outrages et l'abandon si amer des honnêtes gens, nous sommes restés à notre poste, nous le devons d'abord à l'aide de Dieu et aux magnifiques exemples de Pie IX, qui ne

tremble point devant ses persécuteurs ; mais nous le devons aussi aux catholiques et au Clergé de France. Leur intrépidité a exalté notre ardeur, elle nous a donné la victoire ; et ce triomphe, nous osons le dire, remporté sur nos ennemis qui ont peur et sont terrifiés de notre vaillance, est une gloire pour notre pays.

C'est notre conviction profonde : en ces jours de lutte, celui qui a lâchement peur, est perdu. Celui qui résiste, triomphe, il sauve l'honneur de l'Église et de la patrie.

NAPOLÉON III ET LA RÉVOLUTION

(Ape Ibica, 20 et 21 novembre 1869, 2e année, nos 225 et 226)

Nous avons considéré la politique de Napoléon III à l'égard des principales nations, et nous avons reconnu partout sa grande influence. Il semble que c'est un rêve, et pourtant c'est un fait. Napoléon s'est plus occupé de gouverner l'Europe que de diriger les destinées de la France. Mais de quels moyens s'est-il servi pour jeter partout le désordre et modifier si profondément la politique européenne? Comment a-t-il réussi, en quelques jours, à produire des changements si considérables qui dépassent tout ce que les autres et les plus rusés diplomates ont jamais pu faire? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

Napoléon III est arrivé à une époque favorable à ses projets. Parmi les Princes régnants il trouva peu d'adversaires; les uns étaient faibles, les autres devinrent ses complices. Dès sa jeunesse, il embrassa les principes de la Révolution; et il voulut se servir d'elle pour arriver à son but. Jeune encore, il s'enrôla dans les sociétés secrètes, et bientôt on le vit dans les Romagnes participer à une insurrection contre Grégoire XVI. Plus tard, son ambition se porta plus haut; mais tandis qu'il essayait de renverser en

France la dynastie des d'Orléans, il réussissait à grand peine à sauver sa vie. Il fut interné à Ham, et dans sa prison il eut tout le loisir de bien combiner ses desseins.

Il s'aperçut qu'il n'était pas possible, à l'aide des armes, de saper tous les trônes et de se constituer l'arbitre de l'Europe. Mais la Secte était maîtresse dans l'art de conspirer, et elle désirait ardemment une revanche de la terrible défaite essuyée en 1848. De plus, le droit public s'exerçait d'après les bases des traités de 1815, et la France, qui se croyait humiliée dans son orgueil national, détestait ces traités; Napoléon surtout les avait en horreur, car sa dynastie était condamnée à l'ostracisme. Il vit donc qu'il n'y avait pas de plus sûr moyen pour réaliser ses espérances que de fortifier la Révolution et de la déchaîner contre toutes les nations de l'Europe. Le congrès de 1815 avait eu pour but de la réprimer; la Révolution devait briser ce pacte des puissances. Tel fut le plan révolutionnaire conçu par Napoléon III.

La Révolution le fit entrer en France en 1848; il se montra ensuite conservateur pour mieux assurer le triomphe de sa protectrice.

Napoléon a toujours été un vrai révolutionnaire dans les principes et dans les actes. Si l'on veut connaître ses sentiments, il n'y a qu'à lire sa *Vie de César*. Là se révèlent toutes ses idées, toutes ses tendances, toute sa politique. D'après lui, la conjuration de Catilina ne fut qu'une réaction nécessaire contre les abus des patriciens. Catilina, sorte de Mazzini ou de Garibaldi romain, n'est pas ce traître dont l'histoire antique nous a transmis l'ignoble portrait; Catilina fut un grand homme et sa conjuration une fatale nécessité. Catilina fut plus grand politique que grand guerrier; il devait renverser la République pour la sauver, puis éviter, en prenant le titre de souverain, de froisser les aspirations des partisans de la République. D'après la conception napoléonienne, Catilina devait être un empereur républicain ou plutôt un césar révolutionnaire.

Dans cette *Vie de César,* Napoléon fait l'apologie du *fait accompli* et du *droit de nationalité.* On y trouve l'ébauche du principe de

la *non-intervention*. La légitimité, le droit n'y sont pas même indiqués. En religion, il se montre fataliste, ne paraissant pas croire à la Providence. Du reste, tous ses actes sont le commentaire éclatant de son livre; et certains passages obscurs de la *Vie de Césur*, après ce qu'il a fait en Europe, s'illuminent d'étranges clartés.

Il s'empressa de protéger la révolution italienne; pour elle, il sacrifia cinquante mille Français, il trompa et trahit le sentiment national, il devint le grand ennemi du Saint-Siége. Cavour put impunément tout entreprendre; car, durant dix longues années, un million de baïonnettes françaises furent constamment au service de la Révolution. En effet, la Révolution eut-elle jamais d'autre appui? Son unique soutien fut toujours Napoléon III. Aussi Napoléon fit-il admettre les principes révolutionnaires comme le droit public de l'Europe.

La reconnaissance du royaume d'Italie légitimait la Révolution; il sut amener les souverains de la Prusse et de la Russie à le reconnaître. L'Autriche était l'ennemie de la Révolution; il fit la guerre à l'Autriche et la combattit sans relâche, tant que cette puissance n'adopta pas une politique révolutionnaire. Bismark parut comme l'instrument le plus capable d'écraser l'Autriche; Napoléon favorisa la Prusse. Cavour et Bismark devinrent ainsi les agents les plus actifs de la politique napoléonienne.

La Russie aurait pu comme en 1848 déconcerter les plans révolutionnaires; car la Russie, où règne le plus odieux despotisme, n'aime pas la Révolution, et, de plus, elle avait à craindre pour la Pologne. Napoléon songe à tout; et la guerre de Crimée qui humilia l'empereur Nicolas et l'affaiblit, laissa libre carrière aux entreprises napoléoniennes. Le but principal de cette guerre était, en effet, de dégager la Révolution de toute entrave par la défaite de son plus puissant ennemi. Il n'y avait rien à craindre de l'Angleterre. Palmerston était révolutionnaire; grand ami de Napoléon III, tous deux sectaires acharnés, tous deux associés d'idées et de sentiments.

La Révolution devait donc nécessairement triompher; elle

triompha. Les traités de 1815 furent déchirés; on adopta une politique qui ne laisse force de droit à aucune convention. Le lendemain de la Confédération jurée à Zurich, Napoléon fonde avec Cavour l'Unité italienne; et après avoir admis la nécessité du *pouvoir temporel*, il ravit au Pape les Romagnes et lui fait enlever les Marches et l'Ombrie.

Après les empereurs d'Autriche et de Russie, la Révolution n'avait pas de plus redoutables ennemis que les Bourbons. Aussi, voyez : ils ne règnent plus ni en Italie, ni en Espagne. Et les journaux révolutionnaires d'applaudir, tandis que les feuilles catholiques et conservatrices la combattent courageusement. Napoléon III n'a eu que des ministres imbus d'idées révolutionnaires; il appuya son droit au trône sur les principes de 89, sur le suffrage populaire, sur le droit nouveau qu'il créa au Congrès de 1856, et que, dans ces dernières années, il a mis en pratique.

Il est vrai, les autres souverains de l'Europe ont eu parfois recours à des moyens révolutionnaires pour seconder leurs ambitions; mais, du moins, ils l'ont fait secrètement, et ils essayaient de cacher autant que possible leurs sinistres projets. Napoléon III osa le premier, par la bouche de son ministre Billault, déclarer à la France et à toute l'Europe que « sa mission était de propager, de défendre et de modérer la Révolution. » Il se proclama donc lui-même officiellement révolutionnaire, et il assura qu'il devait *propager* partout la Révolution, rendre révolutionnaire l'Europe et par conséquent la diplomatie. Ses instruments, Palmerston, Cavour, Bismark et Beust, étaient des révolutionnaires. Si Napoléon ajouta qu'il était chargé de *modérer* la Révolution, cela voulait dire qu'il devait lui servir de guide pour la rendre puissante, pour l'empêcher de tomber dans des excès, et lui assurer une stabilité constante. Que s'il ne la réglait pas, elle serait faible, ou bien vite elle se retournerait contre lui. Qu'un frein était nécessaire, et que ce frein c'était le second Empire et son million de soldats qui soutenaient au dehors la Révolution et la réprimaient au dedans; c'est-à-dire qu'elle était traitée en France par un despote, et, dans l'Europe entière par un italianissime et un

garibaldien, autant que peut l'être un empereur français. C'est ainsi qu'il faut expliquer les paroles de Billault.

La Révolution est satanique de sa nature. De Maistre, ce grand homme d'État, l'a parfaitement dit. Comment donc faudra-t-il appeler le prince qui lui donne le puissant appui de ses armes, de son talent, de sa diplomatie ? L'histoire nous fait voir en traits sanglants ce qu'a été la Révolution. Les scènes hideuses de 93 en France, les événements actuels de l'Italie et de l'Espagne nous montrent clairement qu'elle est le plus terrible des fléaux de Dieu, bien plus terrible encore que la famine, la peste. et la guerre ; elle se compose de tout ce que la malice des hommes et de l'enfer peut inventer de plus férocement cruel.

Voyez ce qu'a fait la Révolution depuis 1860 jusqu'à nos jours. Parcourez toute l'Italie. Pour le triomphe de la Révolution, plus de deux cent mille Italiens, Allemands et Français sont morts à Magenta, à Solférino, en Sicile, près du Volturne, à Gaëte, à Castelfidardo, à Ancône, à Custozza, à Mentana. Quatorze villes ont été brûlées dans le royaume de Naples, parce qu'elles refusaient « d'être affranchies de leur tyran. » Cialdini, Finelli et Funel, vrais cannibales du dix-neuvième siècle, disaient aux Napolitains qui s'insurgeaient : « si vous n'acceptez pas notre liberté, nous vous égorgeons. » Et ces sauvages bourreaux les égorgeaient. Gaëte et Ancône furent bombardées après leur capitulation. Voilà l'œuvre napoléonienne.

Rappelez-vous les malheurs de tant de milliers de familles, les larmes de la plus amère désolation, les flots de sang versé, la misère toujours croissant, l'honneur trahi, les lois violées, le blasphème glorifié, les méchants honorés, les bons opprimés, l'Église persécutée, plus de quatre-vingts Évêques jetés en exil ou dans les fers. Ajoutez-y les églises profanées, les Ordres religieux dispersés, les Vierges du Seigneur insultées, la vertu bafouée, le vice triomphant. C'est la Révolution exaltée, et c'est là l'œuvre de Napoléon !

Ajoutez-y les hontes d'un Parlement unique au monde par son cynisme, son impiété révoltante et les partis qui le déchirent ; on

dirait plutôt un antre de bêtes sauvages ou un asile de forcenés, qu'une assemblée de sages chargés de l'administration publique. Ajoutez-y des ministres sans vertu et sans conscience, mais tous ardents à déshonorer l'Italie, à la couvrir de ruines et d'impiété. L'un d'eux ose vous dire « qu'on ne gouverne pas avec la vérité » ; un autre affirme que « ravager un État voisin et le trahir est un *moyen moral* » ; un autre « que Monti et Tognetti ont bien mérité de la patrie. » Ce sont là les fruits de la Révolution et de la politique de Napoléon III !

Ajoutez-y enfin la dilapidation des deniers publics, l'instruction immorale et impie, et par-dessus tout, la persécution acharnée contre le Vicaire de Dieu, l'immortel Pie IX, contre Jésus-Christ lui-même insulté dans ses dogmes, ses sacrements, ses rites sacrés, sa morale, son Évangile ! Tristes fruits de la Révolution et de la politique napoléonienne !

Parcourez l'Espagne désolée, avilie, inondée de sang. Dans ce malheureux pays, la Révolution a tout fait avec l'aide de celui qui voulait renverser la dynastie des Bourbons et implanter le *droit nouveau*, c'est-à-dire le prétendu droit de l'homme contre Dieu, contre la société, contre l'humanité elle-même.

Parcourez l'Allemagne ; comptez, si vous le pouvez, les soldats qui ont péri dans la dernière guerre, surtout à Sadowa. Eh bien! tant de sang a coulé pour abattre l'Autriche et agrandir l'Italie révolutionnaire, c'est-à-dire pour rendre la Révolution puissante. Et c'est Napoléon III qui l'a voulu !

Voici l'Autriche, devenue *Italianissime ;* qui se retourne contre l'Église et qui foule aux pieds ses nobles et antiques traditions ; la voici mettant sa main dans la main de ses plus redoutables ennemis ; après avoir perdu la suprématie en Allemagne, elle est déjà sur le bord de l'abîme. Faible, environnée d'ennemis puissants, menacée au dedans et au dehors, elle n'inspire plus ni la crainte, ni le respect, ni l'affection ; son avenir est incertain. Et c'est là l'œuvre de la Révolution, c'est-à-dire de Napoléon III.

Et maintenant, réunissez par la pensée tous les flots de sang répandu depuis la guerre de Crimée jusqu'aux jours néfastes de

septembre à Turin, pour la translation de la Capitale, jusqu'aux journées plus tristes encore d'un autre *septembre* à Palerme, pour la soi-disant république; ajoutez-y les massacres de Cadorna à Palerme et dans la Haute-Italie. Quel poids terrible de maux et de ruines accumulés par la Révolution et la politique napoléonienne!

Voyez l'Europe entière pleine d'incertitude, inquiète, agitée. Les sectaires lèvent partout la tête et disposent de tout. La France est menacée, comme l'Espagne, de la guerre civile. Et la Révolution se montre partout fière et menaçante.

Mais il y a un Dieu en Israël! Si la Révolution devait encore marcher de progrès en progrès, il faudrait croire que la fin du monde n'est pas loin et que la société va périr. Mais Dieu nous donne des indices certains de sa prochaine intervention. Afin de nous mieux montrer son souverain domaine sur toute chose, il se sert souvent, pour l'accomplissement de ses desseins, des instruments qui semblent les plus revêches. Qu'y a-t-il en soi de plus incapable à rétablir l'ordre que la Révolution? Et cependant Dieu se sert d'elle quelquefois pour redresser et purifier une société corrompue; sous sa main, les excès même de la Révolution préparent dans l'avenir les jours de la justice.

En France, la Révolution se suicida par ses violences; les révolutionnaires se firent la guerre entre eux. Et Napoléon Ier trouva le terrain prêt pour régner sur tout le monde.

Aujourd'hui, la Révolution se retourne contre celui qui l'a rendue si grande; mais en le menaçant, elle se menace elle-même, et certainement elle tombera dès qu'elle n'aura plus son impérial protecteur. La Révolution poussa sur le trône Napoléon III; par elle il acquit une puissance considérable. Mais, à son tour, il la rendit l'arbitre des destinées du monde. Or maintenant elle ne veut plus de frein, et ne s'aperçoit pas qu'elle va perdre son ami le plus sûr et le plus fort. La Révolution sera ainsi, dans les mains de Dieu, l'instrument qui abattra le colosse napoléonien; puis elle croulera à son tour. Car elle n'aura plus de guide; elle n'aura plus pour elle la diplomatie, ni surtout une formidable armée qui fut à son service pendant dix ans; enfin elle n'aura plus la

gloire d'être soutenue par la plus grande nation du monde. Elle finira donc avec l'Empereur.

Les révolutionnaires ne le savent pas, ils ne le prévoient même pas de loin ; et cet inqualifiable aveuglement est l'annonce de leur prochaine défaite. En conspirant contre Napoléon, ils ne savent pas qu'ils conspirent contre eux-mêmes ; que chaque coup qu'ils lui portent les affaiblit, et que, s'ils ont vécu par lui, ils mourront avec lui. Impuissants à l'abattre, ils triomphent ; assez forts pour le terrasser, ils sont perdus. Voilà les signes de la divine Providence, dont les voies sont aussi éloignées des voies humaines que le ciel de la terre. Les catholiques n'ont rien de mieux à faire que de se serrer étroitement contre la chaire de Saint-Pierre et d'attendre le salut du Dieu vivant dans la personne de son Vicaire : il parlera dans le Concile, il agira par le bras de ses ennemis. Attendons en paix l'intervention divine : qui pourrait l'empêcher? Dieu seul règne sur le monde, il est l'arbitre des événements de la terre.

LE COLOSSE NAPOLÉONIEN

(Ape Iblea, 26, 27, 28, 29, 30 janvier 1870, 2e année, nos 30, 31, 33, 33, 34)

I

SA PUISSANCE

Nous avons, avec l'aide de Dieu, considéré sous tous les points de vue la politique de Napoléon III. Il ne nous reste plus qu'à jeter sur elle un coup-d'œil d'ensemble pour contempler d'un seul regard le colosse napoléonien, chargé, comme un instru-

ment terrible de la colère de Dieu, de purifier l'Église et la Société, de châtier les nations prévaricatrices, de nous faire assister au spectacle grandiose de la barque de Pierre triomphant de toutes les tempêtes. Ce colosse va crouler. Nous voulons encore une fois l'examiner à loisir : car avec lui s'explique tout ce que nous avons vu d'étrange et d'incroyable pendant dix ans; nous devinerons aussi, facilement, ce qui arrivera le jour où il ne sera plus.

Il est certain que Napoléon III a été un homme supérieur, extraordinaire, doué d'un merveilleux talent. Quel prince a jamais pu faire, en si peu de temps, ce que lui a su obtenir? Changer la face de l'Europe, détruire les derniers vestiges du droit antique, créer et établir un droit nouveau que toutes les nations ont subi; former une nouvelle diplomatie pour renverser les trônes et en fonder d'autres; et cela, en quelques jours, sans avoir l'air d'y toucher; voir tous les rois favorables à ses desseins; dicter des lois à l'Europe dont il s'est fait l'arbitre suprême; gouverner pendant vingt ans d'une main ferme et virile la nation la plus mobile et la plus capricieuse du monde; voilà tout ce qu'a su faire Napoléon. Qui aurait seulement pu avoir la pensée de si grandes choses? Et il n'a pas été obligé d'être continuellement en guerre, comme son oncle; il est arrivé à ces immenses résultats par l'ascendant moral et les principes de la Révolution, puissance si difficile à guider. Voilà le grand prodige!

Napoléon a parfaitement connu son temps et l'état de l'Europe. Il a su diviser les nations. Il eut l'air de s'appuyer tantôt sur l'une et tantôt sur l'autre; et par là il réussit à les déplacer pour ainsi dire de leurs bases dont l'antique solidité défiait l'avenir; grâce à ses efforts, elles se fixèrent sur de nouveaux principes comme sur un nouveau fondement. L'Italie, centre du catholicisme et pays éminemment catholique, est devenue le foyer de toutes les passions; le Gouvernement s'est fait le persécuteur acharné de l'Église et de la Papauté. L'Espagne, monarchique et essentiellement catholique, est devenue républicaine; elle est à la remorque d'un gouvernement immoral et athée. L'Autriche,

naturellement conservatrice par tradition et par intérêt, est devenue révolutionnaire et l'ennemie de l'Église. Et tout cela, Napoléon l'a réalisé en un rien de temps. Quelle puissance !

Un célèbre diplomate, M. Thiers, dit un jour : Le Gouvernement de Napoléon « *n'a plus une seule faute à commettre ;* » il les a commises toutes. Nous acceptons cette profonde sentence du brillant orateur. Nous ferons seulement observer que ce jugement serait exact, si M. Thiers avait ici en vue le droit, la justice et la morale violés ; mais si l'on prend ces paroles dans leur sens le plus naturel, c'est-à-dire si l'on regarde le but que se proposa Napoléon et les moyens qu'il employa pour l'atteindre, M. Thiers se trompe. Oui, Napoléon a obtenu presque tout ce qu'il a voulu; et les moyens dont il s'est servi ne pouvaient pas être plus efficaces. S'il a échoué dans certains points et s'il n'a pas assuré l'avenir de sa dynastie, c'est qu'au-dessus des hommes il est un Dieu qui intervient. Pendant vingt ans il a régné sur la France et même sur l'Europe. Du reste, pour mieux apprécier la puissance napoléonienne, jetons un rapide coup-d'œil sur ses actes passés.

Napoléon III voulait abattre le grand despote de la Russie ; car l'Empereur Nicolas, puissant ennemi de la Révolution, aurait pu, aidé de l'Autriche, déjouer tous ses plans. Et Napoléon l'a abattu. La guerre de Crimée et la chute de Sébastopol le prouvent clairement. Après la victoire, il voulait s'allier avec la Russie; du moins, il désirait que la Russie ne vint pas traverser ses projets. Et Napoléon l'obtint. A la grande stupeur de l'Europe, on le vit mettre sa main dans la main du nouveau czar Alexandre, comme si depuis longtemps ils avaient été unis d'amitié. Alors que le grand colosse du Nord gisait à terre, et que les principales forteresses du vaste empire jonchaient le sol de leurs débris, alors que l'armée russe avait été décimée et la flotte brûlée, en un mot, après une défaite humiliante, Alexandre semble n'avoir reçu de Napoléon que des services et des honneurs : il se montre plein de déférence pour sa politique ; il se garde bien surtout de la combattre, ce qu'il aurait pu faire aisément par une alliance, avec l'Autriche et la Prusse. N'est-ce pas là un prodige ? Au congrès

de Paris, lorsque Cavour dévoila ses combinaisons futures, n'obtint-il pas sans peine l'approbation de l'autocrate de toutes les Russies? Mais ne vous étonnez pas, Cavour était l'allié de l'Empereur des Français qui le soutint.

Il était naturel que l'Autriche, par intérêt et par reconnaissance, se liât avec la Russie et lui apportât le concours de ses armes durant la guerre de Crimée, puis, qu'attaquée à son tour, elle reçût de son alliée aide et soutien. Qui aurait pu l'empêcher? Et cependant, il n'en fut rien. L'Autriche resta neutre dans cette lutte, et assaillie plus tard, elle trouva la Russie soufflant dans la tempête qui s'amoncelait contre elle. L'antique alliance était rompue comme par un simple coup de main de Napoléon III!

Il aspirait à fonder l'Unité italienne sur les ruines des principautés de la Péninsule, y compris celle de Pie IX. Quelle entreprise! Qui aurait osé le tenter? Eh bien! Napoléon III réussit presque en un clin d'œil. Les Princes disparurent, et Pie IX perdit presque tous ses États. Au lendemain du traité de Zurich, la Confédération jurée s'évanouit; et l'Unité italienne se forme sous le sceptre de Victor-Emmanuel. Il fallait cependant fouler aux pieds les sentiments de la France, dédaigner l'opinion des catholiques du monde entier par l'abolition du pouvoir temporel. Et l'unité se fait! Pendant plusieurs années, on parvint à tromper les craintes les plus vives du Clergé et de la grande majorité des Français; on sut, en temps opportun, avancer; reculer et feindre avec une habileté devant laquelle pâlissent toutes les ruses des Machiavel et des Cromwell. Et l'on réussit.

L'Autriche pouvait empêcher l'Unité italienne; elle ne le fit pas. A la moindre alarme, les fameux principes, créés par Napoléon III, se dressaient aussitôt comme pour protester; et quand l'un ne suffisait plus on recourait à un autre. La France s'engageait à maintenir la Confédération; mais si, par son intervention morale, la France violait la foi jurée, l'Autriche n'avait pas le droit d'intervenir, ou plutôt, il était permis d'intervenir pour déchirer le traité conclu, mais non pas pour le faire observer. Cette politique d'un nouveau genre, inconnue de l'antiquité

elle-même, s'implanta partout; et non-seulement l'Europe laissa faire, mais encore elle ne trouva point ce système étrange. Plus tard, quand on voudra caractériser cette politique odieuse, il n'y aura qu'un mot pour la flétrir; on dira : la politique *napoléonienne*. Napoléon l'imposa à l'Europe; et l'Europe l'a légitimée en reconnaissant le nouveau royaume d'Italie.

La Prusse semblait encore respecter les convenances. Mais Napoléon fit comprendre à Guillaume qu'il pourrait tenter en Allemagne le jeu de l'Italie; et aussitôt, comme par enchantement, tous les scrupules du *vieux roi* se dissipèrent. Le nouveau moraliste chargea Bismark de les calmer; et puis l'on se mit au travail pour écraser l'Autriche et former l'Empire germanique sous le sceptre du roi Guillaume. Ce double but fut atteint. L'Autriche tombait à Sadowa ; le vainqueur céda le quadrilatère à l'Italie vaincue; et l'Empire allemand s'éleva, grâce à l'influente volonté de Napoléon que tous les cabinets de l'Europe saluèrent alors comme le véritable arbitre des trônes et des empires. Sauf la cession des provinces rhénanes que Bismark, plus habile et plus puissant que Cavour, sut refuser, tout réussit au gré de Napoléon. Qui donc aurait été capable, je ne dis pas d'exécuter, mais seulement de former de tels desseins? Personne, excepté Napoléon III! Et sans déclarer la guerre, après une entrevue avec Bismark, il obtient tout; il rompt l'alliance déjà faite, au prix de tant d'efforts, entre l'Autriche et la Prusse.

Ce n'est pas tout encore. L'Autriche avait été humiliée et foulée aux pieds; elle avait vu son existence menacée par la France et l'Italie, elle était éminemment conservatrice. Eh bien! Napoléon n'a qu'à vouloir, et l'Autriche se lie d'amitié avec ses ennemis; elle devient révolutionnaire, elle combat l'Église de Jésus-Christ, délaisse Pie IX, déchire les concordats, se rapproche de ses adversaires à l'heure même où la Prusse et la Russie, indignées de cette politique infâme, font trembler son trône; alors encore où ni la France, ni l'Italie ne peuvent ou ne veulent pas la secourir et où la majorité des conservateurs et des catholiques rougissent de voir l'Empereur Apostolique s'avilir dans de pareilles hontes. C'est incroyable. Mais Napoléon le voulut et il réussit.

Restait l'Espagne. Un beau jour, le despote français songea de renverser les Bourbons de cette infortunée péninsule et de fonder l'Unité ibérique sur le modèle de l'Unité italienne et germanique. La reine Isabelle était aimée; la nation était presque toute éminemment catholique, l'entreprise paraissait fort difficile; mais Napoléon le voulut, et l'Europe laissa faire. Isabelle disparut; et le royaume ibérique, si Dieu prête encore un peu de vie à Napoléon, se constituera sous le sceptre du roi de Portugal ou de quelque autre prince infecté de libéralisme. Don Carlos avait des chances d'être nommé bientôt roi d'Espagne à Madrid : tout le favorisait et le pays couvert de sang et de ruines, en proie depuis plus d'un an à une agonie mortelle, l'aurait acclamé comme un libérateur. Mais Napoléon, quoique frappé physiquement et moralement par ce Dieu qui se sert de lui pour ses desseins, s'y opposa; et le trop confiant Don Carlos, qui s'était avancé imprudemment, a été contraint de reculer.

Deux fois seulement Napoléon a paru échouer. Dans la guerre du Mexique, il compta trop sur l'appui de l'Angleterre qui l'abandonna et il ne parvint pas à bien apprécier la puissance des États-Unis. L'ambition de dominer même le nouveau monde l'aveugla, et il fut humilié; toutefois il sut avec tant de finesse tromper le sentiment national outragé, qu'après une agitation de quelques jours sur la mort tragique de Maximilien qu'il avait trahi, on ne parla plus de rien. Un pareil échec eût facilement, en France, précipité du trône un autre souverain, mais non pas Napoléon III. Bien plus, après ce cruel événement, il réunissait à Paris tous les souverains du monde empressés de faire leur cour au grand colosse. Seul, il avait réussi à les faire venir comme les vassaux et les sujets de sa puissance qui dictait alors des lois au monde entier. L'insuccès du Mexique s'éclipsa sous tant de gloire. D'ailleurs, quel homme peut tout prévoir et ne jamais trouver d'obstacles à ses combinaisons?

La question Romaine fut le second embarras, plus redoutable encore, de sa politique. Mais qui aurait été plus habile que Napoléon au milieu des horribles difficultés de cette entreprise? La

question Romaine tourna contre lui la France catholique vivement irritée. Toutefois le Pape est resté pendant dix ans confiné sur un lambeau de territoire. L'Espagne et l'Autriche, qui pouvaient et qui devaient le secourir, grâce aux efforts de l'Empereur l'abandonnèrent; Pie IX vécut de l'aumône des fidèles. En 1867, tout avait été merveilleusement combiné pour lui porter le dernier coup; si Napoléon échoua, on ne peut certes accuser ni sa ruse, ni son talent. Qui peut lutter contre Dieu? Mais tout ce qui était possible à l'esprit humain, réussit bien au-delà des prévisions et des calculs des sectaires du monde entier. Quoique décidés à commettre le sacrilége attentat, ils n'auraient su rien faire, eux, de ce qu'a fait Napoléon; bien plus, il leur eût suffi de quelques jours pour détruire l'œuvre de plusieurs années, et une œuvre parfaitement conduite.

Sans doute, la Révolution se retourne aujourd'hui contre l'Empereur. Mais il faut l'attribuer uniquement à l'intervention divine et aussi à la nature même de la Révolution : elle finit toujours par terrasser celui qui la rendit puissante et dont elle ne veut pas supporter le frein. Si l'on considère quels furent les desseins et la politique de Napoléon III, on ne peut pas dire qu'il se soit trompé; il a commis à peine quelque légère erreur. Rien n'égala l'efficacité des moyens dont il s'est servi; car en très-peu de temps, il a réussi au gré de ses désirs; il a changé les destinées du monde, modifié la géographie de l'Europe, établi partout le règne de la Révolution. Ce qu'il voulait, il l'a obtenu!

II

SON GÉNIE

Napoléon III est le vrai génie de la Révolution. Une volonté opiniâtre que rien n'ébranle, l'art de cacher toujours ses combinaisons futures et puis de les faire accepter sans qu'on puisse seulement soupçonner leur inqualifiable malice, ses talents, en un mot, révèlent son génie. Si la Providence prolongeait ses

jours et lui permettait d'accomplir ses projets, le monde le verrait bien, et ce qui, à première vue, paraît aujourd'hui si étrange, s'expliquerait alors parfaitement. Par la bouche de son ministre Billault, l'Empereur dit que « sa mission était de propager, de soutenir et de modérer la Révolution ; » et sa mission est achevée, sauf sur un dernier point qui n'est pas du ressort de l'homme.

Voyez la Révolution lever fièrement la tête en Italie, en Espagne, en Allemagne ; la voilà *propagée*, car personne ne peut aller au secours de ces nations pour la réprimer ; la voilà *soutenue*, car la diplomatie est dans les mains de la Secte, c'est-à-dire de la Révolution triomphante. Remarquez cependant, que dans ces États, Napoléon veut la monarchie et non pas la république : voilà la Révolution modérée. Les sectaires, en effet, ne sont pas allés à Rome ; la république espagnole est menacée d'une monarchie selon les goûts de Napoléon III, monarchie révolutionnaire et non légitimiste. Si c'était nécessaire, Napoléon III, malgré le principe de *la non-intervention*, ne craindrait pas de faire une descente en Espagne pour écraser la république qui pourrait se consolider ; comme il descendrait en Italie, si la monarchie italienne se trouvait en péril. Voilà donc la Révolution *modérée*, autant qu'elle peut l'être. Et c'est pour cela que toujours, en Italie, le président du ministère a dû être, au gré de Napoléon, révolutionnaire, conservateur et monarchique ; jamais on n'ira le choisir dans la gauche, parmi les Crispi ou les Mordini.

Appliqués d'une façon démocratique et exagérée, les principes de 89 ne pouvaient pas être une force pour la Révolution ; il leur fallait un génie puissant qui sut les embellir et les concilier avec la monarchie. Plus despote, par caractère, que Louis XIV ou l'Empereur Nicolas, Napoléon parvint à ce but au moyen du *droit nouveau* qu'il fonda ; et la révolution et la monarchie, naguère ennemies irréconciliables, se sont donné le baiser de paix. Il a été le véritable autocrate révolutionnaire. C'est le Louis XIV révolutionnaire, et il peut dire : *la Révolution, c'est moi*. Et comme il a poussé tous les États dans les bras de la Révolution, il peut,

dans un sens inconnu à Louis XIV qui n'eût vu là qu'une folie, répéter le mot de son prédécesseur ; *l'État, c'est moi.* La monarchie révolutionnaire en Europe, tel a été le grand dessein de Napoléon III, et, du moins en partie, Napoléon a pu l'exécuter. *La Révolution, c'est moi ;* voilà sa puissance, sa politique, son génie.

La Révolution, c'est moi. Courbez-vous donc à mes pieds, ô révolutionnaires du monde, et là, attendez que je vous donne des lois et la puissance. Votre force vient de moi ; c'est par moi seul que vous êtes grands.

La Révolution, c'est moi. Qu'ils tombent donc tous les rois qui se fondent sur le droit et la justice, et que de nouveaux rois paraissent ; ou bien qu'ils deviennent révolutionnaires ceux qui ne le sont pas ; ce n'est qu'à cette condition qu'ils resteront debout. Mais comme ils ne sont rois que par moi et en vertu du *droit nouveau*, qu'ils soient entièrement soumis à ma volonté et qu'ils soient révolutionnaires ; car *la Révolution, c'est moi.*

Que les sectaires de l'Italie et de l'Espagne se prémunissent contre le retour de l'ancien état des choses ; ce serait ma ruine. En cela, du reste, je les aiderai, et toujours ils peuvent compter sur un million de baïonnettes, et plus encore sur mon prestige tout-puissant. Mais qu'ils n'oublient pas que je suis souverain ; sans doute ils sont révolutionnaires, mais ils ne doivent leurs succès qu'à mon appui, et je ne veux pas qu'ils combattent ma politique ; car *la Révolution, c'est moi.*

Qu'ils persécutent, oui, l'Église de Jésus-Christ ; cela ne m'importe guère, pourvu qu'ils sachent s'y prendre. Mais si, par un excès de zèle, ils nuisent à la cause de la Révolution, s'ils compromettent sa grandeur, alors je serai là pour les arrêter ; je les châtierai même, sauf à leur pardonner aussitôt et à tout oublier ; car *la Révolution, c'est moi.*

La portée de ce langage, véritable expression des faits, n'échappera à personne. Sans le secours de Dieu, on verra d'ici à peu de temps la société sombrer dans le plus honteux césarisme. Car la Révolution est la plus cruelle des servitudes, et le révolutionnaire

– le plus terrible des despotes : au droit divin ils substituent le droit de l'homme rebelle à Dieu, à la loi de la justice la loi du plus fort, à Jésus-Christ Bélial.

III

LES ENTREVUES (1)

Le génie de Napoléon III se révèle encore mieux dans les moyens dont il s'est ordinairement servi pour réussir.

Pour bien connaître l'incomparable puissance de cet homme mystérieux, il faudrait un jour assister à un de ses entretiens, alors qu'il change, en quelques mots, les destinées des royaumes, que les amis deviennent des ennemis, et les ennemis des amis; alors qu'il modifie les opinions les plus arrêtées, qu'il conseille et qu'il fait embrasser des partis désastreux à ceux qui l'approchent.

Palmerston a dit de Napoléon III : « Quand il parle, il ment. » Soit ! Mais c'est un genre de mensonge inconnu dans l'antiquité ; les plus avisés s'y laissent prendre, et ceux-là même qui connaissent l'Empereur, bientôt éblouis, finissent par céder.

Rappelons ici succinctement les principales entrevues de Napoléon III. Le plus méchant des hommes pourrait encore y apprendre la ruse et la malice. Il ne nous est pas donné de connaître le langage tenu par le despote impérial, mais aux merveilleux effets que sa parole produit, il est facile de deviner l'incroyable prestige qu'exerce Napoléon. On a beau s'approcher de lui avec un esprit et un cœur droits ; si l'on n'est assisté d'une grâce spéciale du Seigneur, on se laissera séduire, on

(1) Pour montrer la vérité des assertions de l'auteur, nous publions, comme pièce justificative, le récit de la dernière *Entrevue de Monseigneur de Salinis, archevêque d'Auch, avec S. M. l'Empereur Napoléon III.* Ce récit a paru dans la seconde édition de la *Vie de Monseigneur de Salinis*, par M. l'abbé de Ladoue. *Note de l'Éditeur.*

changera vite d'idées et de sentiments. Il unit une puissance merveilleuse de fascination à la fourberie la plus cachée.

En 1856, Napoléon III rassemble les représentants des souverains de l'Europe; et presque tous, dans ce fameux congrès de Paris, se laissent gagner au nouvel ordre de choses qui se prépare et à l'établissement des principes modernes qui changeront la face du monde. C'est alors que s'imposa le *droit* de la Révolution et que Napoléon III se mit à la tête du nouveau mouvement. Personne ne prévit les tempêtes qui allaient partout se déchaîner; tous, ou presque tous furent pris au vain mirage du droit nouveau international en train de se fonder, tandis que cette étrange législation bouleversait les bases de la Société. Le rôle immense d'arbitre accordé par les Puissances à Napoléon depuis 1859 et la faculté de disposer des trônes d'autrui comme d'un droit propre; la modification et la violation des traités; la reconnaissance du royaume italien; la Révolution protégée en Italie et en Espagne; l'agrandissement de la Prusse et l'abaissement de l'Autriche ne doivent plus nous surprendre, si nous songeons que le congrès de Paris était présidé par Napoléon III.

Après les batailles de Magenta et de Solférino, les généraux autrichiens désiraient à tout prix une revanche, ils attendaient l'ennemi devant le quadrilatère qui fit reculer Napoléon. François-Joseph était animé de la même ardeur; mais il s'abouche avec l'homme fatal et en un instant il est changé. Il le trouva seul dans une misérable hutte, prenant un peu de repos. Napoléon eut alors des paroles si mielleuses et si sympathiques que l'Empereur d'Autriche ne sut plus que lui serrer la main; il signa la paix, croyant à la Confédération et à toutes les promesses bienveillantes que lui prodigua son vainqueur. Quand les généraux autrichiens entendirent ensuite leur souverain, ils ne purent réprimer un profond sentiment d'indignation; et François-Joseph dut naïvement avouer que l'homme fatal, dans ce mystérieux colloque, l'avait fasciné. Plus tard il s'en aperçut, mais en vain; il devait encore se laisser jouer d'une manière bien plus funeste.

Après Villafranca, eut lieu la fameuse entrevue de Plombières

entre Cavour et Napoléon III, doués tous deux d'une incroyable fourberie, mais séparés par la distance qui distingue le génie du pygmée qui l'imite. Les deux héros du *droit nouveau* se comprirent à merveille; ils préparèrent alors toute cette politique ténébreuse qui, sans avoir l'air d'attaquer de front les Principautés italiennes, fonda l'Unité de la Péninsule au lieu de la Confédération; dans une sorte de lutte qui n'interrompait point leur accord, ils créèrent le nouvel ordre de choses. C'est alors que Cavour *napoléonisé* devint un autre homme. Il parut puissant, on le prit pour un génie; mais c'était le génie et la puissance de son illustre allié qui avait laissé tomber sur lui un rayon de sa gloire. Il parut grand à ceux qui étaient dans l'illusion; mais il ne faisait que refléter l'extraordinaire grandeur de Napoléon III qui sut, dans Cavour, donner à l'Italie un portrait vivant de lui-même, avec la même hypocrisie, le même calme imperturbable, le même air de catholique modéré et de révolutionnaire modéré; enfin avec la même malice et la même perfidie devinées de quelques-uns; mais cachées au plus grand nombre. Cependant, nous le répétons, il y avait toujours entre eux l'énorme différence qui distingue la copie de l'original, le disciple du maître, la lumière réfléchie de la lumière elle-même, l'exécuteur de l'ordonnateur, le sectaire modeste du représentant suprême de la Révolution.

Un peu plus tard, l'armée naissante de La Moricière donnait de sérieuses inquiétudes au Cabinet de Turin. Ce noyau de Croisés avait un courage et une ardeur qui multipliaient leurs forces; à la valeur de cette poignée de héros la Révolution pouvait bien opposer le nombre; seulement, l'entreprise était difficile. Le drapeau français flottait à Rome, la France catholique commençait à s'agiter, l'Empereur d'Autriche conservait encore quelque influence; et Cavour, avec tout son talent, ne savait pas trouver un expédient heureux. Mais Cialdini consulta l'oracle de Paris; à Chambéry, le despote de la Révolution et le bourreau révolutionnaire eurent une entrevue. Dès lors toutes les pièces du complot furent montées : et tandis que Cavour se plaignait que le Pape défendait ses États par les armes, Cialdini qui reçut ordre « *de massacrer*

les soldats de La Moricière et de faire vite, » les massacra et fit vite. On voit alors l'instigateur de l'entreprise donner une représentation de douleur simulée; mais le colloque de Chambéry avait coûté au Pape la perte des Marches et de l'Ombrie, la défaite de La Moricière et un affreux carnage qui n'a pas de nom dans l'histoire de l'humanité.

Napoléon s'abouche avec Bismark à Vichy, et l'on dresse avec une merveilleuse facilité les plans d'attaque contre l'Autriche. Plus habile que Cavour, Bismark sut mieux *napoléoniser;* il apprit tout du maître, même un peu trop. Il apprit l'art de ne pas tenir ses promesses sans qu'il y parût, et ne céda point les provinces rhénanes; il se fondait, du reste, sur les principes du *droit nouveau* créé par Napoléon III.

Une seconde entrevue de Bismark avec son illustre patron à Biarritz produisit un changement plus radical. L'Autriche s'était entendue avec la Prusse sur la question des Duchés; cet accord troublait les plans napoléoniens. La paix fut détruite; Bismark connut le moyen de s'agrandir en Allemagne, comme le Piémont dans la Péninsule italienne, et en même temps l'avantage de faire la guerre à l'Autriche en s'alliant avec l'Italie. Véritablement *napoléonisé*, Bismark comprit et fit mieux que Cavour; il ne s'humilia point devant son puissant allié, et ne força pas la Prusse à n'être qu'une vassale de la France.

Une autre entrevue de Napoléon avec Nigra marqua au Gouvernement italien la ligne politique à suivre; et deux simples entretiens suffirent pour conclure cette alliance de l'Italie et de la Prusse qui amena la chute de l'Autriche, la conquête du fameux quadrilatère, l'agrandissement de la Prusse et le souverain domaine de Napoléon sur les nations de l'Europe.

La reine d'Espagne eut le bon sens de comprendre la politique napoléonienne; elle prévit la tempête anti-dynastique qui s'amoncelait au-dessus de son trône. Aussi rejeta-t-elle les conseils de celui dont les caresses, déjà si funestes pour l'infortuné François II, cachaient le désir de la renverser. Napoléon, cependant, ne se tient pas pour battu; il sait tout ce que sa parole a de magique et

d'enchanteur, il propose une entrevue à la reine Isabelle. Les résultats de leur colloque furent le choix d'un ministre révolutionnaire dévoué à Napoléon, la reconnaissance du royaume italien qui indigna contre la Reine tous les cœurs catholiques, et l'affaiblissement de sa puissance au profit de la Révolution. Le trône d'Isabelle trembla sur ses bases. Plus tard, une dernière entrevue couvrait et consommait un attentat d'une malice inconnue aux plus fourbes politiques de l'antiquité : tandis qu'elle s'entretenait avec Napoléon III, Isabelle restait sur la frontière et ne put pas retourner dans sa capitale. Bientôt la Révolution triomphait à Madrid ; exilée, la Reine dut subir l'affreuse humiliation de se réfugier dans les États de celui-là même qui l'avait détrônée pour fonder en Espagne un royaume semblable à l'Italie, et peut-être même un royaume italianissime.

Le Prince Maximilien était profondément catholique. C'était un homme d'honneur, plein d'idées justes et saines ; à Rome, prosterné aux pieds du Saint-Père, il avait promis de rester toujours fidèle à l'Église et à ses lois divines dans le nouvel empire qu'il allait gouverner. Malheureusement il passa par Paris avant de se rendre au Mexique et il vit Napoléon III. Chose étrange et pourtant vraie ! Après cette entrevue, Maximilien ne fut plus le même homme. Il arrive dans ses États, complétement gagné aux principes de la Révolution ; il blesse profondément les sentiments catholiques de son peuple, il vend les biens de l'Église, il se dirige d'après les doctrines révolutionnaires du libéralisme, il méprise les conseils paternels de Pie IX, il rompt avec lui toute communication, il abreuve d'amertume par son imprudente politique les Évêques et le clergé. Frappé par la main de Dieu, il reconnut bien vite sa coupable défaillance d'un moment ; il s'humilia devant le Seigneur et les angoisses de sa mort tragique se changèrent ainsi en une salutaire expiation. L'erreur, dans cette grande âme, ne poussa pas de profondes racines, ou plutôt la victime de Napoléon III n'eut pas la perfidie des autres complices, des autres instruments de cette politique infernale.

Déchu de sa grandeur, François-Joseph ne sut pas voir, après

la mort de son frère, la main qui le poussa dans l'abîme; il s'abouche avec Napoléon III. L'homme fatal lui trace une ligne politique. Dès lors, la puissance autrichienne ne fait que décroître : gagné à la cause de la Révolution, François-Joseph se réconcilie avec les sectaires de Florence, à l'heure même où ses États tendent à se disloquer et où la Prusse et la Russie le regardent d'un œil menaçant. Pour échapper au péril, il faut qu'il reconnaisse quel est son véritable et unique ennemi; il faut qu'il regrette une politique qui lui prépare le sort des autres souverains, victimes de la perfidie révolutionnaire : là seulement est le salut. Aujourd'hui que les forces physiques et morales de Napoléon III sont fort ébranlées, François-Joseph cherche peut-être à se rapprocher de la Prusse; mais, en admettant que cela même puisse le sauver, ce rapprochement tardif n'est guère honorable.

Ratazzi désirait absolument entrer dans Rome pour exécuter le traité de septembre. Cette célèbre convention, grâce à la merveilleuse sagacité de Napoléon III, n'avait pas d'autre but que de livrer la Ville Éternelle. Mais le pas était difficile à franchir. Faire croire que les envahisseurs sont des insurgés et qu'on peut, en restant dans les limites du traité, aller à Rome, c'était trop fort pour le mince talent de nos hommes d'État; Cavour et Bismark eux-mêmes auraient échoué. Mais Nigra s'abouche avec Napoléon; et le plan concerté contre Rome est si habilement déguisé que les Romains, pour ne pas devenir la proie d'un barbare massacre, auraient été obligés d'appeler au secours l'armée italienne. Ainsi la convention n'était pas violée. Tout semblait réussir à merveille; et il fallut l'intervention divine pour empêcher une infamie que la malice antique n'eût pas même soupçonnée. Sans cela, l'entretien de Napoléon et de Nigra obtenait un succès inouï; toutes les autres entrevues qui changèrent pourtant les destinées des nations, étaient éclipsées.

Un homme qui connaît intimement Napoléon a pu dire que l'artifice de son langage est tel qu'on le croirait inspiré par une puissance surhumaine. On peut répéter de lui ce que la simpli-

cité de nos pères racontait du basilic : il ensorcèle de son regard et de sa parole celui qui a le malheur de s'aboucher avec lui et que n'assiste pas le secours d'en Haut.

IV

SON HYPOCRISIE

Il se déguise et se cache : telle est, à notre avis, la principale force de cet homme fatal. Napoléon III qui a bouleversé l'Europe et ébranlé les trônes les plus solides, n'est pas entièrement connu ; peu sont parvenus à l'apprécier parfaitement. Nous savons bien qu'il n'a pas travaillé seul à changer la politique européenne et à faire passer sur tous les États le fléau terrible de la Révolution. Billault, Thouvenel, La Vallette, Palmerston, Garibaldi, Mazzini, Cavour, Bismark, Prim, Cialdini, Ratazzi et d'autres ont été plus ou moins les instruments de sa politique, ils l'ont aidé à réaliser ses projets grandioses. Mais lui seul a conçu tous les plans, lui seul les a combinés, et il s'est servi tantôt de tel homme tantôt de tel autre selon ses vues. Bien plus, il a su profiter de ceux-là même qui ne l'aimaient pas ; peu sensible à leur haine, il fit tourner à son but leurs aspirations et leurs intérêts particuliers. Que lui importe, à lui génie suprême de la Révolution, que Garibaldi ne l'aime pas, que Garibaldi l'insulte et le menace ? Il se rit de ses insultes et de ses menaces. Garibaldi lui a été utile, il a travaillé à l'accomplissement de ses desseins, cela suffit.

Il a mis aussi tant d'art et de finesse à se servir de ses divers instruments, qu'il a réussi toujours à faire jeter sur le compte d'autrui ce qui était son œuvre propre. Tandis qu'il domine et qu'il soutient en Europe la Révolution, il semble qu'elle soit soutenue par d'autres. On dirait, à première vue, que Cavour et les Italiens ont créé et conservé l'Unité italienne, que Prim et ses complices ont chassé de l'Espagne la reine Isabelle et implanté la Révolution dans la malheureuse Péninsule ; que Bismark seul a vaincu l'Au-

triche et tenté de fonder l'Unité germanique. Et pourtant il n'en est pas ainsi, Napoléon III est seul l'auteur de l'Unité italienne et de la révolution espagnole; seul il a combiné le plan de l'Unité ibérique et allemande. Et si un prince *libéral* arrive à Madrid au milieu des acclamations du peuple, si le roi Guillaume se fait couronner empereur d'Allemagne après avoir cédé à la France les provinces rhénanes, on croira d'abord que Napoléon n'est pour rien là dedans, et il fera tout pour rester caché. Cependant il sera, lui, le véritable créateur de ces nouveaux royaumes. C'est là le point culminant de son génie et de sa puissance.

Si Napoléon III avait été franc et ouvert dans sa politique, il eût certainement échoué dès le premier pas. Les intéressés à le combattre se seraient mis en garde en temps opportun; et le sentiment seul des convenances, de la justice et du droit, le sentiment de l'humanité outragée dans ce qu'elle croit être la morale et l'honneur, n'aurait pas manqué de réagir puissamment contre la perfidie de cette politique. Mais quand la main qui opère se cache, l'entreprise réussit plus facilement; on ne sait pas même qu'on a jeté les bases, et tout d'un coup on voit l'édifice couronné. C'est pour cela que, pendant les dix années où Napoléon III a véritablement dicté des lois à l'Europe, on remarque tant d'événements isolés qui semblent n'avoir entre eux aucun rapport; et pourtant ils vont tous se relier au même point, et l'on ne saura les comprendre entièrement qu'après la réalisation complète de tous les plans conçus.

L'Unité italienne une fois établie, on saisit les motifs de la guerre contre l'Autriche; après la bataille de Sadowa, l'Unité allemande s'explique; et après la création de l'Unité ibérique, si du moins cette Unité peut encore se former, on comprendra mieux la révolution espagnole. Lorsqu'enfin s'achèvera, si Dieu le permet, la longue série de tant d'iniquités, alors seulement on pourra bien apprécier le colosse napoléonien. Si ce colosse avait été connu plus tôt, il serait déjà tombé; et l'Europe se serait arrachée à ce joug fatal qui pèse si lourdement sur toutes les nations.

Non, Napoléon III, qui a soulevé la persécution contre l'Église de Jésus-Christ, ne s'est jamais montré le visage découvert. Aurait-il pu, autrement, exécuter tous ses projets ? Il a implanté la révolution en Italie, il a protégé les sectaires et les a armés contre l'auguste Vicaire de Dieu ; Cavour, Ratazzi, Cialdini, et cent autres complices qu'il soutenait, n'ont eu qu'à faire briller sa redoutable épée pour avoir le droit de se ruer impunément sur le Saint-Siége et remplir d'amertume la vieillesse de Pie IX. Mais, comme les Juifs, dont il imita, sans le vouloir et sans le savoir, l'hypocrite perfidie, Napoléon a pu toujours répéter cette exécrable parole: « *Prophétise qui t'a frappé!* » L'abandon de Pie IX par toutes les puissances catholiques, la perte de ses États, le massacre de Castelfidardo et la dernière invasion italianissime montrent assez qui fut la cause réelle et efficace de cette persécution déloyale.

La suppession des Ordres religieux et les autres entreprises de la Révolution en Italie, en Espagne, et en Allemagne sont le fruit de cette politique ; et on ne le dirait pas. Oh ! les Italianissimes qui détestent Napoléon III, sont fous ! Sans lui, ils vivraient aujourd'hui en exil au fond d'un bagne ; tandis qu'ils sont dans l'honneur, ils peuvent rassasier tous leurs désirs, ils ont à leur service la première armée du monde et le plus grand génie qui ait jamais surgi dans leurs rangs. En le poursuivant de leur haine, ils se suicident ; Dieu les aveugle, parce qu'il veut les perdre.

Mais voici quelque chose de bien plus grave. Que d'hommes de bien se sont fait illusion sur la politique de Napoléon III ! Ils crurent à ses paroles ambigües et, sans le savoir, ils coopérèrent à ses desseins. Cette redoutable puissance qui se cache et qui entraîne dans l'erreur même les bons, nous permet de deviner quel sera le prestige du grand impie qui doit paraître aux derniers jours du monde : dans sa guerre contre Jésus-Christ, il emploiera, dit l'Écriture, une telle astuce, que les élus eux-mêmes, si c'est possible, seront induits en erreur. Ainsi Dieu excite notre foi sur les prédictions qui tout d'abord semblent incroyables ; avant le temps annoncé, il nous montre en figures ce qui arrivera plus tard. L'époque actuelle nous donne une idée de ce qu'on verra à

la fin des siècles. Mazzini se proclame ouvertement le précurseur de l'Antechrist ; Garibaldi respire une haine satanique contre le Vicaire de Jésus-Christ sur la terre et contre ses disciples; et certes, sans crainte de se tromper, on aura le droit de regarder ces deux hommes comme des devanciers de l'Antechrist. Mais en se dévoilant ils se trahissent ; et ils n'offrent pas ce caractère spécial de leur modèle que nous signalent les livres saints.

Le véritable précurseur du dernier adversaire de Jésus-Christ est celui qui le persécute sous l'apparence de l'amitié, celui qui trompe et séduit tout un monde. Plus nous approcherons du dernier jour, plus aussi nous verrons grandir le raffinement de l'hypocrisie ; de telle sorte que pour les gens simples, les ennemis les plus féroces et les plus acharnés de l'Église auront l'air d'être ses amis et seuls ses amis ; on les prendra pour des prophètes, de nouveaux Christs, et, selon la parole de l'Évangile, « ils induiront en erreur, si c'est possible, les élus eux-mêmes. »

Les persécuteurs du Vicaire de Jésus-Christ prendront encore mieux l'attitude de ses défenseurs, et peut-être, à l'heure même où ils essaieront de le renverser du trône, auront-ils l'air de préparer leurs armes pour le secourir et le protéger. Nous croyons que le libéralisme, perfectionné de plus en plus par la malice de Satan, sera la dernière hérésie qui, s'emparant de toutes les erreurs passées, ravagera toutes les nations ; et un grand nombre d'hommes se laisseront séduire par ses dehors hypocrites. Le libéralisme, aujourd'hui vaincu et écrasé, reparaîtra demain sous de nouvelles formes ; il aura sur les esprits une puissance de fascination immense et cachera un venin pestilentiel. Pour nous, l'Antechrist sera un grand libéral qui s'annexera tous les royaumes de la terre, soulèvera la dernière et la plus terrible des luttes du mal contre Jésus-Christ et l'Église, et préparera ainsi la plus splendide des victoires du ciel sur l'enfer, de Dieu sur Satan, de la vérité sur l'erreur. Tout ce que nous voyons aujourd'hui n'est que l'image de ce qui arrivera plus tard, et le triomphe prochain de l'Église sera l'annonce du plus beau de tous à la fin des temps.

V

SA CHUTE

Pour bien connaître toute la puissance du colosse napoléonien, il faut attendre qu'il soit mort. Alors seulement, à la vue des grands changements qui surgiront de toutes parts, toutes les illusions passées s'évanouiront. Dieu seul se réserve de l'abattre, et déjà il nous prépare à sa ruine.

Napoléon III a modifié l'aspect de l'Europe; aussi sa chute aura-t-elle nécessairement une grande influence sur les destinées de toutes les nations. Si la politique napoléonienne a bouleversé le monde, lorsque cette politique mourra avec l'Empereur, l'Europe recevra une vie nouvelle. Privés de leur meilleur appui, les sectaires d'Italie et d'Espagne essuieront un échec complet; l'Autriche, s'il en est temps encore, recouvrera son ancienne grandeur; et le sentiment moral, si abaissé et si avili, se réveillera avec force contre la Révolution. Sans doute celle-ci, libre du frein qui la rendait si redoutable, voudra tenter un effort suprême et décisif; mais, seule et sans soutien, elle échouera misérablement.

Spectacle grandiose et vraiment divin! Tandis que la Révolution, libre de tout faire, obtenait un succès effrayant, elle a montré aux nations désolées et tremblantes qu'elle n'a pu élever partout que des ruines. Tandis que la société, en proie au *nouveau droit napoléonien*, chancelle sur ses bases, le Concile du Vatican s'ouvre pour le salut des peuples égarés. Tandis que les conciliabules de Satan ne réussissent qu'à étaler le spectacle honteux d'une impiété dévergondée, le Concile, sous l'aile de la Vierge sans tache s'apprête à répandre au sein des peuples prévaricateurs les principes du droit et de la justice un moment travestis et voilés.

Le libéralisme se vante de rendre meilleures l'Église et la Société, et il ne fait que les ruiner. Mais Dieu, dans le Concile,

prépare le salut du monde avide désormais d'entendre la voix de la vérité et de recevoir les paroles de la vie éternelle, fatigué des vaines et mensongères promesses du libéralisme qui n'a dû son prestige qu'à la faveur de Napoléon III. Le libéralisme a promis la paix, le progrès, le règne de la justice et du droit; et il n'a porté chez les nations avilies que le déshonneur, la misère, l'impiété et la violation de toutes les lois divines et humaines.

La main de Dieu est visible dans les événements qui se préparent. La Révolution se sent menacée et sur le point de périr; elle va essayer une dernière tentative pour empêcher le triomphe prochain de l'Église. Ah! les sectaires ne sont pas tranquilles; ils savent que leur victoire n'est pas solide et que l'Église de Jésus-Christ est invincible. Sans cela, pourquoi tant de haine et de fureur? Pourquoi tant de précautions et de prudence? Pourquoi cette grande peur du Concile? Voyez: tandis que le Concile tient ses assises, la puissance de Napoléon chancelle, sa santé dépérit, sa main est moins ferme. Dans les desseins de Dieu, ces deux événements se touchent, se répondent et tendent au même but. Nul ne saurait dire comment et pourquoi Napoléon consent tout d'un coup à s'affaiblir: il se démet de ses attributions en faveur de ses ennemis qui deviennent tout-puissants. Ce qu'on a vu en France dans ces derniers temps ne donne pas non plus l'explication d'un changement si subit; Napoléon avait dit naguère: « Céder, c'est tomber. » C'est la main de Dieu qui le frappe pour sauver l'Église.

Dieu lui conserve la vie et le maintient encore sur le trône, afin que le Concile ne soit pas troublé. Quand le Concile aura fini son œuvre; quand la lumière sera faite et que les principes de la révolution et du libéralisme auront été frappés d'une condamnation solennelle; quand les vérités de l'Église seront proclamées et que le droit et la justice auront reçu une sanction divine; quand la discipline et la morale reprendront une nouvelle vigueur, et que le temps de régir avec leurs lois les nations prévaricatrices et affamées de la parole divine, sera venu; alors Dieu fera disparaître le despote révolutionnaire; et après les derniers jours

d'épreuve qui seront abrégés en faveur des élus, les nations retourneront à la véritable vie, la Révolution recevra un coup mortel, et l'Europe jouira de la paix dans la pleine joie du triomphe.

Tous les autres événements du jour perdent leur intérêt. Les regards sont fixés sur Rome et sur Paris; là s'agitent en sens divers les destinées de la société et de l'Église. La Vierge sans tache a vaincu toutes les hérésies depuis la proclamation du dogme de sa Conception-Immaculée; elle vaincra celui qui, dans ces dernières années, a si bien imité l'astuce du serpent infernal dans les replis tortueux d'une politique que le monde n'avait pas encore vue et que Satan seul sait inspirer. Nous en sommes sûrs.

Lorsque les événements se précipiteront et que la victoire du Saint-Siége sera un *fait accompli* par l'*intervention divine;* quand la société relevée de ses ruines proclamera la souveraineté royale du Chef de l'Église dans la plénitude de ses droits, nos derniers articles sur Napoléon sembleront peut-être prophétiques. Nous ne sommes pas prophète; seulement nous avons su voir que la guerre actuelle de la Révolution contre Rome a eu pour chef Napoléon III; en favorisant la Secte, il est devenu l'ennemi le plus redoutable de la paix de l'Europe et de l'Église de Jésus-Christ. Nous l'avons dit et nous le répétons pour la dernière fois. Cette lutte suprême compte dans les deux camps deux grands hommes en qui elle se résume toute entière : Pie IX et Napoléon III. La chute de celui-ci sera donc le triomphe complet de l'Église de Dieu et le salut de l'Italie, de l'Espagne et de l'Allemagne.

Les faits ne tarderont pas à nous donner raison.

DIEU INTERVIENT

(Ape Iblea, 9 août 1870, 3e année, n° 176)

La main de Dieu s'appesantit terriblement sur la tête de Napoléon III. Toutes nos prévisions se sont réalisées. A l'heure où il abandonne l'église, où il livre à ses bourreaux le Vicaire de Jésus-Christ, son invincible armée fuit en déroute; elle eut un jour le malheur de donner, sans le savoir, le plus pur de son sang pour la cause des ennemis de Dieu, et maintenant elle essuie d'écrasantes défaites. Les douloureuses nouvelles qui arrivent de Rome et du Rhin, plongent la France dans la plus cruelle anxiété. Oh ! la France catholique, la noble et puissante nation qui seule, dans ces derniers temps, défendit avec un élan si généreux l'Église et Pie IX ; la France qui, pour soutenir le Père commun des fidèles, versa son or et son sang à grands flots, la France fut saisie d'une sublime terreur, lorsqu'elle vit l'immortel Pie IX trahi, maltraité, insulté!!! Trop tard, elle s'aperçut que Napoléon était l'adversaire de l'auguste Pontife, l'ami de Cavour, de Ratazzi et des nouveaux Juifs. Mais aujourd'hui cet homme néfaste touche à sa fin ; Dieu a éteint jusqu'à la dernière étincelle de son génie. Il vient de jeter entièrement le masque juste au moment où le Seigneur, à la fois plein de miséricorde et de justice, charge la Prusse de venger Pie IX, d'abattre le colosse napoléonien, de porter un coup mortel à la Révolution européenne qui avait pris, grâce à l'Empereur garibaldien, des proportions gigantesques ; il le charge, en un mot, de sauver l'Europe et de préparer, à son insu, une victoire éclatante à l'Église de Jésus-Christ.

Bismark dévoile à l'Europe surprise les trahisons du grand

coupable, qui trafiqua des trônes et des empires et conspira contre toutes les nations de la terre. Napoléon, lui, se révèle dans toute son hypocrisie; il fait savoir au monde entier que, derrière Garibaldi, Ratazzi, Cavour, Cialdini, derrière tous les sectaires, véritable opprobre de l'humanité, il était là fomentant les aspirations des ennemis de Dieu contre son Gérant sur la terre.

La France en rougit, pleine d'indignation. Mais qu'elle se console. Ces jours d'angoisses mortelles seront de courte durée; purifiée de sa faute, pardonnée d'avoir trop cru aux mensonges de son Chef, elle ne tardera pas à être encore la fille aînée de l'Église et le bouclier du Vicaire de Jésus-Christ. L'épée de Charlemagne avait passé, durant une période sanglante, dans les mains du plus puissant des révolutionnaires; elle sera ressaisie par le roi légitime, et alors elle prendra le Vatican sous sa protection.

Bismark se réjouit de son triomphe, et, certes, il y a de quoi. L'abandon de Rome par Napoléon vaut mieux pour lui que dix batailles gagnées sur l'armée française qui fut toujours la première armée du monde: déjà il prend ses mesures pour secourir le Pape. Le roi Guillaume avait été un des premiers à se féliciter de de la glorieuse victoire de Mentana; aujourd'hui, il songe à défendre les droits et les prérogatives du Saint-Siége. C'est Dieu qui l'y oblige. L'Ambassadeur prussien, à Florence, pose d'un ton sévère aux nouveaux Juifs couverts de honte un *ultimatum* humiliant; il menace de la guerre l'Italie-une. Que Dieu est grand dans ses desseins! Lui seul est le vrai Roi, le véritable Souverain des peuples; par une juste punition de nos iniquités, il a permis le triomphe d'un jour de la Révolution; nous avions adoré l'idole de Baal, nous nous étions laissés séduire par les vaines paroles de charlatans en politique, sans foi et sans morale. Mais aujourd'hui Dieu veut nous sauver.

Napoléon voit très-bien qu'en livrant Rome il s'est jeté dans l'abîme; il reconnaît qu'il a lui-même creusé cet abîme qui l'engloutit, et que Dieu le frappe. Il voudrait reculer, mais c'est trop tard. Le nouveau César a passé le Rubicon. Rome écrasa de

son poids divin le premier Empire ; avant peu elle écrasera le second.

LES REMORDS DE NAPOLÉON III

(Revue politique de l'Ape Ibica, 12 août 1870, 3e année, n° 179)

Napoléon III est donc moralement tombé, et peut-être à l'heure où nous écrivons, sa chute est-elle complète. Que peut-il faire désormais ?

On le voit courir d'un point à une autre de la France, inquiet, hésitant, couvert de honte. La main de Dieu le poursuit partout : Dieu lui demande compte des flots de sang répandus en Italie, en Espagne, en Allemagne, et maintenant en France ; il lui demande compte de la faveur accordée partout à la Révolution et à la Secte ; de la désolation et de la misère où se trouvent plongées tant de nations ; de tant de crimes et de scélératesses commis dans l'ombre ou au grand jour, de tant de souverains trahis. Il lui demande compte de l'honneur de la France humiliée, de l'abaissement de son armée valeureuse mise, durant de longues années, au service des ennemis de Dieu pour tyranniser l'Église. Gaëte, Ancône, Castelfidardo, Custozza, Sadowa, crient vengeance !..... Dieu lui demande compte des mensonges et des fraudes abominables avec lesquelles il trompa l'Europe, rendit la diplomatie complice de ses attentats, trafiqua des royaumes et des empires étrangers ; mais par-dessus tout, il lui demande compte des injures déversées, pendant plus de dix ans, sur le Pontife de Rome dont il se disait l'ami ; il lui demande compte des larmes de Pie IX et des chagrins qu'il lui a causés ; il lui demande compte, enfin, du dernier abandon du Pape qu'il livre, nouveau Pilate, à la haine impie de ses bourreaux. Cet abandon a mis le

comble dans la balance de la divine justice. Dieu commence ses prodiges. Soutenue par son bras, la Prusse, depuis quelques jours, marche de victoire en victoire. Les soldats français semblent dispersés au souffle de la colère du ciel, ils reculent, ils fuient, ils jettent les armes ; ce que n'avaient jamais fait, durant la longue suite des siècles, ni les Gaulois ni la puissante nation des Francs.

Un jour, par les plus lâches trahisons, tu renversas de leurs trônes les Princes et les Souverains ; aujourd'hui, dans le royaume de ton vainqueur, ils peuvent contempler ta chute ignominieuse. Tu tombes au milieu du sang versé par tes mains et de la haine commune de la France et de l'Europe.

Va, ô malheureux ! Le sang de tant de victimes demandait vengeance devant la divine majesté. Si tu le peux encore, va, jette-toi aux pieds de l'auguste Vieillard de Rome, dont tu as contristé les cheveux blancs ; lui seul a des paroles célestes pour adoucir l'indéfinissable amertume qui doit remplir ton âme. Reçu, un jour, à l'ombre du Vatican, tu conspiras contre ton bienfaiteur. Alors l'archevêque Mastaï-Ferretti te sauva la vie ; plus tard, il s'appela Pie IX, et tu payas son inépuisable douceur par la plus perfide ingratitude. Lui seul est le vrai Père et le vrai soutien de tous les affligés.

NAPOLÉON RENVERSÉ

AVEC LES PRINCIPES DU DROIT NOUVEAU

(Revue politique de l'Ape Ibica, 2 septembre 1870, 2e année, n° 120)

Abandonné de tous, Napoléon a craint d'être fait prisonnier ; c'est à grand peine qu'il a pu s'échapper avec son fils, et il s'est vu forcé de se retirer à Reims. Aujourd'hui on ne sait pas où il est.

Il créa le principe de la *non-intervention*, et Dieu lui en fait supporter les terribles conséquences. Il n'a pas un seul allié ; presque toutes les Puissances sont contre lui. Et à cause de lui, la France est seule ; pas un souverain ne se lève pour la secourir. Quand il bouleversa les plus florissantes nations pour les jeter en proie aux mains des sectaires, quand il chassa de leurs trônes les princes légitimes, il ne voulut pas qu'on *intervint* ; c'eût été la guerre, si une Puissance avait osé empêcher Cavour et Ratazzi de ruiner l'Italie et de persécuter l'Église. Il était prêt à s'élever contre le Roi qui n'eût pas craint de secourir l'Espagne, inondée de sang ; il était prêt même à tirer son épée contre l'audacieux qui aurait voulu venger la cause du Père commun des fidèles, de la Victime auguste du Vatican. Mais Dieu *prit note* du principe pervers de la *non-intervention* ; il a permis, ou plutôt il a voulu que personne n'intervint en faveur de Napoléon III. La *Liberté* elle-même le dit clairement : chose incroyable ! Depuis que la France napoléonienne se mêle de toutes les affaires de l'Europe, nous ne pouvons plus compter sur l'amitié d'une seule nation ; aucune ne se lève pour courir à notre secours.

N'y a-t-il donc aucune main puissante qui *intervienne ?* Si, il y a Dieu. Seul il *intervient*, et, d'une façon miraculeuse ; il a confié au roi Guillaume le glaive de sa redoutable et inexorable Justice ; il veut écraser le colosse napoléonien pour sauver la Société en péril et l'Église ; pour venger les larmes amères de l'immortel Pie IX. Dans son ineffable bonté, Pie IX désirait arrêter l'effusion du sang qui allait couler, il écrivit aux deux souverains belligérants : Le roi Guillaume a répondu, avec de grands sentiments d'estime et de bienveillance, qu'il n'était pas en son pouvoir de reculer ; il était attaqué, et il voulait, en se défendant, assurer la paix de l'Europe.

On ne connaît pas encore la réponse du *grand coupable* aux touchantes et sublimes paroles de Pie IX. Mais, à la vue de tout ce qui se passe aujourd'hui, l'intervention divine est certaine et tient du prodige ; les sectaires eux-mêmes l'avouent.

Napoléon avait inventé la théorie des *faits accomplis* et mainte-

nant sa chute est un *fait accompli ;* il ne reste plus qu'à la dénoncer légalement à l'Europe, pour qu'elle soit officielle. D'ailleurs, il a tout le monde contre lui, bons et méchants, peuples et rois. Il invoqua contre ses victimes le *suffrage universel ;* et aujourd'hui le *suffrage universel* le déclare lui-même coupable, il ne veut plus entendre parler de l'Empereur ni de sa fatale dynastie. Dieu, pour le terrasser, se sert des armes que le despote révolutionnaire employa contre les nations et les souverains. Il avait fondé le principe des *nationalités* pour renverser les trônes et les empires ; et aujourd'hui ce même principe se retourne contre lui. Voici l'Allemagne toute entière qui, pour conserver sa grandeur et sa liberté, fait la guerre à Napoléon et veut l'anéantir.

Les quatre principes du *droit nouveau* qu'il avait promulgués, deviennent, dans les mains de Dieu, les instruments de sa perte. *Similia similibus.*

C'est avec ces principes funestes que Napoléon bouleversa l'Europe ; c'est avec ces mêmes principes que Dieu l'abat et l'humilie.

LA CHUTE DE NAPOLÉON III

(Ape Ibica, 6 septembre 1870, 3e année, n° 194)

Il fut !.... Le grand ennemi de l'Église et de Pie IX, le grand conspirateur devant qui tremblaient toutes les nations de l'Europe, le génie de la Révolution, l'invincible souverain n'est plus... En quelques jours la France s'est vue inondée de sang ; et son drapeau, que le despote avait arboré comme le *drapeau de la grande Révolution*, s'est voilé plus de dix fois, couvert d'opprobre, devant le roi Guillaume dont l'épée est aujourd'hui le glaive du

Dieu des armées. La justice du Seigneur se montre inexorable contre ses ennemis, douce et bienfaissante envers les peuples et les nations. Entonnons l'hymne de la victoire et de la louange à ce Dieu qui tue et vivifie, qui abaisse jusqu'au fond de l'abîme et qui relève jusqu'à la hauteur des cieux. Napoléon III est tombé, la Révolution chancelle, la Société est sauvée et l'Église triomphe.

Après trois jours d'une lutte acharnée, où les Français ont combattu avec une indicible valeur, le roi de Prusse vient de renverser le grand colosse; il voit, couché à ses pieds dans la honte, le grand coupable qui se rend, dépose les armes, et se livre à la discrétion du vainqueur. « *Il n'a aucun commandement, il confie tout à la Régence de Paris.* » Telles sont les paroles que nous transmet le télégraphe dans son laconisme. La chute ne pouvait pas être plus humiliante et plus ignominieuse. La Révolution et le *droit nouveau* qui furent la vie et toute la force du second Empire, se trouvent aujourd'hui dans les mains du roi Guillaume. Napoléon a cédé tous ses pouvoirs et la Prusse est l'arbitre de l'Europe.

Nous l'avions dit depuis longtemps; et nos paroles, qui paraissent aujourd'hui vraiment inspirées et prophétiques, se sont vérifiées avec une merveilleuse précision. Nous avons compris Napoléon III, et c'est pourquoi nous ne nous sommes jamais trompé dans l'appréciation de sa politique; nous avons pu même suivre pas à pas toutes les phases de la diplomatie Napoléonienne. La chute du grand coupable devait nécessairement arriver.

Au congrès de Paris, en 1856, l'Empereur révolutionnaire jeta les bases du *droit nouveau*, et donna aux Sectaires du monde entier la force de porter leurs ravages dans toutes les nations. C'est là que fut résolue la guerre acharnée contre l'Église et Pie IX; là que se fit un vil trafic des trônes et des royaumes; Dieu laissa faire : il voulut dans ses impénétrables desseins, que les événements préparés se déroulassent librement. Aussi, la Révolution triomphante prit bientôt en Europe des proportions gigantesques; elle détrôna les Princes ou les rendit complices des plus noirs attentats; elle grandit les uns et soumit les autres à ses caprices. Napoléon devint le despote de l'Europe.

Il est battu aujourd'hui avec son ami fidèle, le Maréchal Mac-Mahon. Mais tout est mystérieux, ou plutôt tout nous révèle le plan secret de la Providence. C'est Mac-Mahon qui, à Magenta, sauva l'Empereur au moment où il allait être pris par l'armée autrichienne : aujourd'hui Mac-Mahon blessé tombe avec honneur, et ne peut pas défendre son souverain, qui se rend prisonnier de son rival et prononce lui-même sa déchéance. « *Il se livre*, dit-il, *au roi Guillaume*, parce qu'il n'a aucun commandement. »

La victoire de Magenta fut la première victoire garibaldienne du second Empire. Mac-Mahon en eut toute la gloire, et c'est lui qui est maintenant vaincu. Sa défaite a porté à Napoléon III le coup suprême, et Magenta et Solférino qui firent triompher la Révolution, se trouvent vengées.

Le vainqueur d'autrefois est aujourd'hui blessé, et Napoléon III est aux mains de l'ennemi. L'*Empereur apostolique* ne méritait pas de le vaincre. Dieu a donné cet honneur au roi Guillaume.

Contemplons maintenant le grand colosse écrasé, et admirons les grandes choses que Dieu a faites. Qu'était-ce que Napoléon III? Un homme extraordinaire dont personne n'égala le génie, l'astuce et l'incroyable puissance; qui changea tout en Europe, et devant qui tremblèrent tous les souverains, le roi de Prusse comme les autres.

Il voulut briser la puissance de la Russie, et à Sébastopol il la brisa. L'Empereur Nicolas, l'un des plus grands obstacles aux plans révolutionnaires de Napoléon, fut humilié et mourut de chagrin.

Il voulut abaisser l'Autriche, et il la vainquit à Magenta, à Solférino, à Sadowa. Il voulut la chute des Bourbons de Naples et d'Espagne, et il les détrôna avec une facilité merveilleuse. Il voulut l'Unité de l'Italie, et il la fit en chassant les Princes italiens.

Il voulut dépouiller le Pape de ses États, et il réussit. Le sentiment catholique du monde entier, dans un noble et généreux élan, se souleva contre lui; il ne s'en préoccupa point. Il séduisit et trompa, avec une habileté satanique, la France elle-même qui entendait que l'Église fût protégée et son auguste Chef honoré.

Il voulut que l'Europe reconnût le nouveau royaume d'Italie, créé par les moyens qu'on sait et que révèle en partie le *journal* de Persano; et toutes les Puissances, grandes et petites, sans excepter la Prusse et la reine Isabelle, le reconnurent. Mais ce n'est pas tout.

Il voulut rendre l'Autriche révolutionnaire; il voulut l'humilier et l'avilir dans la boue, et ses désirs furent exaucés. Il voulut que l'*Empereur apostolique*, à qui déjà il avait ravi son honneur, devint l'ennemi du Saint-Siége; il l'obtint sans de grands efforts. Quoi plus? Il voulut que François-Joseph, oubliant que la politique Napoléonienne avait été la cause du barbare assassinat de son frère, oubliant qu'il avait été indignement bafoué par les Sectaires, se fit leur ami. Et bientôt, en effet, François-Joseph devint italianissime et le protecteur le plus dévoué de ses plus perfides ennemis. Quelle puissance!

Il voulut la révolution d'Espagne; elle triompha militairement, contre le vœu de la nation. Il voulut l'Unité germanique, elle se fit. Grâce à lui, l'Autriche fut battue à Sadowa, et, malgré les victoires de Lissa et de Custozza, elle céda le quadrilatère à ses ennemis vaincus! Quel autre que lui eût été capable, je ne dis pas d'accomplir, mais seulement de concevoir de si hasardeux projets, devenus pourtant, en peu d'années, des *faits accomplis*?

N'a-t-on pas vu, dans la courte période de dix ans, la Révolution maîtresse de l'Europe, l'Église en proie à une persécution acharnée et le Vicaire de Jésus-Christ abreuvé d'amertumes? C'est l'œuvre de Napoléon III.

Mais aujourd'hui Dieu intervient. Le lendemain de la dernière session du Concile, alors qu'on venait de déclarer le Pape infaillible et comme Gérant de Dieu, indépendant de tous les souverains de la terre, alors que le droit divin avait été solennellement proclamé devant tout l'Univers, le Dieu des armées confia son glaive au roi Guillaume envoyé pour briser le grand colosse. Guillaume le brisa... Dieu l'a voulu, et tout est arrivé au gré de ses desseins.

Le grand coupable, l'auteur du livre le *Pape et le Congrès*, l'ami passionné de Cavour, et de Nigra, celui qui ordonna le

massacre de Castelfidardo, le siége d'Ancône et de Gaëte, *l'invasion des insurgés* en 1867, et qui plus tard, en rappelant ses troupes de Civita-Vecchia, avait dit à notre gouvernement d'entrer à Rome après les premières victoires de la France; le véritable Empereur garibaldien, qui dominait l'Europe, n'est plus. Il n'est plus qu'un pauvre prisonnier haï de Dieu et des hommes; personne n'ose verser une larme sur sa chute. Et la France qui l'avait appelé à la Présidence et nommé Empereur, la France qui avait soutenu les infamies de cette politique criminelle, expie sa faute dans des torrents de sang.

Aujourd'hui la malédiction du Très-Haut tombe sur lui de tout son poids, il épuise jusqu'à la lie le calice de douleur qu'il fit boire aux autres souverains. Mais s'ils furent chassés de leurs trônes, eux du moins tombèrent en héros; ils vivent honorés dans l'exil; ils n'ont pas subi la flétrissure d'une ignominieuse captivité.

Que les catholiques du monde entier se réjouissent! Toute autre nouvelle perd aujourd'hui son intérêt. Le grand ennemi de l'Église et de la société n'est plus. Le triomphe est proche. Du haut de son trône, que rien ne peut jamais ébranler parce qu'il est soutenu par le bras du Tout-Puissant, Pie IX voit tour à tour disparaître tous ses ennemis: après Cavour, Thouvenel, puis Walewki, La Valette, Ollivier, Gramont, et maintenant c'est le colosse lui-même, Napoléon III. Quand Dieu le fit naître au monde et qu'il permit l'accomplissement de ses projets impies, il faisait naître en même temps Bismark pour terrasser cet homme néfaste, à qui la Prusse devait sa puissance. Que Dieu est grand dans ses œuvres! Qu'il est puissant dans sa grandeur! En quelques jours, contre toutes les prévisions, la France, autrefois toujours victorieuse, est battue partout; elle ne gagne pas une seule bataille. Tous ses plans, tous ses efforts les mieux combinés échouent; Dieu a béni l'épée du roi Guillaume. Les sectaires eux-mêmes le confessent: c'est un vrai miracle, une véritable intervention de la Providence.

Oui, nous avons vu les étonnants succès de la Révolution, vrais prodiges sataniques de la Révolution commandée par Napoléon III; mais aujourd'hui nous voyons les vrais miracles du Seigneur et

une série d'événements qui montreront, même aux plus aveugles, que Dieu est intervenu, et qu'il y a entre Dieu et l'homme, entre la puissance humaine et la puissance divine, une distance infinie. Chrétiens, ne tremblez plus pour Pie IX et pour Rome. Les ennemis de Dieu ne profaneront point la Cité sainte ; quand bien même ils la souilleraient de leur présence, il ne faut plus craindre, cela n'a plus aucune importance. Nous aussi alors, nous verrons des coups plus prompts et plus terribles. Remercions le Seigneur. Il est avec nous et avec l'Église, il va faire voir au monde le plus beau des triomphes. Aux victoires de dix-neuf siècles viendra s'ajouter celle qui d'après nous les surpasse toutes. Car jamais l'Église ne fut persécutée avec plus d'acharnement, avec plus de calcul et de perfidie.

Lors de l'exposition de Paris, Napoléon III vit à ses pieds presque tous les souverains de l'Europe ; ils se prosternaient devant l'idole de Baal. Aujourd'hui Pie IX, tranquille et fort sur le roc du Vatican, peut voir son ennemi tombé, et Pie IX sera l'arbitre des destinées du monde. Dieu le veut, Dieu le fera.

NAPOLÉON III ET L'INTERNATIONALE

(Sicilia Cattolica, ex-Ape Ibica, 2 et 3 septembre 1871, 4e année, nos 198, 199)

C'est aujourd'hui l'anniversaire de la chute de Napoléon. Il convient de montrer comment le grand despote fut le véritable promoteur de l'*Internationale*. Jamais, jusqu'à ce jour, il ne nous avait été donné de voir dans toute son affreuse laideur la politique hypocrite de Napoléon III. Les Français qui combattent à cette heure le mouvement catholique et qui désireraient le retour de l'ancien régime tombé à Sedan, ce sont précisément les napoléo-

niens, les amis du second Empire; mais la conséquence logique et suprême de cette politique odieuse, c'est juste l'*Internationale*. Aussi pouvons-nous dire qu'en bouleversant la société jusque dans ses fondements, en changeant la diplomatie devenue l'esclave de la Révolution, cet homme fatal a fait surgir l'Internationale comme la dernière expression du droit des gens. Il semble, à première vue, qu'il n'en soit pas ainsi; mais avec un peu d'attention, on verra que c'est là une grande et terrible vérité.

L'*Internationale* a aujourd'hui son siége principal à Londres. Cette société se compose d'ouvriers. Avec le libre échange, Napoléon travaillait pour la classe ouvrière; il voulait ainsi la gagner à sa cause, et il réussit en grande partie. Quoique dispersés dans les différentes nations, les membres de cette fatale société qui a pour but d'établir partout, sur les ruines du trône et de l'autel, le plus abject communisme, obéissent aveuglément à la voix d'un chef; et entre eux ils forment une ligue pour se soutenir mutuellement. De fait, les grèves continuelles prouvent bien qu'ils font la loi à leurs patrons. Sous Napoléon III, et surtout dans les derniers temps, alors qu'il soutenait la Révolution, et qu'il protégeait sous main la plus hideuse immoralité dont Paris était le centre, les grèves étaient incessantes et restaient impunies. Napoléon les laissait faire, ne voulant pas froisser une société qui le servait si bien dans son œuvre de décomposition sociale.

Napoléon aspirait à briser les liens qui unissent les peuples et les rois; voilà, en deux mots, sa politique. Par lui, les rois devinrent révolutionnaires; puis il soutint l'*Internationale* pour soulever, au besoin, les peuples contre les rois. Et cette infâme entreprise n'échoua pas complétement. Une fois tous les liens rompus entre les souverains et leurs sujets, la société tombait en dissolution, et Napoléon III pouvait alors la dominer à son gré. Cela est si vrai que, lorsque après sa chute, il se retira dans un château isolé, en Angleterre, aucune Puissance ne se souvint de lui; personne n'alla le visiter et compatir à son malheur. Seule l'*Internationale* de Londres, centre de toutes les autres associations semblables, fit des instances pour obtenir la faveur de présenter ses

hommages à l'Empereur déchu, comme à un bienfaiteur insigne de cette société destructrice. Par un reste de pudeur, Napoléon refusa poliment cette visite ; mais toujours est-il que l'*Internationale* voulait ainsi témoigner sa reconnaissance des bienfaits reçus.

Quelques journaux français remarquent, avec une certaine surprise, que la presse révolutionnaire et la presse qui soutint les *Communeux* de Paris, continuent à défendre la politique napoléonienne, c'est-à-dire les théories du *droit nouveau*. Il n'y a là rien d'étonnant. Entre Napoléon III et les *Communeux* qui brûlent avec du pétrole la capitale de la France, qui incendient ailleurs les palais et les monuments, il existe d'étroits rapports.

Il est certain que, pour retourner en France, Napoléon favorisa les *Communeux*, qu'il les encouragea dans leur infâme conspiration et les paya pour résister au gouvernement de Versailles. Il comprit que l'Assemblée nationale se composait surtout de conservateurs, de monarchistes et de légitimistes, c'est-à-dire, d'après lui, de réactionnaires par excellence. Il était effrayé du mouvement catholique et plus encore du nom de Henri V ; car le catholicisme et la légitimité sont certainement les plus grands ennemis de la Révolution. Le principe religieux de l'un et le principe politique de l'autre ne sauraient manquer de la terrasser victorieusement. La dynastie napoléonienne ne peut vivre qu'avec le désordre, la guerre et la révolte ; c'est pourquoi le retour à l'ordre se trouve être par la force des choses, pour cette dynastie, une opposition invincible qui la condamne inexorablement à périr.

Napoléon III protégea donc les *Communeux* : bien persuadé qu'une fois l'Assemblée de Versailles dissoute et le mouvement catholique et conservateur réprimé, il lui était plus facile de ressaisir les rênes du Gouvernement. En quelques jours il aurait su soulever la France ; car nous sommes sûrs qu'il se serait empressé de poser un *Ultimatum* à l'Italie et de délivrer Pie IX : ce qui eût exalté le prestige et la gloire de la grande nation. Il reste entendu, d'ailleurs, que bientôt après Napoléon aurait encore protégé la Révolution et combattu l'Église avec plus de fureur.

Pour le dire en passant, cela prouve l'absurde niaiserie de la

politique actuelle de Thiers qui espère restaurer la France en caressant la Révolution et en faisant l'éloge des Italianissimes et de Beust. Certes, Napoléon aime plus que personne l'Unité italienne et la diplomatie de Beust ; toutefois, pour relever la France et se relever lui-même, il s'y serait pris tout autrement, si du moins il lui était resté encore une étincelle de son génie. Tant Napoléon l'emporte sur M. Thiers ! Mais poursuivons.

Napoléon III était l'élu du peuple. En vain, les conservateurs cherchaient, même pour leur avantage, à se mettre entre l'élu et les électeurs ; il voulait être seul devant le peuple. Et pour le dominer à son gré, il inventa les *candidats officiels ;* il pouvait dire ainsi ; *le peuple, c'est moi.* Le peuple votait sans savoir comment et pourquoi; mais la bourgeoisie, si attachée naguère à Louis-Philippe, regardait l'Empereur de mauvais œil. Celui-ci cependant essayait de la gagner par les honneurs et les charges lucratives ; et pour l'attacher étroitement à l'Empire, sinon par affection, du moins par intérêt, il ne trouvait rien de mieux que de protéger l'Internationale, épouvantail des bourgeois. De là vint qu'il favorisa les clubs et les sociétés secrètes de toute couleur; et tandis qu'il portait un coup fatal à la société de Saint-Vincent-de-Paul, si dévouée à toutes les œuvres de charité et de bienfaisance, il choisissait un maréchal pour présider les sociétés maçoniques placées sous sa main.

Il y a plus. Napoléon avait tellement favorisé la corruption des mœurs et les sociétés secrètes que l'Internationale devint bientôt une puissance. Lorsque les catholiques et les conservateurs du parti légitimiste et orléaniste menaçaient de l'abandonner, Napoléon évoquait le spectre terrible des communistes et des socialistes; et alors, par une sorte de nouveau coup d'État du 2 décembre, il s'attachait tous les partis; obligés de choisir entre l'Internationale et l'Empereur qu'ils détestaient également, ils préféraient encore, comme c'était naturel, Napoléon aux pétroleurs. Telle fut l'infernale malice de cet homme fatal.

Ainsi peut s'expliquer le dernier plébiscite qui lui fut favorable ; les catholiques et les hommes d'ordre qui abhorraient sa

liblement à l'Internationale, de quelque nom que celle-ci s'affuble. A quoi bon, du reste, raisonner et recourir à des théories, quand nous voyons l'*Internationale* prendre réellement dans tous les pays des proportions gigantesques. L'argument de fait est ici d'une évidence qui saute aux yeux. La diplomatie professe les principes de Napoléon, ceux-là même que prône l'*Internationale*. Aujourd'hui le libéralisme est devenu une seule et même chose avec la Révolution, et la Révolution est représentée par l'*Internationale*. Terrible et juste punition de ce Dieu qu'on a voulu exclure de la politique, comme un mot trop vieux, en combattant à la fois l'Église et la Papauté ! Pie IX est prisonnier au Vatican ; Rome a été envahie, les bombes ont ouvert ses remparts ; le catholicisme est publiquement outragé dans son Évangile, ses lois, ses ministres, ses admirables institutions. Les Communautés et les sociétés ouvrières sont devenues le noviciat des *Communeux* qui veulent commander aux rois et aux Gouvernements, qui ont enseigné l'art de la révolte, qui ont sanctionné et défendu les rébellions les armes à la main. Pauvre société !

Dieu a pris au mot la perfide diplomatie et les gouvernements qui se sont soulevés contre lui. Vous voulez, a-t-il dit dans sa colère, faire sans moi ? Eh bien ! faites. Le pétrole destructeur qui est votre œuvre, vous attend.

Concluons. Nous avons prévu et annoncé presque tous les événements contemporains ; aujourd'hui nous disons sans crainte de nous tromper : ou la France, rendue à son roi légitime, se mettra bientôt à la tête du mouvement catholique et restaurera les principes du droit et de la justice ; ou avant peu, l'*Internationale* brûlera la moitié de l'Europe.

L'Église seule peut sauver la société en péril que Napoléon a sourdement minée avec sa politique. Elle la sauvera, car Dieu a fait les nations guérissables ; et nous croyons que l'heure n'est pas éloignée où le Vicaire de Jésus-Christ relèvera les nations tombées et proclamera, dans son triomphe, les principes du droit et de la justice. Et alors les souverains et les peuples rediront une fois de plus : A qui irons-nous ? Vous seul, vous avez les paroles de la vie éternelle : *Ad quem ibimus ? Verba vitæ æternæ habes.*

ÉPILOGUE ET CONCLUSION

De tous nos articles sur Napoléon III, il résulte que l'état présent de la société est le fruit de sa politique perverse. L'Empereur a tenu le serment fait aux sectes de protéger en Italie la Révolution ; les bombes d'Orsini vinrent le décider à faire vite. De là la guerre d'Italie et les victoires de Magenta et de Solférino que vengèrent plus tard la chute de Napoléon à Sedan et la défaite de Mac Mahon, grièvement blessé.

Le succès de la Révolution italienne amena, comme une conséquence nécessaire, la persécution contre l'Église et Pie IX dont l'impassible résistance défie toutes les attaques ; la lutte prit bientôt des proportions terribles.

Victorieuse en Italie, la Révolution triompha aussi en Espagne et en Autriche : les deux nations devinrent les vassales de la politique napoléonienne. La Prusse en profite : et Bismark qui doit sa puissance au grand Empereur, le défait et l'abat. Bismark et Beust sont cependant les héritiers de cette politique ; ils permettent son triomphe par l'invasion de Rome, but final de toutes ces conspirations. Les catholiques du monde entier protestent de mille manières ; ils élèvent bien haut la voix contre l'injuste violence ; les Romains surtout, en face des envahisseurs, montrent un courage héroïque et leur extraordinaire vertu donne le plus éclatant démenti au ridicule proverbe ; *Roma veduta, fede perduta.* Mais les gouvernements restent sourds ; ils gagnent même à leur parti M. Thiers dont la France et aussi le monde attendaient la victoire du mouvement catholique et conservateur contre la Conjuration des révolutionnaires. Dieu cependant ne dort pas ; la faveur accordée à la Révolution exalte les Communeux et les pétroleurs, redoutable instrument des célestes vengeances.

A l'heure où les Princes trahissent l'Église, et où Pie IX est prisonnier au Vatican, la société est menacée par de nouveaux Vandales qui ont juré d'incendier la moitié de l'Europe. Ces deux faits se touchent et s'expliquent mutuellement; ils sont la preuve évidente et publique qu'on n'outrage pas impunément Jésus-Christ dans la personne de son Vicaire, et l'Église dans ses lois et ses institutions. Chaque coup dirigé contre Pie IX retombe comme un lourd fléau sur les gouvernements et comme une menace sur tous les souverains du monde. Ces faits sont publics; et contre les faits il n'y a pas de raisonnement possible. Les prévisions de Pie IX et des esprits sages en 1859 se réalisent aujourd'hui d'une manière effrayante. L'invasion des Romagnes devait logiquement produire le triomphe de la Révolution et puis l'*Internationale*, qui en est l'expression la plus fidèle et la plus naturelle. Quand les Princes reconnaissaient les succès de la Révolution en Italie et en Espagne, ils reconnaissaient implicitement la Commune; si la Commune avait été victorieuse à Paris, ils lui auraient envoyé leurs ambassadeurs accrédités pour obtenir grâce et merci des pétroleurs, approuvant ainsi le droit de brûler les cités et les citoyens. Le contraire eût été un prodige et même une absurdité. La logique est inexorable; quand on admet les principes et qu'on les regarde comme justes et sacrés, on doit infailliblement admettre aussi les plus terribles conséquences qui en découlent.

Aujourd'hui les gouvernements sont effrayés de ces conséquences; mais ils ne veulent pas ou du moins ils n'osent pas remonter aux principes qui les ont produites. Une pareille hésitation encourage les pétroleurs; déjà ils impriment au grand jour qu'il faut brûler le Vatican, parce que là est le dernier rempart du droit et de la justice, parce que là règne Dieu dans la personne de son Vicaire, et qu'ils ne veulent plus de Dieu dans la société.

Les gouvernements seront-ils à temps de conjurer la tempête? Nous l'espérons, mais nous n'osons pas nous le promettre? La France se relèvera-t-elle bientôt de ses ruines pour anéantir la politique napoléonienne et introduire dans le monde le droit chrétien? Plusieurs signes l'annoncent; mais la France a encore

beaucoup d'ennemis à vaincre. Si les bons avaient l'audace et l'ardeur des méchants, la cause serait bien vite gagnée, mais cette ardeur ne paraît pas encore ; elle est du moins comprimée. En tout cas, les moyens termes ne sont plus de mise ; il n'est plus possible d'être modéré, c'est-à-dire de transiger avec le bien ou avec le mal. On peut rencontrer des hommes qui croient à l'efficacité de ce système ; mais politiquement, aujourd'hui, la conciliation est impossible. Ou pétroleurs avec les Communeux, ou catholiques avec Pie IX : il n'y a pas d'autre milieu pour les peuples et les gouvernements. Aussi le problème ne tardera pas à être résolu. Cet état de cruelle attente ne peut durer longtemps. Si la *Commune* triomphe, l'Église et la Papauté restaureront les bases de la société avilie : si la *Commune* est vaincue par les gouvernements elle ne le sera point par la force brutale ; pour la terrasser, il faut absolument reconnaître le droit chrétien et renverser la Révolution, c'est-à-dire la politique et les principes napoléoniens inaugurés au fatal Congrès de Paris de 1856. Dans les deux cas, l'Église sera toujours victorieuse ; car elle a les promesses divines et Dieu a fait les nations guérissables.

Dans cette lutte gigantesque du dix-neuvième siècle entre le bien et le mal, représentée par Napoléon III avec l'Internationale et par Pie IX avec l'Église catholique, le succès final n'est pas douteux ; en somme le combat se livre entre Dieu et Satan. Qui donc peut douter de la victoire ?

FIN.

APPENDICE

DERNIÈRE ENTREVUE DE Mgr DE SALINIS

Archevêque d'Auch

AVEC S. M. L'EMPEREUR NAPOLÉON III

Cette entrevue eut lieu le 3 décembre 1860, peu de semaines avant la mort de l'illustre prélat. Après avoir raconté les motifs qui la déterminèrent et les circonstances qui la précédèrent, son biographe s'exprime ainsi :

« Dès que Monseigneur fut entré dans le cabinet impérial, l'Empereur s'informa, avec une bienveillance gracieuse, de l'état de sa santé, qu'on lui avait dit gravement altérée. L'Évêque remercia et s'empressa à son tour de demander des nouvelles de l'Impératrice : « J'en ai de bonnes plusieurs fois par jour, et tout me fait espérer qu'elle reviendra bientôt entièrement guérie. Les médecins, désirant faire diversion à sa douleur, ont exclu tous les lieux qui pouvaient lui rappeler la sœur qu'elle pleure, tels que l'Espagne et le midi de la France, et ont donné la préférence à l'Écosse, où elle se trouve auprès de la duchesse Marie d'Hamilton, qui, comme vous le savez, est une sainte et bien capable de la consoler. »

— « Il est, Sire, pour un Évêque, des peines autrement douloureuses que les souffrances physiques. Je ne saurais dissimuler à Votre Majesté que les catholiques sont en ce moment dans la peine et ceux qui vous sont les plus dévoués ne sont pas les moins affligés. Leurs inquiétudes viennent à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. A l'intérieur, vos ministres semblent prendre à tâche de semer la désaffection, de tuer le dévouement dans le cœur des

hommes qui se sont loyalement ralliés à votre gouvernement. Vous avez au ministère de l'intérieur un homme qui peut être un avocat très-habile, mais qui manque des grandes qualités d'un administrateur intelligent. Il soudoie dans tous les départements des rédacteurs de journaux auxquels il donne pour mission d'attaquer la Religion dans la personne de son Chef auguste et de ses ministres. Dans le département du Gers, où l'immense majorité des habitants est très-attachée à sa religion, le journal préfectoral qui reçoit les inspirations du ministère de l'intérieur ne perd pas une occasion d'attaquer le Souverain-Pontife et les institutions les plus sacrées de l'Église. Il y a quelque temps, j'avais publié une Lettre-Pastorale pour expliquer aux fidèles la question si indignement travestie de l'autorité pontificale; le jour même où cette lettre devait être lue dans toutes les chaires du diocèse, le *Courrier du Gers* inséra un article de fonds qui en était censé la contre-partie, de manière à opposer le cabaret à la chaire. Je m'en plaignis à M. le Préfet, qui demanda l'autorisation de donner un *Avertissement* au journal qui semait ainsi à plaisir l'agitation dans le peuple. M. Billault répondit au Préfet qu'il avait lu l'article; qu'il exprimait la pensée du gouvernement, qu'au lieu de blâmer le Rédacteur il eût à le féliciter. J'ai su depuis que l'article avait été envoyé du ministère. De son côté, le ministre de la guerre a adressé à tous les chefs de corps des instructions pour leur recommander d'empêcher autant que possible l'action du clergé sur les soldats. »

— « Vous avez dû être mal informé, Monseigneur, de pareilles instructions n'ont pas pu être données. »

— « Sire, je ne voudrais nuire à personne, mais je dois vous déclarer qu'un chef de corps a eu la confiance de me communiquer la lettre du ministre, elle est formelle... Au reste, ces funestes tendances de l'administration intérieure ne sont pas le principal sujet des inquiétudes de l'Épiscopat. Ce qui se passe en Italie, avec le consentement au moins tacite de votre gouvernement, nous attriste tous profondément. »

— « Oui, Monseigneur, il s'est passé des choses fort extraor-

dinaires au sujet desquelles on a porté des jugements bien passionnés et bien injustes. Mes intentions ont été totalement méconnues, et les évêques de France eux-mêmes, j'ai le regret de le dire, n'ont pas su se tenir en garde contre les préventions. »

— « Les faits accomplis, Sire, semblent justifier les appréciations de l'Episcopat. La dernière fois que j'eus l'honneur d'entretenir Votre Majesté à Saint-Sauveur, elle dut me trouver bien naïf à la vue des sentiments de confiance dans l'avenir que j'exprimais avec un enthousiasme presque aveugle. J'étais sous l'impression du traité de Villafranca qui stipulait la restauration de l'autorité pontificale ; je ne doutais pas que Votre Majesté tint à honneur de veiller à l'exécution de ce traité. Hélas ! il en a été bien autrement. Les dissentiments entre la France et le Saint-Siége sont tels qu'on ne peut guère entrevoir une solution favorable. »

— « J'avoue, Monseigneur, que la situation est difficile entre mon gouvernement et celui du Pape, mais à qui la faute ? Je puis vous dire que nous avons tout fait pour amener une conciliation ; jamais nous n'avons pu y parvenir. Plusieurs fois les choses paraissaient arrêtées, et toujours quelques nouvelles exigences de Rome faisaient échouer les négociations. Je n'accuse pas le Pape, c'est un saint que je vénère, mais son ministre est voué aux Autrichiens et par conséquent ennemi de la France. »

— « Je n'ai pas, Sire, à défendre le cardinal Antonelli, mais je dois à la vérité de dire que j'ai entendu des hommes politiques éminents louer très-haut ses grandes qualités diplomatiques. On m'a raconté avec quelle adresse il avait éludé une demande présentée par le gouvernement anglais relativement à l'occupatien d'Ancône. Après plusieurs instances où il avait déployé toutes les ressources de son esprit habitué aux négociations heureuses, le diplomate anglais, déconcerté, se serait écrié : « Il y a sous cette calotte rouge de cardinal plus d'habileté que dans toutes les têtes d'ambassadeurs. » Au reste, si le cardinal Antonelli est encore ministre d'État, la faute en est à la France. Je sais d'une manière certaine que le Souverain-Pontife, instruit des préventions du gouvernement français contre son ministre, était disposé à accepter sa

démission qu'il a plusieurs fois offerte. A Rome, on s'attendait chaque jour à un changement ministériel, et on ne fut pas peu étonné d'apprendre qu'il était suspendu par suite des instances de l'ambassadeur français. Vous vous plaignez, Sire, des défiances du gouvernement pontifical vis-à-vis de la France, ne faut-il pas convenir qu'elles sont appuyées sur des motifs au moins bien plausibles ? Par qui la France a-t-elle été représentée depuis longtemps auprès du Saint-Siége ? M. de Rayneval, dont je serai le premier à louer les qualités précieuses, était-il bien l'homme qui devait inspirer une entière confiance ? Ses rapports de famille avec le rédacteur en chef du *Journal des Débats* inspiraient des appréhensions d'autant plus légitimes qu'on n'ignorait pas à Rome que les correspondances de ce journal, notoirement hostiles au gouvernement pontifical, étaient rédigées dans les bureaux de l'ambassade. Le séjour de Rome modifia heureusement les idées de M. de Rayneval, et les catholiques ont eu à regretter sa mort trop prompte. Éclairé comme il l'était dans les derniers temps, il eût pu contribuer efficacement à rétablir la bonne harmonie entre les deux cours. Le successeur qui lui a été donné ne contribuera certes pas à diminuer nos regrets. Sa capacité diplomatique est notoirement au-dessous de la mission difficile qu'il a à remplir. »

— « Votre jugement, Monseigneur, est bien sévère ; les dépêches qui nous viennent de l'ambassade de Rome sont d'une rédaction remarquable. »

— « Sont-elles du ministre ? Sire, ce qui m'en ferait douter, c'est le jugement que j'ai entendu exprimer sur M. de Gramont par quelques-uns de ses collègues du Conseil général. J'ajoute, Sire, qu'il paraît peu dans les traditions et les convenances d'accréditer auprès du chef de la religion catholique un ambassadeur dont la femme est protestante. A défaut d'un représentant digne de la France, il semble que votre gouvernement aurait dû envoyer et entretenir à Rome, comme affidé diplomatique, sans caractère officiel, un homme grave, prudent, modéré, qui pût s'insinuer dans les esprits et dans les cœurs, s'instruire des usages et des institutions, connaître les personnes et les choses, afin d'être en

mesure de fournir des renseignements impartiaux. C'était là, ce me semble, une mesure de sage politique. L'Autriche l'employa autrefois avec grande habileté par rapport à la France. L'Angleterre a partout, et même à Rome, ses représentants officieux qui lui rendent de grands services. Votre ministère, Sire, a eu la main bien malheureuse dans le choix de son agent auprès du Saint-Siége ; il a confié cette mission délicate entre toutes à un homme sans convictions religieuses, sans dignité, j'oserai dire sans pudeur. Quelle impudeur, en effet, que la publication de cet ignoble pamphlet où rien n'est respecté, pas même le caractère du Souverain-Pontife ! Pour ceux-là même pour lesquels le pape n'est pas le vicaire de Jésus-Christ, il est du moins un souverain légitime, aussi digne de respect, par conséquent, qu'aucun des autres souverains. Assurément, si un prince qui exerce une prépondérance efficace dans les conseils de l'Europe avait été insulté par un représentant quelconque du gouvernement français, une réparation convenable eût été accordée ; la seule réparation donnée au pape a été de nommer son insulteur chevalier de la légion d'honneur. Je dois vous avouer, Sire, que lorsque j'ai vu dans les journaux le décret qui conférait à M. About cette distinction, la pensée m'est venue d'écrire à mes collègues dans l'Épiscopat pour les engager à vous renvoyer tous ensemble les insignes de la légion d'honneur, attendu qu'il ne me paraissait pas convenable qu'un évêque catholique eût quelque chose de commun avec celui qui insulte son chef et son père. »

— « J'avoue, Monseigneur, que Rome ne nous est pas très-connue, mais vous qui avez habité cette ville, ne pourriez-vous nous indiquer les hommes qui seraient propres à nous servir d'intermédiaires pour aplanir les difficultés présentes ? »

— « Mon séjour à Rome a été trop court pour que je sois parfaitement renseigné sur le mérite des hommes éminents qui composent la cour pontificale. Je puis cependant fournir à Votre Majesté des indications que je crois sûres [1]. Du reste, Sire, ce qui

(1) Monseigneur désigna plusieurs prélats encore vivants, dont nous ne nous croyons pas autorisé à livrer les noms à la publicité.

rassure un peu les catholiques, c'est que Votre Majesté n'a sanctionné aucune des iniquités du Piémont, ni approuvé les spoliations successives dont le Saint-Siége a été victime. Cependant, je ne puis pas taire qu'il circule dans le public certains propos de nature à nous attrister profondément. Si ces propos n'étaient répandus que par des ennemis systématiques de votre gouvernement, nous n'y attacherions pas grande importance. Mais pour ce qui me regarde personnellement, je les ai entendus rapporter et attester par un homme qui m'inspire toute confiance, et que je crois pouvoir vous nommer sans indiscrétion, c'est M. le vicomte de Rainneville, aide de camp du général de Pimodan, qui les a recueillis de la bouche de Cialdini. Envoyé en parlementaire après l'infâme guet-à-pens de Castelfidardo pour traiter de la capitulation, il faisait valoir auprès du général piémontais les promesses et les engagements de la France. « Oh ! monsieur de Rainneville, répon- « dit le facile vainqueur de l'armée pontificale, je sais mieux que « vous à quoi m'en tenir sur la pensée de l'Empereur. Je suis allé « le voir à Chambéry, et il m'a dit : *Allez, et faites vite.* »

— « Puisque M. de Rainneville a rapporté ces paroles, je crois qu'il les a entendues, car c'est un homme d'honneur. Mais Cialdini est un infâme menteur. Il est effectivement venu me trouver à Chambéry, et il m'a dit que Garibaldi menaçait les États pontificaux du côté de Naples, et qu'il était disposé, en tournant Rome, à tomber sur les derrières de l'armée pontificale; que sa présence pouvait être dangereuse, non-seulement pour le pape, mais encore pour le gouvernement italien, etc., etc. Fatigué de ses instances, je lui répondis brusquement : Tout cela est, après tout, votre affaire. Je resterai fidèle au principe de non-intervention. Je ne prétends assumer sur moi aucune responsabilité. Allez, si vous le voulez, et faites vite. »

— « Hélas ! ce sont bien là, sans doute, Sire, les paroles qui ont enhardi le Piémont et causé l'effusion de tant de sang francais, dont l'opinion publique, juge toujours sévère, fait retomber la responsabilité sur votre gouvernement. »

— « Non, Monseigneur, je n'ai pas autorisé cette invasion,

qui a eu des suites que je déplore. Depuis Solférino, le Piémont a été un ingrat ; il n'a suivi aucun de mes conseils. »

— « Mais quoi ! Sire, le chef d'un grand peuple n'a-t-il pas les moyens de se faire écouter? Vous avez montré à Magenta et à Solférino ce dont vous étiez capable à la tête d'une armée française ; fallait-il borner votre action à des conseils ? »

— « Oui, Monseigneur, la France peut tout, mais il est des règles de modération qu'une sage politique prescrit. S'il ne s'agissait que du Piémont, ce serait l'affaire de 24 heures ; si nous n'avions à faire qu'à l'Autriche, on pourrait aisément, je crois, se mettre d'accord. Mais toutes les fois que nous avons voulu agir, nous avons sans cesse trouvé sur notre chemin l'Angleterre, l'Angleterre armée et prête à engager la lutte. »

— « Mais, Sire, il n'y a pas de guerre qui fût plus populaire en France qu'une guerre contre l'Angleterre. Pour une lutte de cette nature, il n'y a pas un Français qui ne fût disposé à vous donner jusqu'à la dernière goutte de son sang, et jusqu'à son dernier écu. »

— « Monseigneur, je le sais, mais pour entreprendre contre un grand peuple une guerre qui serait formidable, il faut choisir son temps et son terrain. Le temps présent est on ne peut plus défavorable. L'Europe s'est persuadée à tort que je voulais procurer à la France des agrandissements territoriaux ; au premier coup de canon, elle se lèverait tout entière contre nous. Le champ de bataille serait aussi très-mal choisi. Il y a quelques années, Monseigneur, vous me disiez que l'Italie était minée par les sociétés secrètes ; dans ce moment-là, je croyais que vous exagériez. Si je vous disais maintenant tout ce que je sais, vous ne me croiriez pas. Si une guerre s'engageait en Italie, nous aurions sous nos pieds un volcan, et nous serions bloqués par les flottes de l'Angleterre, qui, il faut le reconnaître, est plus puissante sur mer que la France. »

— « Ne vous serait-il pas au moins possible, Sire, de protéger le dernier souverain légitime qui lutte encore en Italie contre la Révolution ? L'opinion publique est convaincue que, sans votre

concours, la Sicile ne serait jamais devenue la proie de Garibaldi et de ses bandes fanatiques. Quelle honte pour la France d'avoir associé son action à celle d'un homme qui représente tout ce qu'il y a de plus révolutionnaire en Europe! Si Ferdinand II eût été sur le trône, on aurait pu s'expliquer le mécontentement des puissances, mais son fils n'a que des droits sans aucuns torts. »

— « L'opinion, Monseigneur, s'est égarée, parce qu'elle n'a pas connu les motifs de mes déterminations. J'étais disposé à faire un *casus belli* de l'invasion de la Sicile; j'allais envoyer mes instructions dans ce sens au commandant de la flotte lorsque le gouvernement du Piémont, à qui j'exprimais énergiquement ma volonté, me supplia, dans l'intérêt de sa conservation, de laisser commencer une entreprise qui ne pouvait aboutir qu'à une catastrophe, mais qui avait l'excellent résultat d'éloigner un homme dangereux avec qui il était impossible de marcher. Au fait, Monseigneur, qui aurait jamais pu supposer qu'avec 800 hommes, Garibaldi triompherait d'une armée aussi bien organisée que l'armée napolitaine? N'était-il pas beaucoup plus probable, comme l'affirmait M. de Cavour, que Garibaldi courait à une perte certaine? Rien ne pouvait faire prévoir une trahison aussi générale et aussi lâche que celle des officiers napolitains; je ne sais s'il y en a un autre exemple dans l'histoire. »

« La conversation durait ainsi depuis trois quarts d'heure, interrompue à peine pendant quelques minutes par le secrétaire de l'Empereur, qui, à trois reprises différentes, crut devoir rappeler à Sa Majesté que le maréchal Castellane attendait et qu'il était pressé. Aux deux premières interpellations, l'Empereur s'était contenté de répondre : « Dites au maréchal que je suis occupé avec l'archevêque d'Auch; qu'il attende. » A la troisième, il dit avec une certaine humeur : « Je vous ai déjà dit que j'étais occupé, qu'on ne m'interrompe plus. » Ne voulant pas abuser des moments du Souverain, Monseigneur se disposait à le quitter : « Il est grand temps, Sire, que je prenne congé de Votre Majesté, et je dois la remercier de la bienveillance avec laquelle elle a accueilli tout ce que je me suis permis de lui dire. Elle aura com-

pris, j'espère, que toutes mes observations ont été dictées par ma conscience d'évêque catholique, dans les vues les plus pures du bien de la religion, du bonheur de la France et dans les intérêts bien entendus de votre gloire. »

— « Je vous remercie, Monseigneur, de m'avoir parlé avec franchise et sincérité. Je sais que vous n'êtes conduit que par des vues du bien. Veuillez croire que toutes les fois que les Évêques, se renfermant comme vous dans ce qui se rattache aux intérêts sacrés de la religion, m'adresseront des observations, fussent-elles opposées à mes pensées, je n'en serai nullement offensé. Ce que je ne puis souffrir, c'est que quelques-uns d'entre eux se mêlent à des intrigues de parti, et que sous le prétexte des devoirs de leur charge, ils conspirent contre moi et contre mon gouvernement. Si encore ils travaillaient dans les intérêts de M. le comte de Chambord, je ne saurais trop que dire, là au moins il y a des souvenirs et des principes. Mais les voir travailler pour les d'Orléans, qui sont essentiellement révolutionnaires et ennemis de la religion, voilà ce que je ne saurais pardonner. Et cependant, Monseigneur, j'ai les preuves entre les mains que certain de vos collègues est entièrement vendu à ce parti. Je puis vous montrer des lettres authentiques qui établissent ce fait jusqu'à l'évidence. »

En prononçant ces paroles, l'Empereur se leva pour ouvrir son secrétaire, mais se rasseyant :

— « Ces lettres sont un peu longues, je vous les lirai une autre fois. Que se propose-t-on en rappelant la famille d'Orléans? Le bien de la France et de la religion y sont-ils intéressés? Le comte de Paris n'est qu'un enfant. Le duc de Nemours est un esprit faible et léger. Le prince de Joinville est sourd. Le plus intelligent de la famille est le duc d'Aumale, c'est aussi le plus dangereux par ses principes démocratiques, qui le portent dans ce moment — j'en ai la preuve — à applaudir aux désordres qui bouleversent l'Italie. »

« Monseigneur prononça quelques mots pour disculper les Évêques des reproches immérités que l'Empereur leur avait adressés, et il se leva pour se retirer. Au moment où il ouvrait

la porte du cabinet, il lui revint dans l'esprit qu'il n'avait pas parlé d'une question très-importante, l'une de celles dont il avait le plus à cœur d'entretenir Sa Majesté ; se retournant brusquement, il ajouta :

— « Je vous prie, Sire, de vouloir bien me pardonner mon importunité, je tiens à vous entretenir d'un des intérêts les plus graves de la religion : de la nomination des évêques. »

— « Ah ! Monseigneur, vous voulez me parler de la nomination de M. Maret. »

— « Non, Sire, je ne prétends faire aucune personnalité, moins encore à l'occasion de M. l'abbé Maret, qui est un de mes anciens amis, et dont j'apprécie les bonnes qualités. Seulement, puisque vous m'avez parlé de lui, je vous dirai que le Pape a eu certainement des raisons très-canoniques de ne pas agréer ce choix ; M. Maret est sourd, il a professé dans l'*Ère nouvelle* des doctrines que les catholiques, et surtout les catholiques bretons, ne sauraient oublier ; et je ne comprendrais pas que votre gouvernement voulût maintenir une nomination repoussée par le Souverain-Pontife pour des motifs aussi sérieux. Rien ne lui donne ce droit. Mais laissant de côté ce fait particulier, que je n'ai pas à apprécier, je me permettrai de vous adresser la prière la plus instante pour que vous ne vous laissiez guider dans vos présentations à l'Épiscopat que par des pensées catholiques. Je répétais hier à votre ministre des cultes ce que j'avais dit autrefois à M. Fortoul, que sa plus grave responsabilité au moment de la mort serait la manière dont il aurait usé de la prérogative mise entre ses mains par le concordat. L'Épiscopat, en France surtout, c'est le catholicisme vivant ; la religion sera plus ou moins prospère, selon que les évêques seront plus ou moins dignes de leur haute mission. Connaissant, comme je le connais, le clergé français, je ne crains pas que vous introduisiez dans nos rangs des évêques indignes ; vous n'en trouveriez pas, ou si vous en trouviez quelqu'un, vous ne le feriez pas agréer et vous froisseriez inutilement la conscience des populations catholiques. Vous ne sauriez croire à quel point les dernières nominations ont porté

préjudice à l'autorité morale de votre gouvernement. Pour se donner le malin plaisir de « faire passer quelque mauvais quart-« d'heure au nonce ou au cardinal Antonelli, » votre ministre a refroidi, éteint peut-être, le dévouement de trois cent mille Bretons. Est-ce là de la bonne politique? Mais si vous ne trouviez pas d'évêques indignes, vous pourriez trouver des évêques faibles et complaisants; permettez-moi de vous dire que ces prélats, qui seraient un embarras et un danger pour l'Église, ne seraient pas un appui pour votre gouvernement. Mal vus de leur clergé, sans influence sur les catholiques, ils nuiraient à la religion sans profit pour l'État. Le problème difficile du choix des évêques avait été parfaitement résolu sous la nonciature du cardinal Fornari; de concert avec le ministre des cultes, le nonce avait dressé une liste de candidats qui devaient être agréés en même temps par les deux autorités qui concourent à la nomination. Tant qu'on ne reviendra pas à ce système ou à un autre analogue, on retombera dans des choix fâcheux, qui compromettront les intérêts de l'Église et ceux de l'État. »

— « Je vous remercie, Monseigneur, de vos utiles observations; je n'ai pas rencontré d'évêque qui m'ait parlé avec autant de franchise et d'indépendance. »

— « C'est que, Sire, vous n'avez pas rencontré beaucoup d'évêques prêts comme moi à aller sans tarder rendre compte au tribunal de Dieu de l'accomplissement de leur mission épiscopale. »

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Avant-propos du traducteur 5
Introduction 9
Napoléon III et l'Italie 17
Pourquoi Napoléon III aime tant l'Unité italienne 26
Pourquoi les révolutionnaires italiens n'aiment pas Napoléon III... 33
Napoléon III et Pie IX 40
Le dernier discours du Ministre de La Valette, ou plutôt de Napoléon III 52
Napoléon III et l'Autriche 64
Napoléon III et la Prusse 71
Napoléon III et l'Espagne 77
Napoléon III et le peuple français 87
Napoléon III, le clergé et les catholiques français 100
Napoléon III et la Révolution 115
Le Colosse Napoléonien. I. Sa puissance 122
— II. Son génie 128
— III. Ses entrevues 131
— IV. Son hypocrisie 137
— V. Sa chute 141
Intervention de la Providence 144
Les remords de Napoléon III 146
Napoléon III renversé par les principes du droit nouveau 147
La chute de Napoléon III 149
Napoléon III et l'Internationale 154
Épilogue et Conclusion 161
Appendice. — Dernière entrevue de Mgr de Salinis, archevêque d'Auch, avec S. M. l'Empereur Napoléon III 164

FIN DE LA TABLE.

A LA MÊME LIBRAIRIE

ŒUVRES DE XAVIER DE MAISTRE

PREMIÈRE PARTIE

LE LÉPREUX DE LA CITÉ D'AOSTE. — LA JEUNE SIBÉRIENNE,
1 vol in-18 jésus. 75 centimes.

SECONDE PARTIE

VOYAGE AUTOUR DE MA CHAMBRE. — LES PRISONNIERS DU CAUCASE.
LE PAPILLON, 1 vol. in-18 jésus, 75 centimes.

30 35SU BR 4831
1/03 31150-87 NLB

3 6105 110 243 263